

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/CAN/2

4 avril 1996

(96-1233)

Comité des sauvegardes

Original: anglais/français

NOTIFICATION DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

CANADA

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 octobre 1995.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint des exemplaires, en anglais et en français, de la codification administrative non officielle des trois textes de loi mentionnés dans la notification des lois et réglementations relatives aux mesures de sauvegarde présentée par le Canada, à savoir la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* et la *Loi sur le Tarif des douanes*. La précédente notification a été distribuée le 12 avril 1995 sous la cote G/SG/N/1/CAN/1. Cette codification peut présenter un intérêt pour l'examen de la législation canadienne en matière de sauvegardes.

**Loi sur le Tribunal canadien
du commerce extérieur**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
CODIFICATION ADMINISTRATIVE
(NON OFFICIELLE)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE,
GOUVERNEMENT DU CANADA

Septembre 1995

CHAPITRE C-18.3

[L.R., (1985), ch. 47 (4e suppl.)]

Loi constituant le Tribunal canadien du commerce extérieur et modifiant ou
abrogeant d'autres lois en conséquence

[1988, ch. 56, sanctionné le 13 septembre 1988]

TITRE ABREGE

(Titre abrégé)

1. *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur.*

DEFINITIONS

(Définitions)

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

("Accord sur l'Organisation mondiale du commerce" "World Trade Organization Agreement")

"Accord sur l'Organisation mondiale du commerce" S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce*.

("dommage grave" "serious injury")

"dommage grave" Tout dommage causant une dégradation générale notable de la situation des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

("membre" "member")

"membre" Membre titulaire, vacataire ou suppléant nommé au Tribunal.

("menace de dommage grave" "threat of serious injury")

"menace de dommage grave" Vise un dommage grave dont l'imminence évidente est fondée sur des faits et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités.

("ministre" "Minister")

"ministre" Le ministre des Finances.

("produits textiles et vêtements" "textile and apparel goods")

"produits textiles et vêtements" Les produits textiles et les vêtements qui figurent à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord.

("Tribunal" "*Tribunal*")

"Tribunal" Le Tribunal canadien du commerce extérieur est constitué par le paragraphe 3(1).

(Terminologie)

(2) Dans la présente loi, "Accord" et "pays ALENA" s'entendent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*.

(Marchandises importées d'un pays ALENA)

(3) Pour l'application de la présente loi, les marchandises transportées directement au Canada conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes* sont des marchandises importées d'un pays ALENA.

L.R., 1985, ch. 47 (4e Suppl.), art. 2; 1993, ch. 44, art. 32; 1994, ch. 47, art. 27.

SUSPENSION

(Suspension)

2.1 Les dispositions visées à la colonne II sont inopérantes tant que les dispositions correspondantes à la colonne I sont en vigueur.

Colonne I	Colonne II
Dispositions en vigueur	Dispositions inopérantes
article 19.01	article 19.1
article 20.01	article 20.1
article 20.2	article 21
article 21.1	article 22
paragraphes 23(1.01) à (1.03)	paragraphe 23(1.1)
sous-alinéas 26(1) a) (i.1) à (i.3)	sous-alinéa 26(1) a) (ii)
alinéas 27(1) a.1) à a.3)	alinéa 27(1) b)

1993, ch. 44, art. 33.

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Constitution

(Constitution)

3. (1) Est constitué le Tribunal canadien du commerce extérieur, composé d'au plus neuf titulaires, dont le président et les deux vice-présidents, nommés par le gouverneur en conseil.

(Vacataires)

(2) Le gouverneur en conseil peut en outre, s'il l'estime nécessaire compte tenu de la charge de travail du Tribunal, y nommer des vacataires selon les modalités et aux conditions qu'il précise. Il ne peut toutefois y en avoir plus de cinq en fonctions.

(Durée du mandat)

(3) La durée maximale du mandat est de cinq ans pour les titulaires et de trois ans pour les vacataires.

(Occupation du poste)

(4) Les titulaires et les vacataires occupent leur poste à titre inamovible, sous réserve de révocation motivée prononcée par le gouverneur en conseil.

(Nouveau mandat des titulaires)

(5) Les titulaires ne peuvent recevoir qu'un seul nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.

(Nouveaux mandats des vacataires)

(6) Les vacataires peuvent recevoir de nouveaux mandats.

(Interdiction de cumul)

4. La charge de titulaire est incompatible avec l'exercice d'autres fonctions.

(Fonctions incompatibles)

5. Les membres ne peuvent occuper une charge ou un emploi incompatibles avec leurs attributions en vertu de la présente loi.

(Rémunération)

6. (1) Les membres reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

(Frais de déplacement)

(2) Les titulaires sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu de travail habituel, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

(Idem)

(3) Les vacataires et les suppléants sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

(Président)

7. Le Président est le premier dirigeant du Tribunal; à ce titre, il en assure la direction et en contrôle les activités, notamment en ce qui a trait à la répartition des tâches et des séances entre les membres, à la désignation des présidents de séance, à la conduite des travaux du Tribunal, à la gestion de ses affaires internes et à l'exécution des fonctions de son personnel.

(Intérim du Président)

8. (1) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le Tribunal peut autoriser l'un des vice-présidents à assurer l'intérim avec pleins pouvoirs.

(Intérim des membres)

(2) En cas d'absence ou d'empêchement d'un titulaire autre que le président ou d'un vacataire, le gouverneur en conseil peut nommer un suppléant, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, pour assurer l'intérim.

(Fonctions postérieures au mandat)

9. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout membre dont le mandat est expiré peut, avec l'autorisation du président, participer au règlement de toute affaire dont il a eu à connaître pendant son mandat. Il est alors réputé agir à titre de membre.

(Durée limitée)

(2) Sa participation ne peut toutefois se prolonger au-delà du cent vingtième jour qui suit l'expiration de son mandat.

(Empêchement)

(3) En cas d'empêchement, de décès ou de refus de la personne visée au paragraphe (1) ou de tout membre ayant eu à connaître d'une affaire, les autres membres qui y ont participé peuvent, avec l'autorisation du président, la mener à terme; par dérogation à toute autre disposition, ils constituent le quorum à cet égard.

(Application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*)

10. (1) Pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, les titulaires sont réputés faire partie de la fonction publique.

(Idem)

(2) Sauf décret contraire du gouverneur en conseil, les vacataires et les suppléants sont, pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, réputés ne pas faire partie de la fonction publique.

(Décret)

(3) Le décret visé au paragraphe (2) est réputé ne pas être un règlement au sens et pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Siège, séances et quorum

(Siège)

11. Le siège du Tribunal est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

(Séances)

12. Le Tribunal tient ses séances aux date, heure et lieu qu'il juge utiles pour l'exécution de ses travaux.

(Quorum, etc.)

13. Sous réserve des paragraphes 30.11(3), 38(2) et 39(2) et des règlements, le quorum est constitué de trois membres, lesquels peuvent exercer toutes les attributions du Tribunal.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 13; 1993, ch. 44, art 34; 1994, ch. 47. art. 28.

Personnel

(Secrétaire)

14. (1) Est nommé, en conformité avec la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, un secrétaire auprès du Tribunal.

(Intérim du secrétaire)

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire ou de vacance de son poste, le président peut autoriser un membre du personnel du Tribunal à assurer l'intérim.

(Personnel)

15. (1) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Tribunal est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

(Experts)

(2) Le Tribunal peut nommer, à titre consultatif, des experts et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.

(Détachement)

(3) Sous réserve des instructions du Conseil du Trésor en la matière, les ministères ou les organismes fédéraux peuvent, à la demande du Tribunal, détacher auprès de lui, pour une période déterminée, le personnel nécessaire à ses travaux.

Mission et pouvoirs

(Mission)

16. Le Tribunal a pour mission:

a) d'enquêter et de faire rapport sur les questions dont le saisit, en application de la présente loi, le gouverneur en conseil ou le ministre;

a.1) de procéder aux examens visés à l'article 19.02 et faire rapport sur ceux-ci;

b) d'étudier les plaintes et les demandes de prorogation déposées sous le régime de la présente loi par les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes et, s'il y a lieu, d'enquêter et de faire rapport à leur égard;

b.1) de recevoir des plaintes, procéder à des enquêtes et prendre des décisions dans le cadre des articles 30.1 à 30.19;

c) de connaître de tout appel pouvant y être interjeté en vertu de toute autre loi fédérale ou de ses règlements et des questions connexes;

d) d'exercer les attributions qui lui sont conférées en vertu de toute autre loi fédérale ou de ses règlements.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 16; 1993, ch. 44, art. 35; 1994, ch. 47, art. 29.

(Cour d'archives)

17. (1) Le Tribunal est une cour d'archives; il a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office.

(Pouvoirs)

(2) Le Tribunal a, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses ordonnances, ainsi que pour toutes autres questions liées à l'exercice de sa compétence, les attributions d'une cour supérieure d'archives.

ENQUETES ET EXAMENS

Saisine et examens

(Intérêts économiques)

18. Le Tribunal, sur saisine par le gouverneur en conseil, enquête et lui fait rapport sur toute question touchant, en matière de marchandises ou de services - considérés individuellement ou collectivement -, les intérêts économiques ou commerciaux du Canada.

(Tarifs douaniers)

19. Le Tribunal, sur saisine par le ministre, enquête et lui fait rapport sur toutes questions relatives aux tarifs douaniers, notamment celles concernant les droits ou obligations du Canada sur le plan international.

(Définition de "cause principale")

19.01 (1) Au présent article et aux articles 20 et 20.01, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

(Enquêtes E.-U.)

(2) Le Tribunal, sur saisine par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du *Tarif des douanes*, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Enquêtes Mexique et Mexique - E.U.)

(3) Le Tribunal, sur saisine par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si les marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique - Etats-Unis de l'annexe I du *Tarif des douanes*, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave, ou de la menace d'un tel dommage, porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

1993. ch. 44, art. 36; 1994, ch. 47. art. 31 et 46(F).

(Examen)

19.02 (1) Lorsque le décret pris en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.01) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* à l'égard de marchandises prévoit une période d'application de plus de trois ans, le Tribunal, avant l'expiration de la moitié de la période, d'une part, examine les développements survenus, depuis la prise du décret, relativement aux marchandises visées par celui-ci et aux marchandises similaires ou directement concurrentes produites par des producteurs nationaux et, d'autre part, établit un rapport sur ces développements et donne son avis sur le maintien, la révocation ou la modification du décret; il transmet le rapport au gouverneur en conseil et au ministre.

(Publication d'avis)

(2) Le Tribunal fait publier avis du rapport dans la *Gazette du Canada* et en avise les autres intéressés.

1994, ch. 47, art. 32.

(Définition de "cause principale")

19.1 (1) Au présent article et à l'article 20.1, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du préjudice grave.

(Enquête)

(2) Le Tribunal, sur saisine par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des Finances, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction ou de la suppression du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

1988, ch. 65, art. 52.

(Préjudice)

20. Le Tribunal, sur saisine par le gouverneur en conseil, enquête et lui fait rapport sur toute question liée, selon le cas, à:

- a) l'importation de marchandises en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale de dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage;
- b) la prestation de services au Canada, par des personnes n'y résidant pas habituellement, qui peut causer ou menacer de causer un dommage à la prestation de tout service par des personnes y résidant habituellement, ou qui peut la retarder.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 20; 1994, ch. 47, art. 33 et 46(F).

(Définition de "contribuer de manière importante")

20.01 (1) Au présent article, "contribuer de manière importante" s'entend au sens de l'article 805 de l'Accord.

(Inclusion des marchandises originaires de pays ALENA)

(2) Lorsque, dans le cadre d'une enquête menée en vertu de l'article 20 relativement à des marchandises importées d'un pays ALENA et précisées par le gouverneur en conseil, ou d'une enquête découlant d'une plainte visée au paragraphe 23(1) relativement à de telles marchandises précisées par lui, le Tribunal conclut que les marchandises en question et les marchandises du même genre importées d'autres pays le sont en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il doit décider:

- a) d'une part, si la quantité des marchandises importées et précisées constitue une part substantielle du total des importations de marchandises du même genre;
- b) d'autre part, si les marchandises importées et précisées contribuent de manière importante, à elles seules ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles du même genre importées des autres pays ALENA, au dommage grave ou à la menace d'un tel dommage.

(Idem)

(2.1) Quand une enquête est menée en vertu de l'article 30.07 relativement à des marchandises importées d'un pays ALENA, le Tribunal doit décider:

- a) d'une part, si leur quantité représente une part substantielle du total des importations de marchandises du même genre;
- b) d'autre part, si elles contribuent de manière importante, à elles seules ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles du même genre importées des autres pays ALENA, au dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou à la menace d'un tel dommage.

(Décisions)

(3) Le Tribunal tient compte du paragraphe 2 de l'article 802 de l'Accord pour prendre les décisions visées aux paragraphes (2) ou (2.1).

1993, ch. 44, art. 37; 1994, ch. 47, art. 34 et 46(F).

(Définitions)

20.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

("Accord" "*Agreement*")

"Accord" S'entend au sens de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis*.

("contribuer de manière importante" "*contribute importantly*")

"contribuer de manière importante" S'entend au sens de l'article 1104 de l'Accord.

("marchandises originaires des Etats-Unis" "*goods originating in the United States*")

"marchandises originaires des Etats-Unis" Les marchandises importées qui satisfont aux règlements relatifs à l'origine des marchandises pris en vertu du *Tarif des douanes*, applicables aux Etats-Unis, et précisées:

- a) soit par le gouverneur en conseil, dans le cas d'un renvoi par celui-ci;
- b) soit par le Tribunal, dans le cas d'une plainte écrite déposée en vertu du paragraphe 23 1).

(Interprétation)

(2) Pour l'application du présent article, il doit être tenu compte, pour l'interprétation du mot "substantielle", du paragraphe 1 de l'article 1102 de l'Accord.

(Inclusion des marchandises originaires des Etats-Unis)

(3) Lorsque, dans le cadre d'une enquête menée en vertu des articles 20 ou 26, le Tribunal conclut que des marchandises originaires des Etats-Unis et des marchandises du même genre originaires d'autres pays sont importées en quantité tellement accrue et à des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du préjudice grave ou de la menace d'un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, il doit déterminer si la quantité des marchandises originaires des Etats-Unis est substantielle comparativement à celle des marchandises du même genre originaires d'autres pays et si les marchandises importées des Etats-Unis contribuent de manière importante au préjudice grave ou à la menace d'un tel préjudice.

1988, ch. 65, art. 53.

(Mandat)

20.2 (1) Le Tribunal mène l'enquête visée aux articles 18, 19, 19.01 ou 20 et établit les rapports correspondants dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas.

(Mention des décisions)

(2) Lorsque l'article 20.01 s'applique, le Tribunal inclut dans son rapport les décisions auxquelles il parvient en vertu de cet article.

(Dépôt au Parlement)

(3) Le ministre dépose les rapports visés aux articles 18, 19, 19.01 ou 20 devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission à leur destinataire.

(Publication d'avis)

(4) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de transmission du rapport visé aux articles 18, 19, 19.01 ou 20.

1993, ch. 44, art. 38; 1994, ch. 47, art. 35.

(Mandat)

21. (1) Le Tribunal mène l'enquête visée aux articles 18, 19, 19.1 ou 20 et établit les rapports correspondants dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas.

(Rapport)

(1.1) Lorsque le paragraphe 20.1(3) s'applique à une enquête, le Tribunal inclut dans son rapport les déterminations auxquelles il parvient en vertu de ce paragraphe.

(Dépôt au Parlement)

(2) Le ministre dépose les rapports devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission à leur destinataire.

(Publication d'avis)

(3) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de transmission pour chaque rapport visé au paragraphe (1).

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 21; 1988, ch. 65, art 54.

Plaintes des producteurs nationaux

(Définition de "plainte")

21.1 Aux articles 23 à 30, "plainte" s'entend d'une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu des paragraphes 23(1), (1.01), (1.02) ou (1.03). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu'il comprend les renseignements prévus à l'article 23.

1993, ch. 44, art. 39.

(Dossier complet)

22. Pour l'application des articles 23 à 30, est complet le dossier de toute plainte déposée aux termes du paragraphe 23(1) ou (1.1), qui comporte les renseignements ou documents visés à l'article 23.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 22; 1988, ch. 65, art. 55.

(Dépôt)

23. (1) Lorsqu'il estime que certaines marchandises sont importées en quantité tellement accrue et à des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, chacun de ces producteurs ou toute personne ou association le représentant peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

(Idem)

(1.01) Lorsqu'il estime que certaines marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du *Tarif des douanes*, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

(Idem)

(1.02) Lorsqu'il estime que certaines marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis de l'annexe I du *Tarif des douanes*, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave, ou de la menace d'un tel dommage, qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

(Idem)

(1.03) Lorsqu'il estime que certains produits textiles et vêtements bénéficiant, soit conformément au paragraphe 25.2(5.1) du *Tarif des douanes*, soit, en ce qui touche les produits intégrés dans l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* en exécution d'un engagement contracté par le Canada au titre d'un accord consécutif à l'Arrangement multifibres, conformément au paragraphe 25.2(7) de cette loi, du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique de l'annexe I de cette loi sont, en conséquence de la réduction du tarif, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au

marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation lui cause un préjudice grave ou menace réellement de lui cause un tel préjudice, le producteur national de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

(Idem)

(1.1) Lorsqu'il estime que certaines marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction ou de la suppression du tarif, importées en quantité tellement accrue et à des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, chacun de ces producteurs ou toute personne ou association le représentant peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

(Teneur)

(2) La plainte doit énoncer ou comporter les faits sur lesquels elle se fonde et une estimation du pourcentage, par rapport à la production canadienne de marchandises similaires ou directement concurrentes, de celle des plaignants ou de ceux qu'ils représentent, ainsi que toute autre observation jugée utile en l'espèce par ceux-ci.

(Renseignements au soutien de la plainte)

(3) Le dossier de la plainte doit en outre comporter les renseignements ou documents dont dispose le plaignant et qui sont de nature à prouver ses allégations et à étayer l'estimation du pourcentage, ainsi que tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal.

(Accusé de réception)

(4) Le Tribunal accuse, sans délai et par écrit, réception de la plainte auprès de son auteur et lui en précise la date.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 23; 1988, ch. 65, art. 56; 1993, ch. 44, art. 40; 1994, ch. 47, art. 46(F) et 47(F).

(Complément d'information)

24. (1) Le Tribunal peut, dans les vingt et un jours suivant la date de la réception de la plainte, demander par écrit au plaignant de lui fournir le complément d'information qu'il estime nécessaire pour compléter le dossier.

(Idem)

(2) Il peut en outre, dans les vingt et un jours qui suivent la réception du complément d'information demandé en vertu du paragraphe (1) ou du présent paragraphe, demander par écrit au plaignant tout autre complément d'information qui lui semble nécessaire pour compléter le dossier.

(Recevabilité de la plainte)

25. (1) Dans les vingt et un jours suivant la réception de la plainte ou, le cas échéant, du complément d'information demandé, le Tribunal décide si le dossier de la plainte est complet ou non.

(Décision positive)

(2) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu'aux autres intéressés. S'il s'agit d'une plainte visée au paragraphe 23 (1.03), il transmet au ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l'appui de celle-ci.

(Décision négative)

(3) Dans le cas contraire, il notifie sans délai sa décision motivée au plaignant seulement.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 25; 1993, ch. 44, art. 41.

(Ouverture de l'enquête)

26. (1) Sous réserve des paragraphes (4) à (7), le Tribunal, dans les trente jours suivant la date de la notification au plaignant d'une décision positive, ouvre une enquête sur la plainte, s'il est convaincu:

a) que les renseignements et les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable:

i) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1), que l'importation des marchandises visées par la plainte se fait en quantité tellement accrue et à des conditions telles qu'elle cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes,

i.1) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.01), que les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes,

i.2) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.02), que les marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du Tarif Mexique - Etats-Unis de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave, ou de la menace d'un tel dommage, porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes,

i.3) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.03), que les produits textiles et les vêtements bénéficiant du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction du tarif, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un préjudice aux producteurs nationaux de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents,

ii) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.1), que les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction ou de l'élimination du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule

une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;

- b) que la plainte est présentée par les producteurs nationaux d'une part importante des marchandises similaires ou directement concurrentes produites au Canada ou en leur nom;
- c) que les faits en cause sont suffisamment différents de ceux présentés au cours des enquêtes tenues par le Tribunal, sous le régime de la présente loi, sur des marchandises similaires ou directement concurrentes, dans les vingt-quatre mois précédant la réception de la plainte, pour justifier la tenue d'une nouvelle enquête.

(Notification de la décision: ouverture d'enquête)

(2) Le Tribunal, sans délai, notifie au plaignant et aux autres intéressés sa décision motivée d'ouvrir une enquête et la date du début de l'audience; il en fait publier avis dans la *Gazette du Canada* et transmet au ministre le texte de sa décision et de la plainte, ainsi que les documents et renseignements pertinents à l'appui de celle-ci obtenus du plaignant ou d'autres sources.

(Copies au ministre)

(2.1) Malgré le paragraphe 2), dans le cas d'une plainte visée au paragraphe 23(1.03), le Tribunal ne transmet au ministre qu'une copie du texte de sa décision, ainsi que des renseignements et documents pertinents à l'appui de la plainte qui n'ont pas déjà été envoyés en vertu du paragraphe 25(2).

(Notification de la décision: absence d'enquête)

(3) Le Tribunal, sans délai, notifie au plaignant et aux autres intéressés sa décision de ne pas tenir d'enquête et les motifs à son soutien dont, le cas échéant, le fait que des renseignements ou documents obtenus d'une autre source que le plaignant ont été considérés, et en fait publier avis dans la *Gazette du Canada*.

(Dumping et subventionnement)

(4) Si avant d'ouvrir une enquête, le Tribunal en vient à la conclusion que la cause du dommage allégué dans la plainte ou de la menace d'un tel dommage paraît être le dumping ou le subventionnement des marchandises, au sens de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, il défère sans délai au sous-ministre du Revenu national la plainte pour étude dans le cadre de cette loi. Le cas échéant, il notifie sans délai le renvoi au plaignant et aux autres intéressés.

(Enquête sur une plainte déferée au sous-ministre)

(5) Dans le cas où il défère la plainte au sous-ministre du Revenu national, le Tribunal peut ouvrir une enquête si les conditions suivantes s'appliquent:

- a) le sous-ministre n'ouvre pas d'enquête, visée par la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, concernant le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause ou, s'il en ouvre une, il la clôt en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi;
- b) le plaignant le lui demande:

- i) soit, dans le cas où le sous-ministre n'ouvre pas d'enquête, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé au paragraphe 33(1) de cette loi ou, dans le cas prévu au paragraphe 33(2) de cette loi, dans les trente jours suivant celui où le Tribunal se prononce sur la question en cause,
- ii) soit, dans le cas où le sous-ministre clôt son enquête en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé à l'un ou l'autre de ces articles.

(Prorogation du délai)

(6) Dans les trente jours suivant la réception d'une demande visée au paragraphe 5), le Tribunal décide d'ouvrir ou non l'enquête qu'il peut alors ouvrir malgré l'expiration du délai de trente jours prévu au paragraphe (1).

(Délai pour ouvrir une enquête)

(7) Lorsque, en raison du paragraphe 59.1(3.1) du *Tarif des douanes* ou du paragraphe 5(3.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le décret visé au paragraphe 5(3) de cette loi ou au paragraphe 59.1(1) du *Tarif des douanes* ne peut être pris, pendant une période donnée, à l'égard de marchandises, le Tribunal peut ouvrir l'enquête prévue au paragraphe (1) au plus tôt dans les cent quatre-vingt jours précédant la fin de la période en question.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 26; 1988, ch. 65, art. 57; 1993, ch. 44, art. 42; 1994, ch. 13, art. 7, ch. 47, art. 36, 46(F) et 47(F).

(Objet de l'enquête)

27. (1) L'objet de l'enquête est de déterminer, eu égard aux règlements pris en application de l'alinéa 40a):

a) soit, lorsqu'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1), si les marchandises visées par la plainte sont importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue ou menace de constituer une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires et directement concurrentes;

a.1) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.01), si les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;

a.2) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.02), si les marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique - Etats-Unis, de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave, ou de la menace d'un tel dommage, porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;

a.3) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.03), si les produits textiles et les vêtements bénéficiant du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité

tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits et vêtements, et dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un tel préjudice aux producteurs nationaux de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents;

b) soit, lorsqu'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.1), si, les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du *Tarif des douanes* sont, en conséquence de la réduction ou de la suppression du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Définition de "cause principale")

(2) Au présent article, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

(Décisions)

(2.1) La décision visée à l'alinéa (1) a.3) est prise à la lumière du paragraphe 2 de l'article 4 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord.

(Autres questions)

(3) Au cours de l'enquête, le Tribunal étudie les questions connexes dont le saisit le gouverneur en conseil.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 27; 1988, ch. 65, art. 58; 1993, ch. 44, art. 43; 1994, ch. 47, art. 46(F) et 47(F).

(Renvoi au sous-ministre)

28. (1) S'il en vient à la conclusion, alors qu'il enquête sur une plainte, que la cause du dommage allégué dans celle-ci ou de la menace d'un tel dommage paraît être le dumping ou le subventionnement des marchandises au sens de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, sans délai, le Tribunal ajourne l'enquête, en notifie le plaignant et les autres intéressés et en avise par écrit le sous-ministre du Revenu national auquel il transmet la plainte pour étude dans le cadre de cette loi.

(Reprise de l'enquête)

(2) Dans le cas prévu au paragraphe (1), le Tribunal reprend l'enquête si les conditions suivantes s'appliquent:

a) le sous-ministre n'ouvre pas d'enquête, visée par la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, concernant le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause ou, s'il en ouvre une, il la clôt en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi;

b) le plaignant le lui demande:

i) soit, dans le cas où le sous-ministre n'ouvre pas d'enquête, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé au paragraphe 33(1) de cette loi ou, dans le cas prévu au paragraphe 33(2) de cette loi, dans les trente jours suivant celui où le Tribunal se prononce sur la question en cause,

- ii) soit, dans le cas où le sous-ministre clôt son enquête en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé à l'un ou l'autre de ces articles.

(Clôture de l'enquête)

(3) S'il décide de ne pas reprendre l'enquête parce que les conditions requises à cet effet ne s'appliquent pas, le Tribunal clôt l'enquête et en notifie sans délai le plaignant et les autres intéressés.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 28; 1994, ch. 13, art. 7, ch. 47, art. 46(F).

(Rapport d'enquête)

29. (1) Le Tribunal établit un rapport dans les cent quatre-vingts jours qui suivent l'ouverture de l'enquête.

(Prorogation du délai)

(2) Le Tribunal peut proroger d'au plus quatre-vingt-dix jours le délai prévu au paragraphe 1) s'il l'estime justifié, notamment pour l'une des raisons suivantes:

- a) la complexité ou la nouveauté des questions en cause;
- b) la variété des marchandises ou le nombre des personnes en cause;
- c) la difficulté d'obtenir à l'enquête des éléments de preuve satisfaisants;
- d) sa saisine en vertu du paragraphe 27(3).

Le cas échéant, il en avise, sans délai et par écrit, le plaignant et les autres intéressés.

(Distribution du rapport)

(3) Le Tribunal fait parvenir son rapport au gouverneur en conseil, au ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.

(Publication d'avis)

(4) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis pour chaque rapport établi en application du paragraphe 1) et en avise les intéressés autres que le plaignant.

(Dépôt au Parlement)

(5) Le ministre dépose les rapports établis par le Tribunal à la suite de la saisine visée au paragraphe 27(3) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission au gouverneur en conseil.

(Enquête complémentaire)

30. (1) Le gouverneur en conseil peut, après réception du rapport visé au paragraphe 29(1), demander au Tribunal d'enquêter et de lui faire rapport sur toute question liée au rapport.

(Mandat)

(2) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe (1) et établit un rapport à ce sujet dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en conseil.

(Distribution du rapport)

(3) Le Tribunal fait parvenir le rapport complémentaire au ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête et à qui il a transmis un rapport en application du paragraphe 29(3).

(Publication d'avis)

(4) Le Tribunal fait publier dans la *Gazette du Canada* un avis de transmission pour chaque rapport visé au paragraphe 1) et en notifie les intéressés autres que le plaignant.

(Dépôt au Parlement)

(5) Le ministre dépose les rapports devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission au gouverneur en conseil.

(Définition de "augmentation subite")

30.01 (1) Au présent article, "augmentation subite" s'entend au sens de l'article 805 de l'Accord.

(Dépôt d'une plainte - augmentation subite)

(2) Il peut être déposé une plainte écrite auprès du Tribunal lorsque:

a) d'une part, des marchandises sont assujetties à une surtaxe en vertu des paragraphes 59.1(1) ou (8) du *Tarif des douanes* ou sont inscrites sur la liste des marchandises d'importation contrôlée conformément aux paragraphes 5(3) ou (3.2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*;

b) d'autre part, la surtaxe ou l'inscription ne s'applique pas aux marchandises importées de pays ALENA par suite d'une décision prise conformément aux paragraphes 20.01(2) ou (2.1).

(Allégations)

(2.1) La plainte doit faire état du fait que l'augmentation subite de l'importation de marchandises de pays ALENA diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription.

(Plaignant)

(2.2) La plainte ne peut être déposée que par un producteur de marchandises similaires ou directement concurrentes ou par toute personne ou association le représentant.

(Teneur de la plainte)

(3) La plainte énonce de façon suffisamment détaillée les faits sur lesquels les allégations sont fondées et comporte les renseignements ou documents qui sont de nature à prouver ces allégations, ainsi que tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal.

(Début de l'enquête)

(4) Le Tribunal, dans les trente jours suivant la date de réception de la plainte, ouvre une enquête s'il est convaincu que les renseignements ou les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable qu'une augmentation subite d'importation de marchandises visées au paragraphe (2) diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription visées à ce paragraphe.

(Notification de la décision)

(5) Le Tribunal, sans délai, notifie au plaignant et aux autres intéressés sa décision motivée de ne pas tenir l'enquête visée au paragraphe 4) et notamment, le cas échéant, le fait qu'il a tenu compte, en tout ou en partie, de renseignements ou documents ne provenant pas du plaignant.

(Augmentation subite)

(6) L'objet de l'enquête est de déterminer si l'augmentation subite dans l'importation de marchandises visées au paragraphe 2) diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription visées à ce paragraphe.

(Rapport)

(7) Le Tribunal établit un rapport dans soixante jours suivant l'ouverture de l'enquête et le fait parvenir au gouverneur en conseil, au ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.

(Avis)

(8) Le Tribunal fait donner avis du rapport aux autres intéressés et fait publier l'avis dans la *Gazette du Canada*.

1993, ch. 44, art. 44; 1994, ch. 47, art. 37.

DEMANDE DE PROROGATION

(Définition de "demande de prorogation")

30.02 Aux articles 30.03 à 30.09, "demande de prorogation" désigne la demande écrite déposée auprès du Tribunal en vertu de l'article 30.04.

1994, ch. 47, art. 38.

(Publication d'avis)

30.03 (1) En cas de prise d'un décret assujettissant des marchandises à la surtaxe visée aux paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ou les portant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée en application des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.01) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le Tribunal publie, dans la *Gazette du Canada*, un avis mentionnant la date d'expiration prévue par le décret; il ne doit toutefois pas le faire lorsque:

- a) soit le décret a cessé de s'appliquer avant cette date en raison des paragraphes 59.1(4), (5), (6), (8.4) ou (9) du *Tarif des douanes* ou du paragraphe 5(4.04) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*;

- b) soit la période spécifiée dans le décret et les périodes pendant lesquelles la surtaxe ou l'inscription a été en vigueur, par suite des décrets pris en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.01) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, totalisent huit ans.

(Modalités de publication)

- (2) L'avis doit être publié selon les règles du Tribunal et préciser la date limite de dépôt d'une demande de prorogation.

1994, ch. 47, art. 38.

(Dépôt d'une demande de prorogation)

30.04 (1) Le producteur de marchandises similaires ou faisant directement concurrence à des marchandises auxquelles s'applique le décret visé au paragraphe 30.03(1), de même que toute personne ou association le représentant, peut déposer auprès du Tribunal une demande écrite visant à obtenir la prise du décret visé au paragraphe 59.1(8) du *Tarif des douanes* ou au paragraphe 5(3.2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* parce qu'un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage.

(Délai de dépôt)

- (2) La demande doit être déposée au plus tard le jour mentionné dans l'avis visé au paragraphe 30.03(2).

(Accusé de réception)

- (3) Le Tribunal accuse, sans délai et par écrit, réception de la demande auprès de son auteur et lui en précise la date.

1994, ch. 47, art. 38.

(Teneur)

30.05 (1) La demande de prorogation doit énoncer les faits sur lesquels elle se fonde et comporter une estimation du pourcentage, par rapport à la production canadienne de marchandises similaires ou directement concurrentes, de celle des producteurs nationaux qui ont déposé la demande ou de ceux qu'ils représentent, ainsi que toute autre observation jugée utile en l'espèce par le demandeur.

((Renseignements à l'appui))

- (2) Le dossier de la demande doit en outre comporter les renseignements ou documents dont dispose le demandeur et qui sont de nature à prouver ses allégations et à étayer l'estimation du pourcentage, ainsi que tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal.

1994, ch. 47, art. 38.

(Complément d'information)

30.06 (1) Le Tribunal peut, dans les vingt et un jours suivant la date de la réception de la demande de prorogation, demander par écrit au demandeur de lui fournir le complément d'information qu'il estime nécessaire pour compléter le dossier.

(Recevabilité de la demande)

(2) Dans les vingt et un jours suivant la réception de la demande ou, le cas échéant du complément d'information demandé, le Tribunal décide si le dossier de la demande est complet ou non.

(Décision positive)

(3) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au demandeur ainsi qu'aux autres intéressés.

(Décision négative)

(4) Dans le cas contraire, il notifie sans délai sa décision motivée au demandeur seulement.

1994, ch. 47, art. 38.

(Ouverture de l'enquête)

30.07 (1) Le Tribunal ouvre, dans les trente jours suivant la date de la notification au demandeur du fait que le dossier est complet, une enquête sur la demande de prorogation s'il est convaincu:

- a) que les renseignements et documents fournis par le demandeur ou en provenance d'autres sources indiquent de façon raisonnable qu'un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage;
- b) que la demande est présentée par les producteurs nationaux d'une part importante des marchandises similaires ou directement concurrentes produites au Canada, ou en leur nom.

(Notification de la décision: ouverture d'enquête)

(2) Le Tribunal, sans délai, notifie au demandeur et aux autres intéressés sa décision motivée d'ouvrir une enquête et la date du début de l'audience; il en fait publier avis dans la *Gazette du Canada* et transmet au ministre le texte de sa décision et de la demande, ainsi que les documents et renseignements pertinents à l'appui de celle-ci obtenus du demandeur ou d'autres sources.

(Notification de la décision: absence d'enquête)

(3) Le Tribunal, sans délai, notifie au demandeur et aux autres intéressés sa décision de ne pas tenir d'enquête et les motifs à son soutien dont, le cas échéant, le fait que des renseignements ou documents obtenus d'une autre source que le demandeur ont été considérés, et en fait publier avis dans la *Gazette du Canada*.

1994, ch. 47, art. 38.

(Objet de l'enquête)

30.08 (1) L'objet de l'enquête visée à l'article 30.07 est de déterminer si, d'une part, un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage, et, d'autre part, il existe des éléments de preuve selon lesquels ceux-ci procèdent à des ajustements, selon les règlements pris en vertu de l'alinéa 40b).

(Autres questions)

(2) Au cours de l'enquête, le Tribunal étudie les questions connexes dont le saisit le gouverneur en conseil.

1994, ch. 47, art. 38.

(Rapport d'enquête)

30.09 (1) Au plus tard quarante-cinq jours avant la date d'expiration du décret visé par l'enquête menée en vertu du paragraphe 30.07(1), le Tribunal établit un rapport qu'il transmet au gouverneur en conseil, au ministre, au demandeur et à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.

(Publication d'avis)

(2) Le Tribunal fait publier avis du rapport dans la *Gazette du Canada* et en avise les autres intéressés.

(Dépôt au Parlement)

(3) Le ministre dépose le rapport établi par le Tribunal à la suite de la saisine visée au paragraphe 30.08(2) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil.

1994, ch. 47, art. 38.

PLAINTES DES FOURNISSEURS POTENTIELS

(Définitions)

30.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 30.11 à 30.19.

("contrat spécifique" "*designated contract*")

"contrat spécifique" Contrat relatif à un marché de fournitures ou services qui a été accordé par une institution fédérale - ou pourrait l'être -, et qui soit est précisé par règlement, soit fait partie d'une catégorie réglementaire.

("fournisseur potentiel" "*potential supplier*")

"fournisseur potentiel" Sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 40f.1), tout soumissionnaire - même potentiel - d'un contrat spécifique.

("institution fédérale" *"government institution"*)

"institution fédérale" Ministère ou département d'Etat fédéral, ainsi que tout autre organisme, désigné par règlement.

("intéressée" *"interested party"*)

"intéressée" S'appliquant à "partie", le terme vise tout fournisseur potentiel ou toute personne ayant un intérêt économique direct dans l'affaire en cause dans une plainte.

("plainte" *"complaint"*)

"plainte" Plainte déposée auprès du Tribunal en vertu du paragraphe 30.11(1).

1993, ch. 44, art. 44; 1994, ch. 47, art. 39.

(Dépôt des plaintes)

30.11 (1) Tout fournisseur potentiel peut, sous réserve des règlements, déposer une plainte auprès du Tribunal concernant la procédure des marchés publics suivie relativement à un contrat spécifique et lui demander d'enquêter sur cette plainte.

(Forme et teneur)

(2) Pour être conforme, la plainte doit remplir les conditions suivantes:

- a) être formulée par écrit;
- b) préciser le contrat spécifique visé, le nom du plaignant et celui de l'institution fédérale chargée de l'adjudication du contrat;
- c) exposer de façon claire et détaillée ses motifs et les faits à l'appui;
- d) préciser la nature de la réparation demandée;
- e) préciser l'adresse du plaignant où peuvent être envoyées les notifications et autres communications relatives à la plainte;
- f) fournir tous les renseignements et documents pertinents que le plaignant a en sa possession;
- g) fournir tous renseignements et documents supplémentaires exigés par les règles;
- h) comporter le paiement des droits réglementaires.

(Désignation de membre)

(3) Le président peut désigner un membre du Tribunal pour l'instruction de la plainte. Celui-ci exerce dès lors les pouvoirs et fonctions du Tribunal.

1993, ch. 44, art. 44; 1994, ch. 47, art. 40 (A).

(Avis de réception)

30.12 (1) Le Tribunal avise le plaignant par écrit de la réception de la plainte.

(Notification - plainte non conforme)

(2) Lorsqu'il détermine que la plainte n'est pas conforme, le Tribunal notifie sa décision au plaignant en précisant les points à corriger, ainsi que les mesures à prendre et le délai imparti à cet effet.

(Notification - plainte conforme)

(3) Lorsqu'il détermine que la plainte est conforme, le Tribunal notifie sa décision au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée.

1993, ch. 44, art. 44.

(Enquête)

30.13 (1) Après avoir jugé la plainte conforme et sous réserve des règlements, le Tribunal détermine s'il y a lieu d'enquête. L'enquête peut comporter une audience.

(Avis d'enquête)

(2) S'il décide d'enquêter sur la plainte, le Tribunal notifie sa décision au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée et leur donne l'occasion de lui présenter leurs arguments.

(Report de l'adjudication)

(3) Le cas échéant, le Tribunal peut ordonner à l'institution fédérale de différer l'adjudication du contrat spécifique en cause jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la validité de la plainte.

(Annulation)

(4) Il doit toutefois annuler l'ordonnance dans le cas où, avant l'expiration du délai réglementaire suivant la date où elle est rendue, l'institution fédérale certifie par écrit que l'acquisition de fournitures ou services qui fait l'objet du contrat spécifique est urgente ou qu'un retard pourrait être contraire à l'intérêt public.

(Refus)

(5) S'il estime que la plainte est dénuée de tout intérêt ou entachée de mauvaise foi, le Tribunal peut refuser de procéder à l'enquête ou y mettre fin, auquel cas il notifie sa décision, motifs à l'appui, au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée.

1993, ch. 44, art. 44.

(Objet de la plainte)

30.14 (1) Dans son enquête, le Tribunal doit limiter son étude à l'objet de la plainte.

(Décision)

(2) Le Tribunal détermine la validité de la plainte en fonction des critères et procédures établis par règlement pour le contrat spécifique ou la catégorie dont il fait partie.

1993, ch. 44, art. 44.

(Conclusions et recommandations)

30.15 (1) Lorsqu'il a décidé d'enquêter, le Tribunal, dans le délai réglementaire suivant le dépôt de la plainte, remet au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge être intéressée ses conclusions et ses éventuelles recommandations.

(Mesures correctives)

(2) Sous réserve des règlements, le Tribunal peut, lorsqu'il donne gain de cause au plaignant, recommander que soient prises des mesures correctives, notamment les suivantes:

- a) un nouvel appel d'offres;
- b) la réévaluation des soumissions présentées;
- c) la résiliation du contrat spécifique;
- d) l'attribution du contrat spécifique au plaignant;
- e) le versement d'une indemnité, dont il précise le montant, au plaignant.

(Critères)

(3) Dans sa décision, le Tribunal tient compte de tous les facteurs qui interviennent dans le marché de fournitures ou services visé par le contrat spécifique, notamment des suivants:

- a) la gravité des irrégularités qu'il a constatées dans la procédure des marchés publics;
- b) l'ampleur du préjudice causé au plaignant ou à tout autre intéressé;
- c) l'ampleur du préjudice causé à l'intégrité ou à l'efficacité du mécanisme d'adjudication;
- d) la bonne foi des parties;
- e) le degré d'exécution du contrat.

(Indemnité)

(4) Le Tribunal peut, sous réserve des règlements, accorder au plaignant le remboursement des frais entraînés par la préparation d'une réponse à l'appel d'offres.

1993, ch. 44, art. 44.

(Frais)

30.16 (1) Les frais relatifs à l'enquête - même provisionnels - sont, sous réserve des règlements, laissés à l'appréciation du Tribunal et peuvent être fixés ou taxés.

(Idem)

(2) Le Tribunal peut, sous réserve des règlements, désigner les créanciers et les débiteurs des frais, ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation.

1993, ch. 44, art. 44.

(Intervenants)

30.17 Tout intéressé peut, avec l'autorisation du Tribunal, intervenir dans la procédure de plainte que celui-ci instruit.

1993, ch. 44, art. 44.

(Mise en oeuvre des recommandations)

30.18 (1) Lorsque le Tribunal lui fait des recommandations en vertu de l'article 30.15, l'institution fédérale doit, sous réserve des règlements, les mettre en oeuvre dans toute la mesure du possible.

(Idem)

(2) Elle doit en outre, par écrit et dans le délai réglementaire, lui faire savoir dans quelle mesure elle compte mettre en oeuvre les recommandations et, dans tous les cas où elle n'entend pas les appliquer en totalité, lui motiver sa décision.

(Idem)

(3) Lorsqu'elle a avisé le Tribunal qu'elle entend donner suite aux recommandations, elle doit lui indiquer, dans le délai réglementaire et par écrit, dans quelle mesure elle l'a fait.

1993, ch. 44, art. 44.

(Commentaires et observations)

30.19 (1) Le Tribunal peut faire des commentaires ou des observations à l'administrateur général d'une institution fédérale concernant toute question qui, à son avis, requiert l'attention de celui-ci en ce qui touche la procédure des marchés publics.

(Définition de "administrateur général")

(2) L'"administrateur général" d'une institution fédérale est, dans le cas d'un ministère ou d'un département d'Etat, la personne en ayant de plein droit le statut et, dans celui de tout autre organisme, le premier dirigeant en titre ou en fonction.

1993, ch. 44, art. 44.

DISPOSITIONS GENERALES

Procédure

(Comparution)

31. Toute partie à une instance devant le Tribunal peut comparaître en personne ou être représentée par un avocat ou un mandataire.

(Huis clos)

32. Le Tribunal peut tenir ses séances à huis clos sur demande de l'une des parties, à condition que celle-ci lui en démontre la nécessité en l'espèce.

(Recueil de la preuve)

33. (1) Le président peut charger un membre de recueillir en tout ou en partie les éléments de preuve relatifs à toutes enquêtes prévues à la présente loi ou affaires instruites en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, à l'exception des appels visés à l'article 61 de cette loi, dont connaît le Tribunal. A cette fin, ce membre dispose des pouvoirs du Tribunal.

(Rapport sur la preuve recueillie)

(2) Le membre ayant recueilli les éléments de preuve fait rapport à cet égard au Tribunal. Copie de ce rapport, modifié à l'appréciation de son auteur pour respecter les exigences imposées par les articles 45 et 49, est ensuite transmise à toutes les parties.

(Ordonnance, conclusion ou rapport)

(3) En se fondant sur le rapport comme s'il avait lui-même recueilli la preuve et sur les séances qu'il a tenues sur la question, le Tribunal peut prendre toute mesure prévue en l'espèce par la présente loi ou toute autre loi fédérale, notamment par voie d'ordonnance, de conclusion ou de rapport.

(Renseignements non obtenus sous serment)

34. Dans toute enquête ouverte en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le Tribunal peut obtenir, autrement que sous la sanction d'un serment ou d'une affirmation solennelle, des renseignements et des documents qui, à son avis, font foi et y donner suite.

(Déroulement des séances)

35. Les séances du Tribunal sont conduites de la façon qui lui paraît la plus efficace, la plus équitable et la plus expéditive dans les circonstances.

(Indemnité des témoins)

36. Il est alloué à toute personne qui se rend à la convocation du Tribunal des indemnités comparables à celles qui s'appliquent aux convocations de la Cour fédérale.

(Publication d'avis)

37. Le Tribunal fait publier sans délai dans la *Gazette du Canada* un avis des décisions qu'il rend sur des affaires entendues en application de toute autre loi fédérale.

Règles et règlements

(Règlements administratifs)

38. (1) Le Tribunal peut, par règlement administratif, régir la convocation de ses réunions et le déroulement de celles-ci.

(Quorum)

(2) Le quorum requis pour la prise de règlements administratifs du Tribunal est constitué par la majorité des titulaires en fonctions.

(Règles)

39. (1) Le Tribunal peut, après consultation avec le ministre et sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règles, compatibles avec la présente loi et toute autre loi fédérale, aux fins suivantes:

- a) régir ses séances;
- b) prévenir tout conflit d'intérêts, notamment ceux découlant de la participation d'un membre à une séance, ou de sa connaissance d'une affaire en instance;
- c) préciser le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte fondée sur les paragraphes 23(1) à (1.1), 30.01(2) et 30.11(1) ou d'une demande de prorogation déposée en vertu du paragraphe 30.04(1);
- d) d'une manière générale, régir la procédure relative à ses travaux.

(Quorum)

(2) Le quorum requis pour l'établissement des règles du Tribunal est constitué par la majorité des titulaires en fonctions.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 39; 1988, ch. 65, art. 59(A); 1993, ch. 44, art 45; 1994, ch. 47, art. 41.

(Règlements)

40. Le gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) prévoir les questions à aborder par le Tribunal au cours des enquêtes ouvertes sous le régime de la présente loi;
- a.1) régir la constitution du quorum pour, soit statuer sur les appels visés à l'alinéa 16 c), soit procéder à des enquêtes et faire rapport sur les questions dont le Tribunal est saisi en application des articles 18 ou 19, soit aux termes de l'article 19.02, examiner les développements survenus et faire rapport à leur égard, et donner son avis;
- b) pour l'application de la présente loi, définir les termes "production nationale" et "marchandises similaires ou directement concurrentes" et établir des critères permettant de déterminer si les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes procèdent à des ajustements;
- c) définir "autres intéressés" pour l'application de toute disposition de la présente loi;

- d) définir l'expression "procédure des marchés publics" pour l'application de la présente loi;
- e) désigner les ministères, départements d'Etat et autres organismes visés par la définition de "institution fédérale", à l'article 30.1;
- f) préciser les contrats ou catégories de contrats visés par la définition de "contrat spécifique", à l'article 30.1;
- f.1) déterminer, pour l'application des articles 30.1 à 30.19, la qualité de fournisseur potentiel;
- g) régir le dépôt des plaintes prévues au paragraphe 30.11(1), notamment en ce qui touche les modalités de temps ou autres ainsi que les conditions à remplir avant le dépôt;
- h) imposer le versement des droits afférents au dépôt des plaintes prévues au paragraphe 30.11(1) et en fixer le montant ou le mode de détermination;
- i) prévoir les conditions à remplir avant que le Tribunal puisse enquêter sur une plainte déposée en vertu du paragraphe 30.11(1) et les questions qu'il doit traiter dans le cadre de l'enquête;
- j) établir, pour l'application du paragraphe 30.14(2), les procédures et les critères à appliquer relativement aux contrats spécifiques ou catégories de contrats spécifiques;
- k) régir les recommandations faites et les ordonnances rendues par le Tribunal dans le cadre de l'article 30.15 et prévoir dans quelle mesure les institutions fédérales sont tenues, aux termes de l'article 30.18, de mettre en oeuvre les recommandations;
- l) régir l'allocation des frais dans le cadre de l'article 30.16, fixer le plafond pour chaque type de frais et désigner les créanciers ou les débiteurs des frais ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation;
- m) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- n) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 40; 1993, ch. 44, art. 46; 1994, ch. 47, art. 42.

Rapport annuel

(Présentation)

41. Le Tribunal présente au ministre son rapport d'activité pour l'exercice précédent dans les trois mois qui suivent sa clôture.

(Dépôt au Parlement)

42. Le ministre dépose le rapport annuel devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission.

Communication de renseignements

(Définition de "renseignements")

43. Pour l'application des articles 44 à 49, sont compris parmi les renseignements les éléments de preuve.

(Communication des renseignements)

44. Toute partie à une procédure prévue par la présente loi a droit, sur demande, de consulter pendant les heures d'ouverture les renseignements auxquels ne s'applique pas le paragraphe 45(1) et fournis au Tribunal dans le cadre de la procédure et a droit, sur paiement des frais réglementaires, de s'en faire délivrer des copies si les renseignements sont contenus dans un document ou s'ils sont sous une forme qui permet de les reproduire facilement et avec exactitude.

(Communication des renseignements)

44.1 (1) Dans le cas de procédures engagées en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation relativement à des marchandises importées d'un pays ALENA, et ce à l'exclusion des procédures prévues à l'article 33, au paragraphe 34(1), à l'article 35 ou aux paragraphes 45(1) ou 61(1) de cette loi, le secrétaire fait parvenir au gouvernement de ce pays, à sa demande, copie de tout renseignement fourni au Tribunal sous forme documentaire ou sous toute autre forme permettant de le reproduire facilement et fidèlement sauf s'il s'agit d'un renseignement visé au paragraphe 84(1) de cette loi ou au paragraphe 45(1) de la présente loi.

(Définition de "gouvernement")

(2) Pour l'application du paragraphe (1), "gouvernement" s'entend au sens de la définition de "gouvernement d'un pays ALENA" au paragraphe 2(1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

1993, ch. 44, art. 47; 1994, ch. 47, art. 43.

(Interdiction de communication)

45. (1) Les agents de l'administration publique fédérale et les membres qui ont en leur possession, au cours de leur emploi ou de leur mandat, selon le cas, des renseignements désignés comme confidentiels aux termes de l'alinéa 46(1)a) ne peuvent, si la personne qui les a désignés ou fournis n'a pas renoncé à leur caractère confidentiel, sciemment les communiquer ou laisser communiquer de manière à ce qu'ils puissent être vraisemblablement utilisés par un concurrent de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par les renseignements. Cette interdiction s'applique même après que l'agent ou le membre a cessé ses fonctions.

(Communication de résumés ou de déclarations)

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux versions, aux résumés ou aux déclarations visés à l'alinéa 46(1)b).

(Communication à l'avocat)

(3) Nonobstant le paragraphe 1), les renseignements auxquels ce paragraphe s'applique peuvent être communiqués par le Tribunal à l'avocat d'une partie à la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou à toute procédure qui en découle; l'avocat ne peut les utiliser que dans le cadre de ces

procédures, sous réserve des conditions que le Tribunal juge indiquées pour empêcher que les renseignements ne soient divulgués, sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis, de manière à pouvoir être utilisés par:

- a) toute partie à ces procédures, y compris celles qui sont représentées par avocat;
- b) tout concurrent de la personne à l'entreprise ou aux activités de laquelle ils se rapportent.

(Définition de "avocat")

(4) Pour l'application du paragraphe (3), est assimilée à l'avocat toute personne, autre qu'un administrateur, préposé ou employé d'une partie à une procédure, qui agit au nom de celle-ci au cours de la procédure.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 45; 1994, ch. 47, art. 44.

(Caractère confidentiel)

46. (1) La personne qui fournit des renseignements au Tribunal dans le cadre d'une procédure prévue par la présente loi et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie fournit en même temps que les renseignements:

- a) d'une part, une déclaration désignant comme tels les renseignements qu'elle veut garder confidentiels avec l'explication à l'appui;
- b) d'autre part, soit une version ne comportant pas les renseignements désignés comme confidentiels ou un résumé ne comportant pas de tels renseignements suffisamment précis pour permettre de les comprendre, soit une déclaration accompagnée d'une explication destinée à la justifier, énonçant, selon le cas:
 - i) qu'il est impossible de faire la version ou le résumé en question,
 - ii) qu'une version ou un résumé communiquerait des faits qu'elle désire valablement garder confidentiels.

(Interprétation)

(2) Les cas où une personne qui désigne des renseignements comme confidentiels aux termes de l'alinéa (1) a) ne se conforme pas à l'alinéa 1) b) sont les suivants:

- a) elle ne fournit ni la version, ni le résumé, ni la déclaration prévus à l'alinéa (1)b);
- b) la version ou le résumé qu'elle fournit n'est pas, de l'avis du Tribunal, conforme aux exigences de cet alinéa;
- c) elle fournit une déclaration mais ne donne pas les explications qui la justifieraient;
- d) elle fournit une déclaration mais les explications données pour sa justification ne convainquent pas le Tribunal de son bien-fondé.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 46; 1994, ch. 47, art.45

(Inobservation)

47. (1) Dans les cas où le Tribunal considère comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 46(1) a) mais que la personne qui l'a faite ne se conforme pas à l'alinéa 46(1) b), le Tribunal la fait informer de ce défaut, de ce qui l'a causé, ainsi que de l'application du paragraphe 48(3) advenant son défaut de prendre les mesures qui s'imposent pour l'observation de l'alinéa 46(1)b).

(Rejet)

(2) Dans les cas où il ne considère pas comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 46(1)a), vu la nature ou l'abondance des renseignements ainsi désignés, leur accessibilité d'autres sources ou le défaut de fournir une explication de la désignation, le Tribunal:

- a) fait donner avis à cet effet à la personne qui les a fournis en précisant les motifs de sa décision;
- b) dans le cas de non-conformité à l'alinéa 46(1)b), fait informer cette personne conformément au paragraphe (1).

(Renonciation ou nouvelle explication)

48. (1) La personne qui a été avisée conformément à l'alinéa 47(2)a) peut, dans les quinze jours suivant l'avis:

- a) soit renoncer à la désignation;
- b) soit fournir au Tribunal des explications ou des explications plus poussées sur les raisons de la désignation.

Si elle fait défaut d'agir dans le délai, le Tribunal ne peut tenir compte des renseignements désignés comme confidentiels dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant, sauf s'il les obtient d'une autre source.

(Nouvel examen)

(2) Dans les cas où, conformément au paragraphe (1), une personne fournit au Tribunal, dans les quinze jours visés à ce paragraphe, une explication ou une explication plus poussée des raisons pour lesquelles elle a désigné des renseignements comme confidentiels, celui-ci examine de nouveau la question et, s'il décide que la désignation n'est pas légitime, il fait aviser cette personne qu'il ne sera pas tenu compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant; le Tribunal ne peut dès lors tenir compte des renseignements que s'il les obtient d'une autre source.

(Défaut de remédier à l'inobservation)

(3) Sous réserve du paragraphe (4), si la personne qui a été avisée conformément à l'article 47 qu'elle ne s'était pas conformée à l'alinéa 46(1)b) quant à des renseignements ne prend pas les mesures nécessaires pour s'y conformer dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai supplémentaire - ne pouvant dépasser les trente jours suivant l'avis - que fixe, à son appréciation, le Tribunal avant ou après l'expiration des quinze jours, le Tribunal fait aviser cette personne qu'il ne tiendra pas compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis

ou dans toute procédure en découlant, étant entendu que, dans ce cas, il ne peut tenir compte des renseignements que s'il les obtient d'une autre source.

(Exception)

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux renseignements dont le Tribunal ne peut tenir compte aux termes des paragraphes (1) ou (2).

(Autres renseignements)

49. Ne peuvent être sciemment communiqués par les agents de l'administration publique fédérale et les membres de manière à pouvoir être utilisés par des concurrents ou rivaux de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par eux les renseignements suivants en leur possession:

- a) ceux qui sont, de l'avis du Tribunal, confidentiels de nature et qui sont fournis ou obtenus au cours d'une procédure devant lui;
- b) ceux qui sont déposés auprès du secrétaire conformément à l'alinéa 38(3) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et à propos desquels le sous-ministre du Revenu national a indiqué par écrit au Tribunal qu'ils faisaient l'objet de l'application du paragraphe 84(1) de cette loi.

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 49; 1994, ch. 13, art. 7.

ABROGATIONS, MODIFICATIONS CORRELATIVES ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Abrogations

50. et 51. [Abrogations]

Modifications corrélatives

52. [Modifications]

Dispositions transitoires

(Définitions)

53. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 54 à 60.

("ancien organisme" "*former authority*")

"ancien organisme" le Tribunal canadien des importations, la Commission du tarif ou la Commission du textile et du vêtement.

("Commission du tarif" "*Tariff Board*")

"Commission du tarif" La Commission du tarif constituée par le paragraphe 3(1) de la *Loi sur la Commission du tarif*, en son état la veille de la date de référence.

("Commission du textile et du vêtement" "*Textile and Clothing Board*")

"Commission du textile et du vêtement" La Commission du textile et du vêtement constituée par le paragraphe 3(1) de la *Loi sur la Commission du textile et du vêtement*, en son état la veille de la date de référence.

("date de référence" "*commencement day*")

"date de référence" La date d'entrée en vigueur du présent article.

("Tribunal canadien des importations" "*Canadian Import Tribunal*")

"Tribunal canadien des importations" Le Tribunal canadien des importations constitué par le paragraphe 63(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, en son état la veille de la date de référence.

(Cessation de fonctions: Commission du tarif)

54. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le mandat des membres de la Commission du tarif prend fin à la date de référence.

(2) Nonobstant toute loi fédérale mais sous réserve de l'article 59, les membres de la Commission du tarif conservent leurs pouvoirs de connaître des affaires suivantes:

- a) les enquêtes ouvertes par la Commission en application de l'article 8 de la *Loi sur la Commission du tarif* qui, la veille de la date de référence, sont en cours;
- b) les appels devant la Commission prévus aux articles 61 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, 67 de la *Loi sur les douanes* ou 81.19, 81.21, 81.22 ou 81.23 de la *Loi sur la taxe d'accise* qui, la veille de la date de référence, sont en cours d'audition ou ont déjà été entendus sans avoir fait l'objet d'une décision, ordonnance, conclusion ou déclaration;
- c) les demandes présentées à la Commission aux termes de l'article 81.32 de la *Loi sur la taxe d'accise* en cours la veille de la date de référence;
- d) les questions déferées à la Commission en vertu de l'article 70 de la *Loi sur les douanes* qui, la veille de la date de référence, sont en cours d'étude ou ont déjà été étudiées sans avoir fait l'objet d'une décision;
- e) les questions visées aux articles 13 ou 63 de la *Loi sur l'administration de l'énergie* qui, la veille de la date de référence, sont en cours d'étude ou ont déjà été étudiées sans avoir fait l'objet d'une décision ou d'une déclaration.

(Procédure)

(3) Les affaires visées au paragraphe (2) sont instruites conformément à la *Loi sur la Commission du tarif* et ses textes d'application ou à toute autre loi fédérale qui prévoit la compétence de la Commission à leur égard et ses textes d'application, dans leur version antérieure à la date de référence.

(Cessation des fonctions: Commission du textile et du vêtement)

55. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le mandat des membres de la Commission du textile et du vêtement prend fin à la date de référence.

(Maintien des pouvoirs)

(2) Nonobstant toute loi fédérale mais sous réserve de l'article 59, les membres de la Commission du textile et du vêtement conservent leurs pouvoirs de connaître en vertu des articles 11 ou 23 de la *Loi sur la Commission du textile et du vêtement* des enquêtes en cours devant la Commission la veille de la date de référence.

(Procédure)

(3) Les enquêtes visées au paragraphe (2) sont menées à terme en conformité avec la *Loi sur la Commission du textile et du vêtement* et ses règles d'application, dans leur version antérieure à la date de référence.

(Cessation des fonctions: secrétaire)

56. Le mandat du secrétaire du Tribunal canadien des importations prend fin à la date de référence.

(Cessation des fonctions: Tribunal canadien des importations)

57. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le mandat des membres du Tribunal canadien de importations prend fin à la date de référence.

(Maintien des pouvoirs)

(2) Nonobstant toute loi fédérale mais sous réserve de l'article 59, les membres du Tribunal canadien des importations conservent leurs pouvoirs de connaître des affaires suivantes, en cours devant ce tribunal la veille de la date de référence:

- a) les enquêtes visées aux articles 42 ou 48 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*;
- b) les questions qui lui sont déferées aux termes des articles 33, 34 ou 35 de cette loi;
- c) les demandes de décision prévues au paragraphe 89(1) de cette loi;
- d) les réexamens prévus au paragraphe 76(2) de cette loi.

(Procédure)

(3) Les affaires visées au paragraphe (2) sont instruites conformément à la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* et ses textes d'application, dans leur version antérieure à la date de référence.

(Enquêtes en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*)

58. (1) Nonobstant la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* mais sous réserve de l'article 59 de la présente loi, les membres du Tribunal canadien des importations ont compétence:

- a) pour établir tout rapport visé à l'alinéa 45(1)a) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, relatif aux marchandises à l'égard desquelles, en conséquence d'une enquête visée à l'article 42 de cette loi, ce tribunal a rendu, avant la date de référence, toute ordonnance ou conclusion prévue aux articles 3 à 6 de cette loi sans avoir cependant établi de rapport en conformité avec cet alinéa;
- b) pour établir tout rapport visé à l'alinéa 45(1)a) de cette loi, relatif aux marchandises à l'égard desquelles, en conséquence d'une enquête visée à l'article 42 de cette loi, ces membres ont, en vertu de la compétence qui leur est conférée à l'article 57, rendu, à compter de la date de référence, toute ordonnance ou conclusion prévue aux articles 3 à 6 de cette loi;
- c) pour tenir toute enquête prévue à l'article 42 de cette loi, relativement à des marchandises à l'égard desquelles, d'une part, une question a été soumise, avant la date de référence, à ce tribunal en vertu des articles 33, 34 ou 35 de cette loi et, d'autre part, le sous-ministre du Revenu national a, conformément au paragraphe 38(3) de cette loi, fait déposer auprès du secrétaire de ce tribunal avant la même date ou auprès du secrétaire du Tribunal à compter de cette date un avis de décision provisoire de dumping ou de subventionnement;
- d) pour rendre toute ordonnance ou conclusion visée à l'article 43 de cette loi et relative aux marchandises à l'égard desquelles une enquête est tenue en vertu de l'alinéa c);
- e) pour établir tout rapport visé à l'alinéa 45(1)a) de cette loi, relatif aux marchandises à l'égard desquelles, en conséquence d'une enquête tenue par ces membres en vertu de l'alinéa c), ces membres ont, en vertu de la compétence qui leur est conférée en vertu de l'alinéa d), rendu toute ordonnance ou conclusion prévue aux articles 3 à 6 de cette loi.

(Pouvoirs)

(2) Les membres du Tribunal canadien des importations jouissent des pouvoirs du Tribunal nécessaires à l'accomplissement des attributions visées au paragraphe (1).

(Présomption)

(3) Pour l'application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, sont réputées prises par le Tribunal les mesures - rapports, enquêtes, ordonnances ou conclusions - prises par les membres du Tribunal canadien des importations en vertu du paragraphe (1).

L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 58; 1994, ch. 13, art. 7.

(Date limite)

59. (1) L'ancien organisme est dessaisi des affaires visées aux paragraphes 54(2), 55(2) ou 57(2) et de celles dont ses membres ont à connaître en application de l'article 58 qui ne sont pas réglées dans l'année qui suit la date de référence. Elles sont alors soit confiées au Tribunal selon les modalités et aux conditions pouvant être fixées dans l'intérêt des parties par le président, soit classées si ce dernier en décide ainsi.

(Autorité du président)

(2) Dans l'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 54(2), 55(2), 57(2) ou 58(1), les membres des anciens organismes sont placés sous l'autorité du président.

(Rémunération)

(3) Ils reçoivent pour l'exercice des pouvoirs visés par la présente loi la rémunération fixée par le gouverneur en conseil, sauf s'ils sont nommés au Tribunal.

(Indemnités)

(4) Ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

(Autres affaires)

60. Les affaires qui sont en cours, la veille de la date de référence, devant la Commission du tarif ou le Tribunal canadien des importations, et pour lesquelles les membres de l'un ou l'autre n'ont pas compétence en application des paragraphes 54(2), 55(2) ou 57(2) sont confiées au Tribunal, qui les instruit sous le régime de la présente loi.

(Maintien de certaines règles)

61. Les règles adoptées par le Tribunal canadien des importations en vertu de l'article 70 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version antérieure à la date de référence, sont réputées l'avoir été aux termes de l'article 39 de la présente loi et continuent d'avoir effet, dans la mesure où elles sont compatibles avec la présente loi, jusqu'à leur modification ou abrogation en vertu de l'article 39.

(Effet des décisions et règles antérieures)

62. Les mesures - décisions, ordonnances, déclarations, conclusions ou autres - prises aux termes d'une loi fédérale par un ancien organisme, en vigueur la veille de la date de référence et compatibles avec la présente loi ou toute autre loi fédérale continuent de produire leur effet comme si elles émanaient du Tribunal.

ENTREE EN VIGUEUR

(Entrée en vigueur)

***63.** (1) Les articles 1 à 15 et 38 à 40, ou tel de ces articles, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

(Idem)

(2) Les articles 16 à 37 et 41 à 62 entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

*[Note: Articles 1 à 15 et 38 à 40 en vigueur le 15 septembre 1988, voir TR/88-139; articles 16 à 37 et 41 à 62 en vigueur le 31 décembre 1988, voir TR/89-3.]

ANNEXE

[Modifications]

*Loi sur les licences
d'exportation et
d'importation*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE,
CODIFICATION
ADMINISTRATIVE
(NON OFFICIELLE)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
GOUVERNEMENT DU CANADA

Septembre, 1995

CHAPITRE E-19

Loi régissant l'exportation et l'importation notamment de marchandises de valeur stratégique

TITRE ABREGE

(Titre abrégé)

1. *Loi sur les licences d'exportation et d'importation.*

S.R., ch. E-17, art. 1.

DEFINITIONS

(Définitions)

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

("Accord de libre-échange" *"Free Trade Agreement"*)

"Accord de libre-échange" s'entend de l'Accord au sens de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis*.

("Accord sur l'Organisation mondiale du commerce" *"World Trade Organization Agreement"*)

"Accord sur l'Organisation mondiale du commerce" S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce*.

("ALENA" *"NAFTA"*)

"ALENA" S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*.

("autorisation d'importation" *"import allocation"*)

"autorisation d'importation" Autorisation délivrée en application du paragraphe 6.2(2).

("liste des marchandises d'exportation contrôlée" *"Export Control List"*)

"liste des marchandises d'exportation contrôlée" Liste de marchandises dressée en vertu de l'article 3.

("liste des marchandises d'importation contrôlée" *"Import Control List"*)

"liste des marchandises d'importation contrôlée" Liste de marchandises dressée en vertu de l'article 5.

("liste des pays désignés (armes automatiques)" *"Automatic Firearms Country Control List"*)

"liste des pays désignés (armes automatiques)" Liste de pays dressée en vertu de l'article 4.1.

("liste des pays visés" *"Area Control List"*)

"liste des pays visés" Liste de pays dressée en vertu de l'article 4.

("marchandises importées d'un pays ALENA" "*goods imported from a NAFTA country*")

"marchandises importées d'un pays ALENA" Marchandises transportées directement au Canada en provenance d'un pays ALENA au sens des articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

("ministre" "Minister")

"ministre" Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.

("pays ALENA" "*NAFTA country*")

"pays ALENA" S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*.

("résident du Canada" "*resident of Canada*")

"résident du Canada" Personne physique qui réside habituellement au Canada ou personne morale qui a son siège social au Canada ou y exploite une succursale.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 2; 1988, ch. 65, art. 116; 1991, ch. 28, art. 1; 1993, ch. 44, art. 146; 1994, ch. 47, art. 100.

ETABLISSEMENT DE LISTES DE CONTRÔLE

(Liste des marchandises d'exportation contrôlée)

3. Le gouverneur en conseil peut dresser la liste des marchandises d'exportation contrôlée comprenant les articles dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'exportation pour l'une des fins suivantes:

- a) s'assurer que des armes, des munitions, du matériel ou des armements de guerre, des approvisionnements navals, des approvisionnements de l'armée ou des approvisionnements de l'aviation, ou des articles jugés susceptibles d'être transformés en l'un de ceux-ci ou de pouvoir servir à leur production ou ayant d'autre part une nature ou valeur stratégiques, ne seront pas rendus disponibles à une destination où leur emploi pourrait être préjudiciable à la sécurité du Canada;
- b) s'assurer que les mesures prises pour favoriser la transformation au Canada d'une ressource naturelle d'origine canadienne ne deviennent pas inopérantes du fait de son exportation incontrôlée;
- c) limiter, en période de surproduction et de chute des cours, les exportations de matières premières ou transformées d'origine canadienne, sauf les produits agricoles, ou en conserver le contrôle;
 - c.1) restreindre, en vue de faciliter l'exécution de la *Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre*, l'exportation des produits de bois d'oeuvre figurant à la partie II de l'annexe de cette loi;
- d) mettre en oeuvre un accord ou un engagement intergouvernemental;

- e) s'assurer d'un approvisionnement et d'une distribution de cet article en quantité suffisante pour répondre aux besoins canadiens, notamment en matière de défense.

L.R. (1985). ch. E-19, art. 3; L.R. (1985), ch. 12 (3e suppl.), art. 26.

(Liste des marchandises d'exportation contrôlée)

3.1 Le gouverneur en conseil peut dresser la liste des marchandises d'exportation contrôlée comprenant les articles dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'exportation afin d'assurer la commercialisation ordonnée à l'exportation de toute marchandise soumise à une limitation de la quantité de marchandise pouvant être importée dans un pays ou un territoire douanier qui, au moment de son importation dans ce pays ou territoire douanier dans une période donnée, est susceptible de bénéficier du régime préférentiel prévu dans le cadre de cette limitation.

1994, ch. 47, art. 101.

(Liste des pays visés)

4. Le gouverneur en conseil peut dresser la liste des pays vers lesquels il estime nécessaire de contrôler l'exportation de marchandises.

S.R., ch. E-17, art. 4.

(Liste des pays désignés (armes automatiques))

4.1 Le gouverneur en conseil peut dresser la liste des pays qui ont conclu avec le Canada un arrangement intergouvernemental en matière de défense, de recherche-développement et de production et vers lesquels il estime justifié de permettre l'exportation d'armes prohibées - au sens de l'alinéa c) ou e) de la définition d'"arme prohibée" au paragraphe 84(1) du *Code criminel* - ou d'éléments ou pièces de telles armes inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée; cette liste de pays s'appelle la liste des pays désignés (armes automatiques).

1991, ch. 28, art. 2.

(Définitions)

4.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à l'article 5.

("augmentation subite" "*surge*")

"augmentation subite" S'entend au sens de l'article 805 de l'ALENA.

("contribuer de manière importante" "*contribute importantly*")

"contribuer de manière importante" S'entend au sens de l'article 805 de l'ALENA.

("dommage grave" "*serious injury*")

"dommage grave" Tout dommage causant une dégradation générale notable de la situation des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

("menace de dommage grave" "*threat of serious injury*")

"menace de dommage grave" Vise un dommage grave dont l'imminence évidente est fondée sur des faits et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités.

(Application du terme défini par règlement)

(2) Les règlements pris en vertu de l'alinéa 40b) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* qui définissent "marchandises similaires ou directement concurrentes" s'appliquent à l'article 5.

1994, ch. 47, art. 102.

(Liste des marchandises d'importation contrôlée)

5. (1) Le gouverneur en conseil peut dresser la liste des marchandises d'importation contrôlée comprenant les articles dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'importation pour l'une des fins suivantes:

a) assurer, selon les besoins du Canada, le meilleur approvisionnement et la meilleure distribution possibles d'un article rare sur les marchés mondiaux ou canadien ou soumis à des régies gouvernementales dans les pays d'origine ou à une répartition par accord intergouvernemental;

b) appuyer une mesure d'application de la *Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme* en limitant l'importation sous quelque forme que ce soit d'un article semblable à un article produit ou commercialisé au Canada et dont les quantités sont fixées ou déterminées en vertu de cette loi;

c) [Abrogé, 1994, ch. 47, art. 220]

c.1) interdire l'importation au Canada d'armes, de munitions, de matériels ou d'armements de guerre, d'approvisionnements de l'armée, de la marine ou de l'aviation ou des articles susceptibles d'être transformés en l'un de ceux-ci ou pouvant servir à leur production;

d) mettre à exécution toute mesure d'application de la *Loi sur la protection du revenu agricole*, la *Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche*, la *Loi sur la vente coopérative des produits agricoles*, la *Loi sur l'Office des produits agricoles* ou la *Loi sur la Commission canadienne du lait* dont l'objet ou l'effet est de soutenir le prix de l'article;

e) mettre en oeuvre un accord ou un engagement intergouvernemental;

f) éviter que ne soit contourné ou mis en échec l'Accord sur les textiles et vêtements figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce par l'importation de marchandises similaires ou faisant directement concurrence à des marchandises auxquelles l'accord mentionné en premier lieu s'applique.

(Dépôt devant le Parlement d'un document sur l'accord ou l'engagement intergouvernemental)

(2) En cas d'inclusion de marchandises dans la liste des marchandises d'importation contrôlée en vue d'assurer l'approvisionnement ou la distribution de marchandises sujettes à répartition par accord intergouvernemental ou pour donner suite à un accord ou engagement intergouvernemental, un exposé

de l'effet escompté ou un sommaire de l'accord ou engagement est présenté au Parlement, si cela n'a pas été fait antérieurement dans les quinze jours de la publication du décret du gouverneur en conseil portant ces marchandises sur la liste dans la *Gazette du Canada* en application de la *Loi sur les textes réglementaires* ou, si le Parlement ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre.

(Addition à la liste des marchandises d'importation contrôlée)

(3) Dans les cas où le gouverneur en conseil est convaincu, sur rapport du ministre établi en conséquence d'une enquête tenue par le Tribunal canadien du commerce extérieur en application des articles 20 ou 26 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que des marchandises de tous genres sont importées au Canada - ou sont susceptibles de l'être - à des prix, en quantités et dans des conditions portant un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes - ou menaçant de le faire -, les marchandises du même genre peuvent, par décret du gouverneur en conseil, être portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée afin de limiter l'importation de ces marchandises dans la mesure et, sous réserve du paragraphe (7), pour la période que le gouverneur en conseil estime nécessaires pour éviter le dommage ou y remédier.

(Interdiction)

(3.1) Il ne peut être pris de décret en vertu du paragraphe (3) à l'égard des marchandises qui ont fait l'objet d'un décret pris en vertu de ce paragraphe ou du paragraphe 59.1(1) du *Tarif des douanes* à moins que, depuis l'expiration du décret en cause et de tout décret pris en application des paragraphes 59.1(8) ou (11) de cette loi ou des paragraphes (3.2) ou (4.01) du présent article, il ne se soit écoulé au moins deux ans ou, s'il est plus long, un délai égal à la période d'application du décret ou des décrets.

(Décret d'extension)

(3.2) Lorsque, avant l'expiration du décret pris en vertu du présent paragraphe, des paragraphes (3) ou (4.01) du présent article ou des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* à l'égard de marchandises, il est convaincu, en se fondant sur une enquête menée, en vertu de l'article 30.07 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que, d'une part, un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé à des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage, et, d'autre part, il existe des éléments de preuve selon lesquels ils procèdent à des ajustements, selon les règlements pris en vertu de l'alinéa 40 b) de cette loi, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, par décret, porter toutes marchandises visées par le décret antérieur sur la liste des marchandises d'importation contrôlée.

(Application et révocation du décret)

(3.3) Le décret pris en vertu du paragraphe (3.2) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période qui y est spécifiée, celle-ci et les périodes pendant lesquelles les marchandises ont fait l'objet de décrets pris en application des paragraphes (3), (3.2) ou (4.01) du présent article ou des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) du *Tarif des douanes* ne pouvant toutefois dépasser huit ans.

(Exception pour les marchandises importées d'un pays ALENA)

(4) Malgré les paragraphes (3) et (3.2), les marchandises importées d'un pays ALENA ne peuvent être assujetties au décret visé à ces paragraphes que si le gouverneur en conseil est convaincu,

sur rapport du ministre établi en application de l'enquête menée en vertu des articles 20, 26 ou 30.07 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que, à la fois:

- a) la quantité de ces marchandises constitue une part substantielle de la quantité des marchandises du même genre importées de tous les pays;
- b) la quantité de ces marchandises - considérée séparément ou, en circonstances exceptionnelles, collectivement avec la quantité des marchandises du même genre importées des autres pays ALENA - contribue de manière importante au dommage grave, ou à la menace d'un tel dommage, porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Nouveau décret applicable aux marchandises importées d'un pays ALENA)

(4.01) En cas de prise aux termes des paragraphes (3) ou (3.2) d'un décret non applicable, en raison du paragraphe (4), aux marchandises importées d'un pays ALENA, s'il est convaincu, sur rapport du ministre établi en application de l'enquête menée en vertu de l'article 30.01 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*:

- a) d'une part, qu'il y a eu, depuis l'entrée en vigueur du décret, augmentation subite de l'importation de marchandises semblables en provenance de ce pays,
- b) d'autre part, qu'en conséquence, l'efficacité du décret est diminuée,

le gouverneur en conseil peut, par décret, porter les marchandises du même genre importées de ce pays sur la liste des marchandises d'importation contrôlée en vue de limiter leur importation afin de prévenir la diminution d'efficacité du décret pris en vertu des paragraphes (3) ou (3.2).

(Mention dans le décret)

(4.02) Le décret visé aux paragraphes (3) ou (3.2) précise s'il est applicable ou non aux marchandises importées d'un pays ALENA.

(Addition à la liste des marchandises d'importation contrôlée)

(4.03) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises d'un pays ALENA, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements, si elles ne sont pas assujetties:

- a) soit au décret visé aux paragraphes (3) ou (3.2), en raison du paragraphe (4);
- b) soit au décret visé aux paragraphes 59.1(1) ou (8) du *Tarif des douanes*, en raison des paragraphes 59.1(3) ou (8.3) de cette loi.

(Modification ou révocation du décret)

(4.04) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, révoquer ou modifier le décret pris en vertu des paragraphes (3), (3.2) ou (4.01) s'il est convaincu que cela devrait être fait.

(Suspension)

(4.05) Les paragraphes (4.1) à (4.5) sont inopérants tant que les paragraphes (4) à (4.04) sont en vigueur.

(Exception pour les marchandises originaires des E.-U.)

(4.1) Malgré le paragraphe (3), les marchandises de tous genres originaires des Etats-Unis ne peuvent être assujetties au décret visé à ce paragraphe que si le gouverneur en conseil est convaincu, sur rapport du ministre établi en application de l'enquête menée en vertu des articles 20 ou 26 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité de ces marchandises est substantielle comparativement à la quantité des marchandises du même genre originaires d'autres pays et que leur importation contribue de manière importante à porter ou à menacer de porter un préjudice grave à la production au Canada de marchandises semblables ou directement concurrentielles.

(Nouveau décret applicable aux marchandises originaires des E.-U.)

(4.2) En cas de prise aux termes du paragraphe (3) d'un décret non applicable, en raison du paragraphe (4.1), aux marchandises originaires des Etats-Unis, s'il est convaincu, sur rapport du ministre:

- a) d'une part, qu'il y a eu augmentation subite de l'importation de ces marchandises à compter de l'entrée en vigueur du décret,
- b) d'autre part, qu'en conséquence, l'efficacité du décret est diminuée,

le gouverneur en conseil peut, par décret, porter les marchandises du même genre originaires des Etats-Unis sur la liste des marchandises d'importation contrôlée en vue de limiter leur importation afin de prévenir la diminution d'efficacité du décret pris en vertu du paragraphe (3).

(Mention dans le décret)

(4.3) Le décret visé au paragraphe (3) précise s'il est applicable ou non aux marchandises originaires des Etats-Unis.

(Addition à la liste des marchandises d'importation contrôlée)

(4.4) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises originaires des Etats-Unis, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements, si elles ne sont pas assujetties:

- a) soit au décret visé au paragraphe (3), en raison du paragraphe (4.1);
- b) soit au décret visé au paragraphe 60(1) du *Tarif des douanes* vu que la quantité de ces marchandises n'est pas substantielle comparativement à la quantité des marchandises du même genre originaires d'autres pays ou que ces marchandises ne contribuent pas de manière importante au préjudice grave, ou à la menace d'un tel préjudice, porté aux producteurs canadiens de marchandises semblables ou directement concurrentielles.

(Définition de "augmentation subite")

(4.5) Pour l'application du présent article, "augmentation subite" s'entend au sens de l'article 1104 de l'Accord de libre-échange.

(Addition à la liste des marchandises d'importation contrôlée)

(5) Lorsqu'il est convaincu, en se fondant sur un rapport du ministre établi de la façon prévue au paragraphe (3), que des marchandises de tous genres sont importées au Canada - ou sont susceptibles de l'être - à des prix, en quantités et dans des conditions tels qu'il est souhaitable d'obtenir sur leur importation des renseignements afin de déterminer si celle-ci cause ou menace de causer un dommage aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter les marchandises du même genre sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(Idem)

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, porter des marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée si, pour faciliter l'application des mesures prises aux termes des articles 42 à 44, de l'alinéa 59(2)d), de l'article 59.1, de l'alinéa 60(1)e) ou des paragraphes 62(1) ou 68(1) du *Tarif des douanes*, il estime nécessaire de contrôler leur importation ou d'obtenir des renseignements à cet égard.

(Radiation de la liste)

(7) Les marchandises portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en application des paragraphes (3), (5) ou (6) sont réputées radiées de la liste:

- a) à l'expiration des quatre ans suivant la date de leur inclusion aux termes du décret;
- b) à la date précisée au décret, si celle-ci est antérieure à celle de l'expiration des quatre ans.

(Idem)

(7.1) Les marchandises importées d'un pays ALENA portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en application des paragraphes (4.01) ou (4.03) sont réputées radiées, de la liste à la première des dates suivantes:

- a) la date précisée dans le décret;
- b) la date à laquelle:
 - i) soit, dans le cas d'un décret pris en application du paragraphe (4.01), ou (4.03) à l'égard de marchandises visées à l'alinéa (4.03) a), les marchandises du même genre importées d'autres pays et portées sur cette liste en application d'un décret visé au paragraphe (3) en sont radiées,
 - ii) soit, dans le cas d'un décret pris en application du paragraphe (4.03) à l'égard des marchandises visées à l'alinéa (4.03) b), le décret pris aux termes des paragraphes 59.1(1) ou (8) du *Tarif des douanes* applicable aux marchandises du même genre importées d'autres pays cesse d'avoir effet.

(Suspension)

(7.2) Le paragraphe (8) est inopérant tant que le paragraphe (7.1) est en vigueur.

(Idem)

(8) Les marchandises originaires des Etats-Unis portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en application des paragraphes (4.2) ou (4.4) sont réputées radiées de la liste à la première des dates suivantes:

- a) la date précisée dans le décret;
- b) la date à laquelle:
 - i) soit, dans le cas d'un décret pris en application du paragraphe (4.2) ou de l'alinéa (4.4)a), les marchandises du même genre originaires d'autres pays et portées sur cette liste en application d'un décret visé au paragraphe (3) en sont radiées,
 - ii) soit, dans le cas d'un décret pris en application de l'alinéa (4.4)b), le décret visé au paragraphe 60 (1) du *Tarif des douanes* applicable aux marchandises du même genre originaires d'autres pays a cessé de s'appliquer.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 5; L.R. (1985), ch. 1 (2e suppl.), art. 213, ch. 41 (3e suppl.), art. 127, ch. 47 (4e suppl.), art. 52; 1988, ch. 65, art. 117; 1993, ch. 34, art. 67, ch. 44, art. 147; 1994, ch. 47, art. 103 et 220.

(Addition à la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou à la liste des marchandises d'importation contrôlée)

5.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, s'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de certains aciers ou produits en acier qui, de l'avis du ministre, sont échangés sur les marchés mondiaux en période de surproduction et de chute des cours et si une part importante du marché mondial de ces aciers ou produits est soumise à des contrôles non tarifaires, porter ces aciers ou produits, sous réserve du paragraphe (2), sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur celle des marchandises d'importation contrôlée ou sur l'une de ces listes pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(Radiation de la liste)

(2) Les aciers ou produits portés sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en application du paragraphe (1) sont réputés radiés de la liste à l'expiration des trois ans suivant la date de leur inscription aux termes du décret ou à la date, antérieure à celle de l'expiration, qui y est précisée.

(Dépôt au Parlement d'un résumé statistique)

(3) Au début de chaque année civile, le ministre établit dans les meilleurs délais un résumé statistique des renseignements obtenus au cours de l'année précédente sous le régime du paragraphe (1) et le fait déposer devant chaque chambre du Parlement immédiatement ou, si elle ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs.

L.R. (1985), ch. 13 (3e suppl.), art. 1.

(Addition aux listes de marchandises d'importation ou d'exportation contrôlée)

5.11 (1) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est susceptible chaque année de bénéficier du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 302.2 du chapitre 3 de l'ALENA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B de ce chapitre, le gouverneur en conseil peut, par décret, sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur celle des marchandises d'importation contrôlée, ou sur l'une de ces listes, pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(Idem)

(2) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en oeuvre de l'ALENA, d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'ALENA, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter des marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(Idem)

(3) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est admissible au bénéfice d'une réduction de droits de douane sous le régime du paragraphe 60.3(3) du *Tarif des douanes*, le gouverneur en conseil peut, par décret, sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(Suspension)

(4) L'article 5.2 est inopérant tant que le présent article est en vigueur.

1993, ch. 44, art. 148.

(Addition aux listes des marchandises d'importation ou d'exportation contrôlée)

5.2 (1) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est susceptible chaque année de bénéficier du taux de droit prévu à l'annexe 401.2 de l'Accord de libre-échange en vertu des règles 17 ou 18 de la section XI de l'annexe 301.2 de l'accord, le gouverneur en conseil peut, par décret, sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur celle des marchandises d'importation contrôlée, ou sur l'une de ces listes, pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(Idem)

(2) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange, d'obtenir des renseignements sur l'importation au Canada de tissus ou filés produits ou obtenus dans un pays autre que le Canada ou les Etats-Unis, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces tissus ou filés sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

1988, ch. 65, art. 118.

(Addition à la liste des marchandises d'importation contrôlée - Accord sur l'agriculture)

5.3 Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce, de contrôler l'importation de marchandises ou d'obtenir des renseignements à cet égard, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée.

1994, ch. 47, art. 104.

(Modification des listes)

6. Le gouverneur en conseil peut abroger, modifier ou dresser à nouveau la liste des pays visés, la liste des pays désignés (armes automatiques), la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou la liste des marchandises d'importation contrôlée.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 6; 1991. ch. 28, art. 3.

MESURES D'URGENCE BILATERALES: PRODUITS TEXTILES ET VÊTEMENTS

(Définition de "marchandises originaires")

6.1 (1) Dans le présent article, "marchandises originaires" s'entend de marchandises passibles du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique sous le régime du paragraphe 25.2 (5.1) du *Tarif des douanes*.

(Mesures ministérielles)

(2) Lorsqu'il est convaincu que des marchandises non originaires énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'ALENA sont importées, d'un pays ALENA en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur et dans des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, le ministre peut prendre les mesures prévues à l'article 5 du chapitre 3 de l'annexe 300-B relativement à ces marchandises.

(Facteurs à prendre en compte)

(3) Pour l'appréciation des conditions visées au paragraphe (2), le ministre tient compte de l'article 2 de la section 4 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'ALENA.

1993, ch. 44, art. 149; 1994, ch. 47, art. 105(F).

REGIME D'ACCES

(Etablissement de quantités)

6.2 (1) En cas d'inscription de marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux fins de la mise en oeuvre d'un accord ou d'un engagement intergouvernemental, le ministre peut, pour l'application du paragraphe (2), de l'article 8.3 et du *Tarif des douanes*, déterminer la quantité de marchandises visée par le régime d'accès en cause, ou établir des critères à cet effet.

(Allocation de quotas)

(2) Lorsqu'il a déterminé la quantité des marchandises en application du paragraphe (1), le ministre peut:

- a) établir, par arrêté, une méthode pour allouer des quotas aux résidents du Canada qui en font la demande;
- b) délivrer une autorisation d'importation à tout résident du Canada qui en fait la demande, sous réserve des conditions qui y sont énoncées et des règlements.

(Transfert)

(3) Le ministre peut autoriser le transfert à un autre résident de l'autorisation d'importation.

1994, ch. 47, art. 106.

LICENCES ET CERTIFICATS

(Licences d'exportation)

7. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence autorisant, sous réserve des conditions prévues dans la licence ou les règlements, notamment quant à la quantité, à la qualité, aux personnes et aux endroits visés, l'exportation des marchandises inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou destinées à un pays inscrit sur la liste des pays visés.

(Licence de portée générale)

(1.1) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut, par arrêté, délivrer aux résidents du Canada une licence de portée générale autorisant, sous réserve des conditions qui y sont prévues, l'exportation - vers les pays mentionnés dans celle-ci - des marchandises inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée qui sont mentionnées dans la licence.

(Licences d'exportation d'armes automatiques)

(2) Le ministre ne peut délivrer une licence d'exportation d'armes prohibées - au sens de l'alinéa c) ou e) de la définition d'"arme prohibée" au paragraphe 84(1) du *Code criminel* - ou d'éléments ou pièces de telles armes, inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée, que si les conditions suivantes sont remplies:

- a) les armes seront exportées vers un pays inscrit sur la liste des pays désignés (armes automatiques);
- b) les armes, ou les éléments ou pièces, sont destinés au gouvernement de ce pays ou à un consignataire qu'il a autorisé.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 7; 1991, ch. 28, art. 3; 1994, ch. 47, art. 107.

(Licences d'importation)

8. (1) Le ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée, sous réserve des conditions prévues dans la licence ou les règlements, notamment quant à la quantité, à la qualité, aux personnes et aux endroits visés.

(Licence de portée générale)

(1.1) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut, par arrêté, délivrer aux résidents du Canada une licence de portée générale autorisant, sous réserve des conditions qui y sont prévues, l'importation des marchandises figurant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée qui sont mentionnées dans la licence.

(Idem)

(2) Malgré le paragraphe (1) et tout règlement d'application de l'article 12 incompatible avec l'objet du présent paragraphe, le ministre délivre à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux seules fins d'obtenir des renseignements en application des paragraphes 5(4.03), (4.4), (5) ou (6), sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.

(Idem)

(2.1) Lorsque le décret visé aux paragraphes 5(3) ou (3.2) a été rendu applicable, en raison du paragraphe 5(4), aux marchandises importées d'un pays ALENA, ou qu'un décret a été pris en vertu du paragraphe 5(4.01), le ministre doit, pour la délivrance des licences visées au présent article à l'égard des marchandises importées d'un pays ALENA, tenir compte de l'alinéa 5b) de l'article 802 de l'ALENA.

(Suspension)

(2.2) Le paragraphe (3) est inopérant tant que le paragraphe (2.1) est en vigueur.

(Idem)

(3) Lorsque le décret visé au paragraphe 5(3) a été rendu applicable, en raison du paragraphe 5(4.1), aux marchandises originaires des Etats-Unis, ou qu'un décret a été pris en vertu du paragraphe 5(4.2), le ministre doit, pour la délivrance des licences visées à l'article 8 à l'égard de ces marchandises, tenir compte de l'alinéa 4b) de l'article 1102 de l'Accord de libre-échange.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 8; 1988, ch. 65, art. 119; 1993, ch. 44, art. 150; 1994, ch. 47, art. 108.

(Licences d'exportation ou d'importation)

8.1 Malgré l'article 7, le paragraphe 8(1) et tout règlement d'application de l'article 12 incompatible avec l'objet du présent article, le ministre délivre à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'exportation ou l'importation d'un acier ou d'un produit figurant sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée aux seules

fins visées au paragraphe 5.1(1), sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.

L.R. (1985), ch. 13 (3e suppl.), art. 2.

(Délivrance de licences)

8.2 Malgré l'article 7, le paragraphe 8(1) et tout règlement d'application de l'article 12 incompatible avec l'objet du présent article, le ministre délivre à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'exportation ou l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5.11(1), (2) ou (3) ou 5.2(1) ou (2), sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.

1988, ch. 65, art. 120; 1993, ch. 44, art. 151.

(Licences en cas d'allocation)

8.3 (1) Malgré le paragraphe 8(1), en cas d'inscription de marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux fins de la mise en oeuvre d'un accord ou d'un engagement intergouvernemental, s'il a déterminé la quantité de marchandises bénéficiant du régime d'accès en application du paragraphe 6.2(1), le ministre délivre à tout résident du Canada qui a une autorisation d'importation et qui en fait la demande une licence pour l'importation des marchandises, sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.

(Licences en l'absence d'allocation)

(2) Malgré le paragraphe 8(1), en cas d'inscription de marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée aux fins de la mise en oeuvre d'un accord ou d'un engagement intergouvernemental, s'il a déterminé la quantité de marchandises bénéficiant du régime d'accès en application du paragraphe 6.2(1), mais n'a pas délivré d'autorisation d'importation, le ministre délivre:

- a) s'il est d'avis que la quantité de marchandises n'a pas été atteinte, à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour leur importation, sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins;
- b) aux résidents du Canada une licence de portée générale autorisant l'importation des marchandises, sous la seule réserve de l'observation des règlements d'application de l'article 12 qui sont nécessaires à ces fins.

(Licences - quantité additionnelle)

(3) Malgré le paragraphe 8(1) et les paragraphes (1) et (2), en cas d'inscription de marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée, s'il a déterminé la quantité de marchandises bénéficiant du régime d'accès en application du paragraphe 6.2(1), le ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence pour l'importation des marchandises en quantité additionnelle ou aux résidents du Canada une licence de portée générale autorisant leur importation en quantité additionnelle, sous réserve des conditions prévues dans la licence ou les règlements.

1994, ch. 47, art. 109.

(Certificats d'importation)

9. Le ministre peut, afin de faciliter l'importation de marchandises et l'observation des règles de droit du pays d'exportation, délivrer, à tout résident du Canada qui en fait la demande, un certificat d'importation énonçant que l'auteur de la demande s'est engagé à importer les marchandises décrites au certificat dans le délai y spécifié et renfermant les autres renseignements réglementaires.

S.R., ch. E-17, art. 9

(Délivrance de certificats)

9.01 (1) Le ministre peut, pour la mise en oeuvre de tout accord intergouvernemental avec un pays ALENA concernant l'application de l'appendice 6 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'ALENA, délivrer un certificat pour l'exportation de marchandises vers ce pays énonçant la quantité précise des marchandises dont le transport est visé par le certificat qui est susceptible, au moment de son importation dans ce pays, de bénéficier du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 302.2 de l'ALENA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'ALENA.

(Suspension)

(2) L'article 9.1 est inopérant tant que le présent article est en vigueur.

1993, ch. 44, art. 152.

(Délivrance de certificats)

9.1 Le ministre peut, pour la mise en oeuvre de tout accord intergouvernemental avec les Etats-Unis concernant l'application des règles 17 et 18 de la section XI de l'annexe 301.2 de l'Accord de libre-échange, délivrer un certificat pour l'exportation de marchandises vers les Etats-Unis énonçant la quantité précise des marchandises dont le transport est visé par le certificat qui est susceptible, au moment de son importation aux Etats-Unis, de bénéficier du taux de droits prévu à l'annexe 401.2 de cet accord.

1988, ch. 65, art. 121.

(Délivrance de certificats)

9.2 Pour la mise en oeuvre d'un accord intergouvernemental avec un pays ou un territoire douanier portant sur l'application d'une limitation de la quantité de marchandises pouvant y être importée, le ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande un certificat pour l'exportation des marchandises vers le pays ou territoire douanier en cause énonçant la quantité précise des marchandises dont le transport est visé par le certificat qui est susceptible, au moment de son importation, de bénéficier du régime préférentiel prévu dans le cadre de cette limitation.

1994, ch. 47, art. 110.

(Modification des licences)

10. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre peut modifier, suspendre, annuler ou rétablir les licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations délivrés ou concédés en vertu de la présente loi.

(Idem)

(2) Le ministre peut modifier, suspendre ou annuler une licence, au besoin, lorsqu'il y a eu délivrance, en vertu de la présente loi, d'une licence pour l'exportation ou pour l'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(4.03), (4.4), (5) ou (6), 5.1(1), 5.11(1), (2) ou (3) ou 5.2(1) ou (2) et que l'on se trouve dans l'une des circonstances suivantes:

- a) la personne qui a fait la demande de licence a fourni, à l'occasion de la demande, des renseignements faux ou trompeurs sur un point important;
- b) le ministre a délivré en vertu de la présente loi, après la délivrance de la licence et à la demande de cette personne, une seconde licence pour l'exportation ou l'importation de ces marchandises;
- c) les marchandises ont, après la délivrance de la licence, été portées sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée à d'autres fins que celles visées aux paragraphes 5(4.03), (4.4), (5) ou (6), 5.1(1), 5.11(1), (2) ou (3) ou 5.2(1) ou (2);
- d) il est nécessaire ou indiqué de corriger une erreur dans la licence;
- e) le titulaire de la licence consent à la modification, la suspension ou l'annulation.

(Idem)

(3) Sauf les cas prévus au paragraphe (2), le ministre ne peut modifier, suspendre ou annuler une licence délivrée en vertu de la présente loi dans les circonstances visées à ce paragraphe que dans la mesure compatible avec l'objet du paragraphe 8(2) ou des articles 8.1 ou 8.2, c'est-à-dire que les licences d'exportation ou d'importation de marchandises figurant sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée ou sur celle des marchandises d'importation contrôlée dans ces circonstances soient délivrées aussi librement que possible aux personnes qui désirent exporter ou importer les marchandises sans plus d'inconvénients qu'il n'est nécessaire pour atteindre le but visé par leur mention sur cette liste.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 10; L.R. (1985), ch. 13 (3e suppl.), art. 3; 1988, ch. 65, art. 122; 1993, ch. 44, art. 153; 1994, ch. 47, art. 111.

(Autres obligations imposées par la loi)

11. Une licence, un certificat ou une autre autorisation délivré ou concédé en vertu de la présente loi ne porte pas atteinte à l'obligation de quiconque d'obtenir une licence, un permis ou certificat d'exportation ou d'importation qui peut être requis par la présente loi ou toute autre loi ou d'acquitter un impôt, un droit, une taxe ou une autre somme à payer en vertu d'une loi relativement à l'exportation ou à l'importation de marchandises.

S.R., ch. E-17, art. 11.

REGLEMENTS

(Règlements)

12. Le gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) déterminer les renseignements et les engagements que sont tenus de fournir ceux qui demandent des licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations en vertu de la présente loi, la procédure à suivre pour la demande et la délivrance ou la concession de licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations, la durée de ceux-ci et les conditions, y compris celles qui concernent les documents d'expédition ou autres, auxquelles des licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations peuvent être délivrés ou concédés en vertu de la présente loi;
- a. 1) prévoir les facteurs à prendre en compte par le ministre pour la délivrance et le transfert des autorisations d'importation;
- b) établir les renseignements que sont tenus de fournir les personnes à qui des licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations ont été délivrés ou concédés en vertu de la présente loi et régir toutes autres questions liées à leur utilisation;
- c) prévoir la délivrance de licences ou certificats de portée générale et les conditions et exigences y applicables;
- c.01) prévoir les facteurs à prendre en compte par le ministre pour la délivrance des certificats visés à l'article 9.01;
- c.02) prévoir les facteurs à prendre en compte par le ministre pour la délivrance des certificats visés à l'article 9.2;
- c. 1) prévoir les facteurs à prendre en compte par le ministre pour la délivrance des certificats visés à l'article 9.1;
- c.2) définir le mot "origine" pour l'application de la présente loi ou de telle de ses dispositions;
- c.3) prendre des mesures d'application, aux fins de la présente loi ou de telle de ses dispositions, des règlements pris sous le régime du *Tarif des douanes* ayant trait à l'origine des marchandises;
- d) régir le contrôle, notamment la certification et l'autorisation, de tout mouvement, en cours de route, par un port ou endroit, des marchandises qui sont exportées ou de celles qui entrent dans un port ou endroit du Canada;
- e) exempter de l'application de tout ou partie de la présente loi toute personne, toute marchandise ou toute catégorie de personnes ou de marchandises;
- f) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

INTERDICTIONS

(Exportation ou tentative d'exportation)

13. Il est interdit d'exporter ou de tenter d'exporter des marchandises figurant sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée, ni des marchandises vers un pays dont le nom paraît sur la liste des pays visés si ce n'est sous l'autorité d'une licence d'exportation délivrée en vertu de la présente loi et conformément à une telle licence.

S.R., ch. E-17, art. 13.

(Importation ou tentative d'importation)

14. Il est interdit d'importer ou de tenter d'importer des marchandises figurant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée si ce n'est sous l'autorité d'une licence d'importation délivrée en vertu de la présente loi et conformément à une telle licence.

S.R., ch. E-17, art. 14.

(Détournement)

15. (1) Sous réserve du paragraphe (2) il est interdit, sans l'autorisation écrite du ministre, de faire en connaissance de cause, au Canada, quoi que ce soit qui ait pour résultat l'expédition, le transbordement ou le détournement de marchandises inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée, en provenance d'un lieu situé au Canada ou à l'étranger, vers un pays inscrit sur la liste des pays visés, ou quoi que ce soit qui contribue à ce résultat ou soit destiné à l'atteindre ou à y contribuer.

(Détournement d'armes automatiques)

(2) Il est interdit de faire en connaissance de cause, au Canada, quoi que ce soit qui ait pour résultat l'expédition, le transbordement ou le détournement d'armes prohibées - au sens de l'alinéa c) ou e) de la définition d'"arme prohibée" au paragraphe 84(1) du *Code criminel* - ou d'éléments ou pièces conçus uniquement pour être intégrés à une telle arme, inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée, en provenance d'un lieu situé au Canada ou à l'étranger, vers un pays qui n'est pas inscrit sur la liste des pays désignés (armes automatiques), ou quoi que ce soit qui contribue à ce résultat ou soit destiné à l'atteindre ou à y contribuer.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 15; 1911, ch. 28, art. 4.

(Transfert ou autorisation interdits)

16. Nulle personne autorisée, aux termes d'une licence délivrée en vertu de la présente loi, à exporter ou à importer des marchandises ne peut transférer la licence à une personne qui n'est pas ainsi autorisée, ni lui permettre de s'en servir.

S.R., ch. E-17, art. 16.

(Transfert ou autorisation interdits)

16.1 Il est interdit au titulaire d'une autorisation d'importation de la transférer à une autre personne, ou de lui en permettre l'utilisation, sans le consentement du ministre.

1994, ch. 47, art. 113

(Faux renseignements)

17. Il est interdit de fournir volontairement des renseignements faux ou trompeurs ou de faire en connaissance de cause une déclaration erronée dans une demande de licence, certificat, autorisation d'importation ou autre autorisation en vertu de la présente loi, ou pour en obtenir la délivrance ou la concession, ou à l'égard de l'usage subséquent de cette licence, ce certificat, cette autorisation d'importation ou cette autre autorisation, ou à l'égard de l'exportation, de l'importation ou de l'aliénation des marchandises qui font l'objet de cette licence, ce certificat, cette autorisation d'importation ou cette autre autorisation.

L.R. (1995), ch. E-19, art. 17; 1994, ch. 47, art. 114.

(Incitation)

18. Nul ne doit, en connaissance de cause, engager, aider ou encourager quiconque à enfreindre une disposition de la présente loi ou de ses règlements.

S.R., ch. E-17, art. 18.

INFRACTIONS ET PEINES

(Infraction et peine)

19. (1) Quiconque contrevient à la présente loi ou à ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité:

- a) par procédure sommaire, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de douze mois, ou l'une de ces peines;
- b) par mise en accusation, une amende dont le montant est fixé par le tribunal et un emprisonnement maximal de dix ans, ou l'une de ces peines.

(Prescription)

(2) Les poursuites pour infraction visée à l'alinéa (1)a se prescrivent par trois ans à compter de sa perpétration.

(Détermination de la peine)

(3) Lorsqu'un contrevenant est reconnu coupable d'une infraction ou fait l'objet d'une ordonnance rendue sous le régime de l'article 736 du *Code criminel* à l'égard d'une telle infraction, le tribunal qui inflige la peine ou rend l'ordonnance, prend en considération, en plus de tout autre élément pertinent, la nature et la valeur des marchandises exportées ou importées qui font l'objet de l'infraction.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 19; 1991, ch. 28, art. 5.

(Personnes morales et leurs dirigeants, etc.)

20. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants ou administrateurs qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

S.R., ch. E-17, art. 20.

(Complicité d'un résident)

21. Lorsqu'une licence prévue par la présente loi est délivrée à quelqu'un qui en a fait la demande au nom ou pour l'usage d'une autre personne qui n'est pas un résident du Canada et que cette dernière commet une infraction visée à la présente loi, la personne qui a demandé la licence est considérée comme coauteur de l'infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue s'il est établi que l'acte ou l'omission constituant l'infraction a eu lieu à sa connaissance ou avec son consentement ou qu'elle n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'empêcher, que le non-résident ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

S.R., ch. E-17, art. 21.

(Ressort)

22. (1) La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, entendue ou jugée, au Canada, soit au lieu de la perpétration de l'infraction soit à l'endroit où l'accusé se trouve, réside ou a un bureau ou une place d'affaires lorsque les procédures sont intentées.

(Cas d'infractions multiples)

(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi:

- a) une dénonciation peut comprendre plusieurs infractions commises par la même personne;
- b) ces infractions peuvent être jugées simultanément;
- c) une déclaration de culpabilité peut être prononcée pour la totalité ou l'une de ces infractions;
- d) aucune dénonciation, aucun mandat, aucune sommation, déclaration de culpabilité ou autre procédure à l'égard de ces infractions n'est réputée inadmissible du fait qu'elle a trait à plusieurs infractions.

S.R., ch. E-17, art. 22.

(Preuve)

23. (1) L'original ou une copie d'un document d'expédition - notamment connaissance, formule de douane ou facture commerciale - est admissible en preuve dans les poursuites pour infraction à la présente loi à l'égard des marchandises auxquelles il se rapporte lorsqu'il indique que:

- a) la provenance ou la destination des marchandises était le Canada;

- b) l'expéditeur, le consignateur ou le consignataire des marchandises les a expédiées ou envoyées du Canada ou les y a fait entrer,
- c) les marchandises ont été envoyées à une destination ou un destinataire non autorisés par la licence d'exportation ou d'importation y afférente.

(Preuve des faits contenus au document)

(2) Sauf preuve contraire, le document d'expédition fait foi des faits qu'il indique et qui sont énoncés à l'alinéa (1)a), b) ou c).

S.R., ch. E-17, art. 23.

DISPOSITIONS GENERALES

(Fonctions des agents des douanes)

24. Les agents au sens de la *Loi sur les douanes* sont tenus, avant de permettre l'exportation ou l'importation de marchandises, de s'assurer que l'exportateur ou l'importateur, selon le cas, n'a enfreint aucune disposition de la présente loi ou de ses règlements, et que les prescriptions de la présente loi et de ses règlements à l'égard de ces marchandises ont été observées.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 24, L.R. (1985), ch. 1 (2e suppl.), art. 213.

(Application de la *Loi sur les douanes*)

25. Les agents au sens de la *Loi sur les douanes* ont, relativement aux marchandises visées par la présente loi, tous les pouvoirs que leur confère la *Loi sur les douanes* en matière d'importation et d'exportation de marchandises, et les dispositions de cette loi et de ses règlements d'application visant la perquisition, la détention, la saisie, la confiscation et la condamnation s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux marchandises présentées pour exportation ou importation, ou exportées ou importées, ou autrement traitées en contravention avec la présente loi et ses règlements, ainsi qu'à tous les documents relatifs à ces marchandises.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 25; L.R. (1985), ch. 1 (2e suppl.), art. 213.

(Assimilation à des agents)

26. Pour l'application de l'article 108 de la *Loi sur les douanes*, les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international affectés à l'application de la présente loi sont réputés être des agents au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*.

L.R. (1985), ch. E-19, art. 26; L.R. (1985), ch. 1 (2e suppl.), art. 213; 1995, ch. 5, art. 26.

RAPPORT AU PARLEMENT

(Rapport annuel)

27. Au début de chaque année civile, le ministre établit, pour dépôt devant le Parlement, un rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'année précédente.

S.R., ch. E-17, art. 26.

DISPOSITION CONNEXE

- **1991, ch. 28, art. 13:**

(Disposition transitoire)

"**13.** La peine à infliger aux personnes qui ont contrevenu à la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* avant l'entrée en vigueur du paragraphe 5(2) de la présente loi mais à qui aucune peine n'a encore été infligée doit être déterminée en conformité avec le paragraphe 19(3) de cette loi édicté par le paragraphe 5(2) de la présente loi."

**Loi sur le Tarif des
douanes**

MINISTERE DE LA JUSTICE
CODIFICATION
ADMINISTRATIVE
(NON OFFICIELLE)

MINISTERE DE LA JUSTICE,
GOUVERNEMENT DU CANADA

Septembre, 1995

CHAPITRE C-54.01

[L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.)]

Loi concernant l'imposition de droits de douane ou d'autres droits, la mise en oeuvre de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, l'exonération de divers droits de douane ou autres, comportant des mesures connexes et modifiant ou abrogeant certaines lois en conséquence

[1987, ch. 49, sanctionné le 17 décembre 1987]

TITRE ABREGE

(Titre abrégé)

1. *Tarif des douanes.*

DEFINITIONS ET INTERPRETATION

(Définitions)

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

("Accord de libre-échange Canada - Etats-Unis" "Canada-United States Free Trade Agreement")

"Accord de libre-échange Canada - Etats-Unis" S'entend de l' Accord au sens de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada - Etats-Unis*.

("Accord de libre-échange nord-américain" "North American Free Trade Agreement")

"Accord de libre-échange nord-américain" S'entend de l' Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*.

("Accord sur l'Organisation mondiale du commerce" "World Trade Organization Agreement")

"Accord sur l'Organisation mondiale du commerce" S'entend de l' Accord au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce*.

("dommage grave" "serious injury")

"dommage grave" Tout dommage causant une dégradation générale notable de la situation des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

("menace de dommage grave" "threat of serious injury")

"menace de dommage grave" Vise un dommage grave dont l'imminence évidente est fondée sur des faits et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités.

("ministre" "Minister")

"ministre" Le ministre du Revenu national.

("pays" "*country*")

"pays" Sauf indication contraire du contexte, sont assimilés à un pays les territoires placés sous la dépendance d'un pays.

("pays ALENA" "*NAFTA Country*")

"pays ALENA" Pays partie à l'Accord de libre-échange nord-américain.

("réglementaire" "*prescribed*")

"réglementaire"

- a) Dans le cas d'un formulaire, se dit de renseignements à fournir sur un formulaire ou de modalités de production ou de présentation d'un formulaire, autorisés par le ministre;
- b) dans les autres cas, visé par règlement, y compris déterminé conformément à des règles prévues par règlement.

("sous-ministre" "*Deputy Minister*")

"sous-ministre" Le sous-ministre du Revenu national.

("taux déterminé" "*specified rate*")

"taux déterminé" Taux d'intérêt exprimé en pourcentage annuel et correspondant à la somme de 6 pour cent par année et du taux réglementaire.

(Marchandises importées d'un pays ALENA)

2) Pour l'application de la présente loi, les marchandises qui sont transportées directement au Canada en provenance d'un pays ALENA sont des marchandises importées d'un pays ALENA.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 2; 1988, ch. 65, art. 82; 1992, ch. 28, art. 32; 1993, ch. 44, art. 109; 1994, ch. 13, art. 7, ch. 47, art. 73.

(Définition de "Etats-Unis")

2.1 Pour l'application de la présente loi, "Etats-Unis" s'entend:

- a) du territoire douanier des Etats-Unis, lequel comprend les cinquante Etats des Etats-Unis, le District de Columbia et Porto Rico;
- b) des zones franches situées sur le territoire des Etats-Unis et de Porto Rico;
- c) des régions s'étendant au-delà des eaux territoriales des Etats-Unis et qui, conformément au droit international et aux lois des Etats-Unis, sont des régions à l'égard desquelles les Etats-Unis sont habilités à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles.

1988, ch. 65, art. 82; 1993, ch. 44, art. 110.

(Définition de "Mexique")

2.2 Pour l'application de la présente loi, "Mexique" s'entend:

- a) des Etats de la Fédération et du District fédéral;
- b) des îles, y compris les récifs et les cayes, dans les eaux adjacentes;
- c) des îles Guadalupe et Revillagigedo, dans l'océan Pacifique;
- d) du plateau continental et du plateau sous-marin de ces îles, cayes et récifs;
- e) des eaux territoriales, conformément au droit international, et des eaux maritimes intérieures;
- f) de l'espace aérien du territoire national, conformément au droit international;
- g) des régions qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Mexique et qui, conformément au droit international, y compris la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, et aux lois du Mexique, sont des régions à l'égard desquelles le Mexique est habilité à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles.

1993, ch. 44, art. 111.

(Terminologie de la *Loi sur les douanes*)

3. Sauf indication contraire, les termes et expressions utilisés dans la présente loi et définis au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes* s'entendent au sens de ce paragraphe.

(Définition de "devant servir dans" et "devant servir à")

4. Les expressions "devant servir dans" et "devant servir à", mentionnées en regard d'un numéro tarifaire de l'annexe I ou d'un code de l'annexe II, signifient que, sauf indication contraire du contexte, les marchandises en cause entrent dans la composition d'autres marchandises par voie d'ouvrage, de fixation ou d'incorporation, selon ce qui est indiqué en regard de ce numéro ou code.

(Pourcentage)

5. Pour l'application de la présente loi, lorsque les taux de droits de douane sont exprimés sous forme de pourcentage, les droits de douane sont calculés par l'application du taux conformément à l'article 44 de la *Loi sur les douanes*.

(Poids des marchandises)

6. Pour l'application de la présente loi, les droits de douane applicables aux marchandises sur la base de leur poids sont calculés, sauf indication contraire, sur le poids net de celles-ci.

(Abréviations)

7. (1) Pour l'application des annexes I et II, les abréviations "TPB", "NZ", "AU" et "TEU" désignent respectivement "Tarif de préférence britannique", "Nouvelle-Zélande", "Australie" et "Tarif des Etats-Unis".

(Idem)

(2) Pour l'application des annexes I et II, les abréviations "TM" et "TAMEU" signifient respectivement "Tarif du Mexique" et "Tarif Mexique - Etats-Unis".

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 7; 1988, ch. 65, art. 83; 1993, ch. 44, art. 112.

(Eléments des annexes)

8. Pour l'application des annexes de la présente loi:

- a) "section", "chapitre" et "sous-chapitre" s'entendent, respectivement, d'un élément de l'annexe I ainsi dénommé;
- b) "position" s'entend d'un numéro à quatre chiffres ou des quatre premiers chiffres d'un numéro inscrit à la colonne "Numéro tarifaire" de l'annexe I et des dénominations de marchandises ou autres indications qui accompagnent ce numéro;
- c) "sous-position" s'entend d'un numéro à six chiffres ou des six premiers chiffres d'un numéro inscrit à la colonne "Numéro tarifaire" de l'annexe I et des dénominations de marchandises ou autres indications qui accompagnent ce numéro;
- d) "numéro tarifaire" s'entend d'un numéro à huit chiffres inscrit à la colonne "Numéro tarifaire" de l'annexe I et de la dénomination de marchandises ou des autres indications qui accompagnent ce numéro;
- e) "code" s'entend d'un numéro inscrit à la colonne "Code" des annexes II, IV, V ou VII et de la dénomination de marchandises ou des autres indications qui accompagnent ce numéro.

(Mer territoriale et eaux intérieures)

9. Il est entendu qu'une proclamation prise en vertu du paragraphe 2(2) de la Loi sur les douanes s'applique de manière à soustraire temporairement, pour l'application de la présente loi, des zones déterminées de la mer territoriale ou des eaux intérieures à l'application de cette loi.

(Classement des marchandises dans l'annexe)

10. (1) Le classement des marchandises importées dans un numéro tarifaire de l'annexe I est effectué, sauf indication, contraire, conformément aux Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé et des Règles canadiennes énoncées à cette annexe.

(Classement de marchandises dans les limites de l'engagement d'accès)

(2) C'est seulement dans le cas où le titulaire d'une licence délivrée au titre des paragraphes 8.3(1), (2) ou (3) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* remplit les conditions prévues dans celle-ci que les marchandises sont classées conformément au paragraphe (1) dans le numéro tarifaire comportant la mention "dans les limites de l'engagement d'accès".

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 10; 1994, ch. 47, art. 74.

(Guides d'interprétation)

11. Pour l'interprétation des positions et sous-positions de l'annexe I, il est tenu compte du *Recueil des Avis de classement du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et des Notes explicatives du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises* et de leurs modifications, publiés par le Conseil de coopération douanière, organisme créé par la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière faite à Bruxelles le 15 décembre 1950 et à laquelle le Canada est partie.

(Marchandises d'une nature ou espèce fabriquée ou produite au Canada)

12. (1) Pour l'application de la présente loi, les marchandises ne sont réputées de la même nature ou de la même espèce que des marchandises fabriquées ou produites au Canada que si elles y sont fabriquées ou produites en quantités importantes.

(Décret)

(2) Le gouverneur en conseil peut fixer par décret, pour l'application du paragraphe (1), le pourcentage de la consommation canadienne normale à fabriquer ou produire au Canada pour que la quantité en soit considérée comme importante.

MODIFICATION DES ANNEXES

(Modification des annexes)

12.1 Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier les annexes I, II, IV, V, VI ou VII pour donner effet:

- a) à toute modification du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises créé par la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ou à tout avis par le Conseil de coopération douanière se rapportant à l'interprétation du Système;
- b) à toute modification de quelque accord ou entente ayant trait au commerce international, auquel est partie le Canada.

1993, ch. 25, art. 1.

PARTIE I

DROITS DE DOUANE

Origine des marchandises et bénéfice de traitement tarifaire

(Sens du terme "originaire")

13. (1) Sous réserve des règlements pris en vertu du paragraphe (2), pour l'application de la présente loi, les marchandises sont originaires d'un pays si la totalité de leur valeur a été produite dans ce pays.

(Règlements)

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, prendre des règlements concernant l'origine des marchandises et notamment:

a) sur l'assimilation, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi, à des marchandises originaires d'un pays des marchandises produites en tout ou en partie à l'extérieur de ce pays, sous réserve des conditions prévues au règlement;

a.1) pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi, sur la détermination de l'origine de marchandises;

b) sur la détermination du droit au bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée, du tarif de préférence britannique, du tarif de préférence général ou de tout autre traitement tarifaire prévu à la présente loi, à l'exception des traitements tarifaires mentionnés au paragraphe (3).

(Application des règles d'origine)

(2.1) Dans la mesure qui y est indiquée, les règlements pris en vertu du paragraphe (2) pour mettre en oeuvre l'Accord sur les règles d'origine figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce s'appliquent, dans le cadre de toute autre loi, à l'origine des marchandises; ils l'emportent sur les dispositions incompatibles de tout autre règlement.

(Annexes)

(2.2) Pour l'application du paragraphe (2.1), l'Accord sur les règles d'origine comprend les annexes ajoutées en application de son article 9.

(Bénéfice de traitement tarifaire - règlements)

(3) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, prendre des règlements sur la détermination, selon l'Accord de libre-échange nord-américain, du droit au bénéfice du tarif des Etats-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif Mexique - Etats-Unis.

(Application antérieure)

(4) Les règlements pris en vertu du présent article ou les modifications apportées à ceux-ci peuvent prévoir une période d'effet antérieure à l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 13; 1988, ch 65, art. 84; 1993, ch. 44. art. 113; 1994, ch. 47, art. 75.

14. à 16. [Abrogés, 1988, ch. 65, art. 84]

Transport direct et transbordement

(Transport direct)

17. Pour l'application de la présente loi, les marchandises sont transportées directement au Canada en provenance d'un autre pays, si leur expédition est effectuée sous le couvert d'un connaissance direct dont le destinataire est au Canada.

(Transbordement)

18. (1) Pour l'application de la présente loi, les marchandises exportées au Canada et transbordées dans un pays intermédiaire ne sont pas réputées transportées directement au Canada à partir du premier pays dans chacune des circonstances suivantes:

- a) elles ne demeurent pas en transit dans le pays intermédiaire sous surveillance de la douane;
- b) leur traitement dans le pays intermédiaire ne se limite ni à des opérations de déchargement, de chargement ou de fractionnement des chargements, ni à des opérations visant leur conservation en bon état;
- c) elles entrent dans le commerce du pays intermédiaire ou y sont offertes à la consommation;
- d) elles demeurent en entreposage dans le pays intermédiaire pendant une période supérieure à la période réglementaire.

(Règlements)

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer la durée de la période réglementaire prévue à l'alinéa (1)d).

Imposition des droits de douane

(Imposition des droits de douane)

19. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de la *Loi sur les douanes* ainsi que de leurs textes d'application, il est imposé et perçu sur les marchandises dénommées ou visées à l'annexe I, lors de leur importation, les droits de douane applicables à ces marchandises en vertu de cette annexe ou de l'article 46 et exigibles conformément à la *Loi sur les douanes*.

(Exceptions)

(2) Les taux de droits de douane prévus à l'annexe I ou à l'article 46 et les droits de douane imposés en vertu de la présente loi peuvent être modifiés, notamment par majoration, réduction ou annulation, conformément soit à la présente loi ou à une autre loi fédérale, soit à leurs textes d'application.

(Droit de douane supplémentaire)

20. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de la *Loi sur les douanes* ainsi que de leurs textes d'application, il est imposé et perçu sur les marchandises assujetties à l'accise, lors de leur importation, un droit de douane supplémentaire, d'un montant égal à celui des droits d'accise imposés en vertu de la *Loi sur l'accise*, exigible conformément à la *Loi sur les douanes* comme si, à la fois:

- a) les marchandises avaient été fabriquées ou produites au Canada;
- b) dans le cas de marchandises du numéro tarifaire 2207.20.19, elles étaient soustraites à l'application des paragraphes 1(2) à (6) de la partie I de l'annexe de la *Loi sur l'accise*.

(Définition de "marchandises assujetties à l'accise")

(2) Au paragraphe (1), on entend par "marchandises assujetties à l'accise" les marchandises classées soit dans une position ou un numéro tarifaire ci-après, soit avec le contenant dans lequel elles sont importées:

- a) de la bière ou de la liqueur de malt, au sens de la *Loi sur l'accise*, de la position 22.03 ou des numéros tarifaires 2202.90.10 ou 2206.00.70;
- b) de l'eau-de-vie, au sens de la *Loi sur l'accise*, d'un titre alcoométrique volumique excédant 22,9 pour cent en volume, des numéros tarifaires 2204.21.29, 2204.29.29, 2205.10.20, 2205.90.20, 2206.00.20, 2206.00.69 ou 2206.00.90;
- c) de l'eau-de-vie, au sens de la *Loi sur l'accise*, des positions 22.07 ou 22.08, à l'exception des numéros tarifaires 2207.20.11, 2207.20.90, 2208.10.00, 2208.90.50 ou 2208.90.91;
- d) des cigares ou du tabac fabriqué, au sens de la *Loi sur l'accise*, des numéros tarifaires 2402.10.10, 2402.10.90, 2402.20.00, 2403.10.00, 2403.91.90,, 2403.99.10 ou 2403.99.90.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 20, ch. 9 (4e suppl.), art. 1; 1989, ch. 18, art.1.

(Annexe III)

21. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses textes d'application, tout ou partie des marchandises originaires d'un pays inscrit à l'annexe III bénéficient du traitement tarifaire inscrit à cette annexe en regard de la dénomination de ce pays.

(Traitement le plus favorable)

(2) Dans le cas où la présente loi accorde à l'égard de certaines marchandises le bénéfice de plusieurs traitements tarifaires, le traitement applicable est celui qui est le plus favorable à l'égard de ces marchandises.

(Taux non inscrits)

(3) La présence du symbole "X", dans le tarif de préférence général aux annexes I ou II en regard de marchandises, signifie que le taux de droits de douane dont sont passibles ces marchandises est celui du tarif de la nation la plus favorisée.

(Idem)

(4) La présence du symbole "S/0", dans les colonnes intitulées "Tarif de la nation la plus favorisée", "Tarif de préférence général" ou "Tarif des Etats-Unis", à l'annexe I, ou dans les colonnes intitulées "Tarif de la nation la plus favorisée", "Catégorie d'échelonnement NPF" ou "Tarif de préférence général", à l'annexe II, en regard d'un numéro tarifaire ou d'un code, selon le cas, signifie l'absence de taux de droits de douane pour celui-ci en vertu de ces tarifs.

(Idem)

(5) Le symbole "S/0" qui figure dans les colonnes intitulées "Tarif du Mexique", "Tarif Mexique - Etats-Unis" ou "Catégorie d'échelonnement ALENA" à l'annexe I, en regard d'un numéro tarifaire, indique que le tarif en cause ou la réduction de droits prévue aux paragraphes 25.2(3) ou (3.1) ne s'appliquent pas aux marchandises de ce numéro tarifaire.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 21; 1988, ch. 65, art. 85; 1989, ch. 18, art. 2; 1993, ch. 44, art. 114; 1994, ch. 47, art. 76.

Tarif de la nation la plus favorisée

(Application du tarif)

22. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des articles 23 et 24, les marchandises originaires des pays inscrits à l'annexe III comme bénéficiaires du tarif de la nation la plus favorisée sont passibles des taux de droits de douane de ce tarif prévus à leur égard à l'annexe I.

(Echelonnement pour le tarif NPF)

(2) Les marchandises dénommées ou visées à l'annexe I qui sont originaires de pays inscrits à l'annexe III sont passibles du taux de base de droits figurant à leur égard au tarif de la nation la plus favorisée. Toutefois, le taux est diminué de la façon suivante lorsque "E", "F", "G", "H" ou "I" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement NPF" de l'annexe I:

- a) dans le cas de "E", le taux est le taux final à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe;
- b) dans le cas de "F", le taux est réduit:
 - (i) à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, du cinquième de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (ii) à compter du 1er janvier 1996, des deux cinquièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (iii) à compter du 1er janvier 1997, des trois cinquièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1998, des quatre cinquièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (v) à compter du 1er janvier 1999, au niveau du taux final;
- c) dans le cas de "G", le taux est réduit:
 - (i) à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, du sixième de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (ii) à compter du 1er janvier 1996, des deux sixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,

- (iii) à compter du 1er janvier 1997, des trois sixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1998, des quatre sixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (v) à compter du 1er janvier 1999, des cinq sixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (vi) à compter du 1er janvier 2000, au niveau du taux final;
- d) dans le cas de "H", le taux est réduit:
- (i) à compter de l'entité en vigueur du présent paragraphe, du huitième de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (ii) à compter du 1er janvier 1996, des deux huitièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (iii) à compter du 1er janvier 1997, des trois huitièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1998, des quatre huitièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (v) à compter du 1er janvier 1999, des cinq huitièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (vi) à compter du 1er janvier 2000, des six huitièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (vii) à compter du 1er janvier 2001, des sept huitièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (viii) à compter du 1er janvier 2002, au niveau du taux final;
- e) dans le cas de "I", le taux est réduit:
- (i) à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, du dixième de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (ii) à compter du 1er janvier 1996, des deux dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (iii) à compter du 1er janvier 1997, des trois dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1998, des quatre dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,

- (v) à compter du 1er janvier 1999, des cinq dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
- (vi) à compter du 1er janvier 2000, des six dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
- (vii) à compter du 1er janvier 2001, des sept dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
- (viii) à compter du 1er janvier 2002, des huit dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
- (ix) à compter du 1er janvier 2003, des neuf dixièmes de la différence entre le taux de base et le taux final,
- (x) à compter du 1er janvier 2004, au niveau du taux final.

(Echelonnement prévu par le tarif NPF)

(3) Dans le cas où "J" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement NPF" de l'annexe I à l'égard des marchandises qui sont originaires des pays inscrits à l'annexe III, celles-ci sont passibles du taux de base de droits de douane figurant à leur égard au tarif de la nation la plus favorisée, sauf si celui-ci prévoit la réduction du taux de droits de douane, auquel cas le taux est réduit selon ce qui y est prévu.

(Aucun échelonnement)

(4) Dans le cas où "K" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement NPF" de l'annexe I à l'égard des marchandises qui sont originaires des pays inscrits à l'annexe III, le taux de droits de douane figurant à leur égard au tarif de la nation la plus favorisée ne fait pas l'objet de réductions.

(Arrondissement des taux en pourcentage)

(5) Dans le cas où le pourcentage du taux de droits de douane obtenu en application des paragraphes (2) ou (3) comporte une fraction de un pour cent, il est arrondi au dixième de un pour cent le plus proche ou, si le chiffre obtenu est équidistant entre deux dixièmes de un pour cent, au plus élevé de ceux-ci.

(Arrondissement des taux spécifiques)

(6) Si, d'une part, le taux de droits de douane spécifique obtenu en application des paragraphes (2) ou (3) comporte une fraction d'un cent et, d'autre part, le taux final de droits de douane figurant à l'égard des marchandises au tarif de la nation la plus favorisée:

- a) est ou comporte un taux spécifique, le taux spécifique obtenu est arrondi:
 - (i) dans le cas où le taux final est ou comporte un taux spécifique ayant deux décimales de cent, au centième de cent le plus proche ou, si le chiffre obtenu est équidistant entre deux centièmes de cent, au plus élevé de ceux-ci,

(ii) dans le cas où le taux final est ou comporte un taux spécifique avant une décimale de cent, au dixième de cent le plus proche ou, si le chiffre obtenu est équidistant entre deux dixièmes de cent, au plus élevé de ceux-ci,

(iii) dans les autres cas, au cent le plus proche ou, si le chiffre obtenu est équidistant entre deux cents, au plus élevé de ceux-ci;

b) est égal à zéro ou ne comporte pas de taux spécifique, le taux spécifique obtenu est arrondi conformément aux sous-alinéas a)(i) à (iii), la mention du taux final valant toutefois mention du taux de droits de douane spécifique du taux de base de droits prévu à ce tarif.

(Application)

(7) La mention de l'annexe I vaut, au présent article, mention de l'annexe II dans le cas où les droits de douane imposés sur les marchandises bénéficiant du tarif de la nation la plus favorisée sont réduits ou supprimés en application du paragraphe 68(2).

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 22; 1994, ch. 47, art. 77.

(Octroi ou retrait du bénéfice)

23. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:

a) accorder le bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays assujetti au tarif général;

b) retirer le bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays bénéficiaire de ce tarif et les assujettir au tarif général;

c) modifier l'annexe III dans la mesure nécessaire pour indiquer le traitement tarifaire applicable au pays visé par le décret.

(Contenu du décret)

(2) Un décret pris en vertu du paragraphe (1):

a) indique la date de sa prise d'effet;

b) désigne, en cas d'octroi partiel du bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée, les marchandises assujetties à ce tarif;

c) désigne, en cas de retrait partiel du bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée, les marchandises assujetties au tarif général.

(Conditions)

24. Le bénéfice du tarif de la nation la plus favorisée est accordé à l'égard de marchandises si les conditions suivantes sont réunies:

a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;

a.1) elles bénéficient, conformément aux règlements d'application de l'article 13, du tarif de la nation la plus favorisée;

b) elles sont transportées directement au Canada, avec ou sans transbordement, en provenance d'un pays bénéficiaire de ce tarif.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.) art. 24; 1988, ch. 65, art. 86; 1993, ch. 44, art. 115.

(Dérogation)

25. Le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire des marchandises à la condition prévue à l'article 24 et fixer les conditions et modalités de cette dérogation.

Tarif des Etats-Unis, tarif du Mexique et tarif Mexique - Etats-Unis

(Définition de "taux de base")

25.1 Pour l'application de l'article 25.2, "taux de base" s'entend, à l'égard des marchandises dénommées ou visées à l'annexe I:

a) dans le cas de marchandises qui bénéficient du tarif des Etats-Unis, du taux de droits de douane figurant à ce tarif à l'annexe I;

b) dans le cas de marchandises qui bénéficient du tarif du Mexique, du taux de droits de douane figurant à ce tarif à l'annexe I;

c) dans le cas de marchandises qui bénéficient du tarif Mexique-Etats-Unis, du taux de droits de douane figurant à ce tarif à l'annexe I.

1988, ch. 65, art. 87; 1993, ch. 44, art. 116.

(Application du tarif)

25.2 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les marchandises originaires des Etats-Unis bénéficient du taux de droits de douane figurant à leur égard au tarif des Etats-Unis à l'annexe I.

(Suspension)

(1.01) Le paragraphe (1) est inopérant tant que le paragraphe (1.02) est en vigueur.

(Application du tarif des Etats-Unis)

(1.02) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les marchandises qui bénéficient du tarif des Etats-Unis bénéficient du taux de droits de douane figurant à leur égard à ce tarif à l'annexe I.

(Application du tarif du Mexique)

(1.1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les marchandises qui bénéficient du tarif du Mexique bénéficient du taux de droits de douane figurant à leur égard à ce tarif à l'annexe I.

(Application du tarif Mexique-Etats-Unis)

(1.2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les marchandises qui bénéficient du tarif Mexique - Etats-Unis bénéficient du taux de droits de douane figurant à leur égard à ce tarif à l'annexe I.

(Application des paragraphes (2) et (3))

(1.3) Les paragraphes (2) ou (3) s'appliquent à chacun des taux de droits de douane prévus au tarif des Etats-Unis, au tarif du Mexique ou au tarif Mexique-Etats-Unis à l'annexe I, à moins que le taux ne soit autrement réduit jusqu'à la franchise des droits aux termes d'un numéro tarifaire, d'une note d'un numéro tarifaire, ou d'une note, d'une note supplémentaire ou d'une note d'une sous-position d'un chapitre de l'annexe I.

(Réduction - tarif des Etats-Unis)

(2) Les taux de droits de douane figurant au tarif des Etats-Unis à l'annexe I à l'égard des marchandises visées à cette annexe sont réduits par étapes jusqu'à la franchise de droits de la façon suivante:

- a) à compter du 1er janvier 1994, le taux est égal aux quatre cinquièmes du taux de base qui leur est applicable;
- b) à compter du 1er janvier 1995, le taux est égal aux trois cinquièmes du taux de base qui leur est applicable;
- c) à compter du 1er janvier 1996, le taux est égal aux deux cinquièmes du taux de base qui leur est applicable;
- d) à compter du 1er janvier 1997, le taux est égal au cinquième du taux de base qui leur est applicable;
- e) à compter du 1er janvier 1998, le taux est de zéro.

(Catégories d'échelonnement du tarif du Mexique et du tarif Mexique-Etats-Unis)

(3) Le taux de droits de douane figurant au tarif du Mexique ou au tarif Mexique-Etats-Unis à l'annexe I à l'égard des marchandises dénommées ou visées à cette annexe est réduit par étapes jusqu'à la franchise de droits de la façon suivante:

- a) dans le cas où "A" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement ALENA" à l'annexe I à l'égard de marchandises, le taux de droits de douane applicable à ces dernières à compter de l'entrée en vigueur des paragraphes (1.1) et (1.2) est de zéro;
- b) dans le cas où "B" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement ALENA" à l'annexe I à l'égard de marchandises, le taux de droits de douane applicable à ces dernières est égal:
 - (i) à compter de l'entrée en vigueur des paragraphes (1.1) et (1.2), aux quatre cinquièmes du taux de base qui leur est applicable,

- (ii) à compter du 1er janvier 1995, aux trois cinquièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iii) à compter du 1er janvier 1996, aux deux cinquièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1997, au cinquième du taux de base qui leur est applicable,
 - (v) à compter du 1er janvier 1998, à zéro;
- c) dans le cas où "B1" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement ALENA" à l'annexe I à l'égard de marchandises, le taux de droits de douane applicable à ces dernières est égal:
- (i) à compter de l'entrée en vigueur des paragraphes (1.1) et (1.2), aux cinq sixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (ii) à compter du 1er janvier 1995, aux quatre sixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iii) à compter du 1er janvier 1996, aux trois sixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1997, aux deux sixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (v) à compter du 1er janvier 1998, au sixième du taux de base qui leur est applicable,
 - (vi) à compter du 1er janvier 1999, à zéro;
- d) dans le cas où "B+ " figure à la colonne "catégorie d'échelonnement ALENA" à l'annexe I à l'égard de marchandises, le taux de droits de douane applicable à ces dernières est égal:
- (i) à compter de l'entrée en vigueur des paragraphes (1.1) et (1.2), aux huit dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (ii) à compter du 1er janvier 1996, aux sept dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iii) à compter du 1er janvier 1997, aux six dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1998, aux cinq dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (v) à compter du 1er janvier 1999, aux quatre dixièmes du taux de base qui leur est applicable,

- (vi) à compter du 1er janvier 2000, aux trois dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (vii) à compter du 1er janvier 2001, à zéro;
- e) dans le cas où "C" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement ALENA" à l'annexe I à l'égard de marchandises, le taux de droits de douane applicable à ces dernières est égal:
- (i) à compter de l'entrée en vigueur des paragraphes (1.1) et (1.2), aux neuf dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (ii) à compter du 1er janvier 1995, aux huit dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iii) à compter du 1er janvier 1996, aux sept dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (iv) à compter du 1er janvier 1997, aux six dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (v) à compter du 1er janvier 1998, aux cinq dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (vi) à compter du 1er janvier 1999, aux quatre dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (vii) à compter du 1er janvier 2000, aux trois dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (viii) à compter du 1er janvier 2001, aux deux dixièmes du taux de base qui leur est applicable,
 - (ix) à compter du 1er janvier 2002, au dixième du taux de base qui leur est applicable,
 - (x) à compter du 1er janvier 2003, à zéro.

(Idem)

(3.1) Dans le cas où "D" figure à la colonne "catégorie d'échelonnement ALENA" à l'annexe I à l'égard de marchandises dénommées ou visées à cette annexe, le taux de droits de douane applicable à ces dernières au titre du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis est de zéro.

(Arrondissement des nombres)

(4) Dans les calculs visés aux paragraphes (2) et (3), les résultats formés de nombres décimaux sont arrêtés au dixième de cent.

(Idem)

(5) Dans ces calculs, les résultats donnés en pourcentage sont arrêtés au dixième pour cent.

(Conditions)

(5.1) Les marchandises ne bénéficient du tarif des Etats-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif Mexique - Etats-Unis que si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;
- b) elles bénéficient, aux termes des règlements d'application de l'article 13, du tarif applicable en l'espèce.

(Suspension)

(5.2) Le paragraphe (6) est inopérant tant que le paragraphe (5.1) est en vigueur.

(Conditions)

(6) Les marchandises ne bénéficient du tarif des Etats-Unis que si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;
- b) elles bénéficient, aux termes des règlements d'application du paragraphe 13(2), du tarif des Etats-Unis;
- c) elles sont transportées directement au Canada, avec ou sans transbordement, en provenance des Etats-Unis.

(Octroi du tarif des Etats-Unis et du tarif du Mexique)

(7) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le ministre des Finances peut, par arrêté pris pour donner effet à l'appendice 6 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord de libre-échange nord-américain, accorder, aux conditions qu'il détermine, le bénéfice du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique à des marchandises importées.

1988, ch. 65, art. 87; 1993, ch. 44, art. 117.

(Non-application des autres lois)

25.3 Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, à toute autre loi fédérale ou à leurs règlements ou décrets d'application, mais sous réserve de tout arrêté pris en vertu du paragraphe 25.2(7), les marchandises ne bénéficient du tarif des Etats-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis ni de manière générale ou particulière, ni directement ou indirectement, sauf si le bénéfice leur en est spécifiquement accordé aux termes de l'article 25.2.

1988, ch. 65, art. 87; 1993, ch. 44, art. 118.

Tarif de préférence britannique

(Application du tarif)

26. Sous réserve des articles 27 et 29, les marchandises originaires des pays inscrits à l'annexe III comme bénéficiaires du tarif de préférence britannique sont passibles des taux de droits de douane de ce tarif éventuellement inscrits à l'annexe I pour ces marchandises.

(Octroi ou retrait du bénéfice)

- 27.** (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:
- a) accorder le bénéfice du tarif de préférence britannique à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays assujéti au tarif de la nation la plus favorisée;
 - b) retirer le bénéfice du tarif de préférence britannique à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays bénéficiaire de ce tarif;
 - c) modifier l'annexe III dans la mesure nécessaire pour indiquer le traitement tarifaire applicable au pays visé.

(Contenu du décret)

- (2) Un décret pris en vertu du paragraphe(1):
- a) indique la date de sa prise d'effet;
 - b) désigne, en cas d'octroi partiel du bénéfice du tarif de préférence britannique, les marchandises assujetties à ce tarif;
 - c) en cas de retrait total ou partiel du bénéfice du tarif de préférence britannique, désigne les marchandises assujetties au tarif de la nation la plus favorisée ou au tarif général, selon le cas.

(Traitement tarifaire plus favorable)

- 28.** (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:
- a) accorder à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays bénéficiaire du tarif de préférence britannique un traitement tarifaire plus favorable;
 - b) retirer à tout ou partie des marchandises originaires de ce pays le traitement tarifaire plus favorable accordé en vertu de l'alinéa a).

(Contenu du décret)

- (2) Un décret pris en vertu du paragraphe (1):
- a) indique la date de sa prise d'effet;
 - b) désigne, en cas d'octroi partiel du traitement tarifaire plus favorable, les marchandises assujetties à ce traitement tarifaire;
 - c) désigne, en cas de retrait total ou partiel de ce traitement tarifaire, les marchandises assujetties au tarif de préférence britannique, au tarif de la nation la plus favorisée ou au tarif général, selon le cas.

(Conditions)

29. Le bénéfice du tarif de préférence britannique ou du traitement tarifaire plus favorable prévu à l'article 28 est accordé à l'égard de marchandises si les conditions suivantes sont réunies:

a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;

a. 1) elles bénéficient, conformément aux règlements d'application de l'article 13, du tarif de préférence britannique ou du traitement tarifaire plus favorable;

b) elles sont transportées directement au Canada, sans transbordement, en provenance d'un pays bénéficiaire de ce tarif ou de ce traitement plus favorable ou d'un pays que le gouverneur en conseil peut désigner par décret.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 29; 1988, ch. 65, art. 88; 1992, ch. 1, art. 144(F); 1993, ch. 44, art. 119.

(Exception au transport direct)

30. Les marchandises originaires du Lesotho, Botswana ou Swaziland qui sont transportées directement au Canada, sans transbordement, à partir de la République d'Afrique du Sud sont réputées avoir été transportées directement au Canada en provenance de leur pays d'origine.

(Dérogation)

31. Le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire des marchandises à une condition prévue à l'article 29 et fixer les conditions et modalités de cette dérogation.

Dispositions générales

(Ratification parlementaire)

32. (1) Sauf s'il est ratifié par une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement, un décret de retrait de bénéfice pris en vertu des alinéas 23(1)b), 27(1)b) ou 28(1)b) cesse d'être en vigueur le cent quatre-vingtième jour suivant sa prise d'effet, si c'est un jour de séance, sinon le quinzième jour de séance ultérieur.

(Définition de "jour de séance")

(2) Pour l'application du paragraphe (1), tout jour où l'une ou l'autre chambre du Parlement siège est un jour de séance.

(Rétablissement du traitement tarifaire antérieur)

(3) En l'absence de ratification parlementaire d'un décret de retrait visé au paragraphe (1), le traitement tarifaire antérieur au décret s'applique aux marchandises visées après la fin de la période visée à ce paragraphe.

(Marchandises en transit)

33. Les marchandises qui, avant la date de prise d'effet d'un décret pris en vertu des alinéas 23(1)b), 27(1)b), 28(1)b), 36(1)b) ou 38(1)b), des articles 49 ou 52, de l'alinéa 54(1)a) ou des paragraphes 59(2), 59,1(1), (8) ou (11), 60(1) ou (6.1), 60.1(1), 60.11(2) ou 60.4(1), étaient en transit vers le Canada bénéficient du traitement tarifaire antérieur au décret, si celui-ci contient une disposition en ce sens.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 33; 1988, ch. 65, art. 89; 1993, ch. 44, art. 120; 1994, ch. 47, art. 78.

(Changements de dénomination)

34. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier la liste des pays énumérés à l'annexe III en fonction des changements de leur dénomination.

(Effet)

(2) Les modifications effectuées en application du paragraphe (1) n'ont aucun effet sur le traitement tarifaire applicable au pays visé par elles.

*Tarif de préférence général et traitement
tarifaire des pays moins développés parmi les
pays en voie de développement*

(Application du tarif)

35. (1) Sous réserve des articles 36 et 40, les marchandises originaires des pays inscrits à l'annexe III comme bénéficiaires du tarif de préférence général sont passibles des taux de droits de douane de ce tarif prévus à l'annexe I pour ces marchandises.

(Modification de taux)

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:

- a) remplacer dans le tarif de préférence général de l'annexe I ou à la colonne "Tarif de préférence général" de l'annexe II le symbole "X" par un taux de droits de douane;
- b) réduire ou annuler un taux de droits de douane inscrit au tarif de préférence général de l'annexe I ou à la colonne "Tarif de préférence général" de l'annexe II.

(Octroi ou retrait du bénéfice)

36. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:

- a) accorder le bénéfice du tarif de préférence général à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays assujéti au tarif de la nation la plus favorisée ou au tarif de préférence britannique et qu'il estime être un pays en voie de développement;
- b) retirer le bénéfice du tarif de préférence général à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays bénéficiaire de ce tarif;

- c) modifier l'annexe III dans la mesure nécessaire pour indiquer le traitement tarifaire applicable au pays visé.

(Contenu du décret)

- (2) Un décret pris en vertu du paragraphe (1):
 - a) indique la date de sa prise d'effet;
 - b) désigne, en cas d'octroi partiel du bénéfice du tarif de préférence général, les marchandises assujetties à ce tarif.
 - c) désigne, en cas de retrait total ou partiel du bénéfice du tarif de préférence général, les marchandises assujetties au tarif de préférence britannique ou au tarif de la nation la plus favorisée, selon le cas.

(Régime de franchise)

37. Sous réserve des articles 38 et 40, sont importées en franchise des droits de douane prévus à l'annexe I les marchandises à l'égard desquelles les conditions suivantes sont réunies:

- a) elles sont originaires d'un pays inscrit à l'annexe III comme bénéficiaire du tarif de préférence général et de la franchise à titre de pays moins développé par les pays en voie de développement;
- b) il y a un taux de droits de douane au tarif de préférence général.

(Octroi ou retrait du bénéfice)

- 38.** (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:
- a) désigner un pays bénéficiaire du tarif de préférence général comme un pays qu'il estime moins développé parmi les pays en voie de développement et accorder le bénéfice du régime de franchise à tout ou partie des marchandises originaires de ce pays pour lesquelles il y a un taux de droits de douane au tarif de préférence général;
 - b) retirer le bénéfice du régime de franchise à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays visé à l'article 37 ou à l'alinéa a);
 - c) modifier l'annexe III dans la mesure nécessaire pour indiquer le traitement tarifaire applicable au pays visé par le décret.

(Contenu du décret)

- (2) Un décret pris en vertu du paragraphe (1):
 - a) indique la date de sa prise d'effet;
 - b) désigne, en cas d'octroi partiel du bénéfice, les marchandises qui bénéficient du régime de franchise;

- c) désigne, en cas de retrait total ou partiel du bénéfice, les marchandises qui sont assujetties au tarif de préférence général.

(Non-application des autres lois)

39. Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi fédérale, ou leurs règlements ou décrets d'application, le tarif de préférence général prévu à l'article 35 ou le régime de franchise prévu à l'article 37 ne s'applique ni de manière générale ou particulière, ni directement ou indirectement, aux marchandises originaires d'un pays auquel le bénéfice de ce tarif ou de ce régime n'est pas spécifiquement accordé en application des articles 35 ou 37 ou des alinéas 36(1)a) ou 38(1)a).

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 39; 1988, ch. 65, art. 90.

(Conditions)

40. Le bénéfice du tarif de préférence général ou du régime de franchise prévu à l'article 37 ou à l'alinéa 38(1)a) est accordé à l'égard de marchandises si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;
- a.1) elles bénéficient, conformément aux règlements d'application de l'article 13, du tarif de préférence général ou du régime de franchise;
- b) elles sont transportées directement au Canada, avec ou sans transbordement, en provenance de leur pays d'origine.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 40; 1988, ch. 65, art. 91; 1993, ch. 44, art. 121.

(Dérogation)

41. Le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire des marchandises à la condition de justification de l'origine prévue à l'alinéa 40a) ou à la condition prévue à l'alinéa 40b) et fixer les conditions et modalités de cette dérogation.

Contingent tarifaire

(Définitions)

42. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 43 et 44.

"Commission" [Abrogée, L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 52]

("contingent tarifaire")

"contingent tarifaire" Limitation de la quantité de marchandises qui peut être importée au cours d'une période de douze mois consécutifs avec le bénéfice du tarif de préférence général en provenance d'un ou de plusieurs pays qui bénéficient de ce tarif.

("Tribunal" "*Tribunal*")

"Tribunal" Le Tribunal canadien du commerce extérieur constitué par le paragraphe 3(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*.

L.R. (1985), ch. 41 (31 suppl.), art. 42, ch. 47 (4e suppl.), art. 52.

(Contingent tarifaire)

43. Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, appliquer un contingent tarifaire aux marchandises provenant d'un ou de plusieurs pays pour la période qu'il précise.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), an. 43, ch. 47 (4e suppl.), art. 52, 1989, ch. 18, art. 3.

(Tarif applicable aux marchandises hors contingent)

44. Les marchandises importées en sus des contingents tarifaires sont assujetties au traitement tarifaire qui serait applicable à ces marchandises si elles ne bénéficiaient pas du tarif de préférence général.

(Durée d'application)

45. Les articles 35 à 44 cessent d'avoir effet le 30 juin 2004 ou à la date antérieure fixée par décret du gouverneur en conseil.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 45; 1994, ch. 3, art. 1.

Tarif général

(Application du tarif)

46. (1) Sont passibles d'un droit de douane, dénommé "tarif général", au taux de trente-cinq pour cent, les marchandises:

- a) originaires d'un pays qui n'est pas inscrit à l'annexe III;
- b) originaires d'un pays inscrit à l'annexe III mais pour lesquelles les conditions donnant droit au bénéfice du traitement tarifaire prévu à tout autre article ne sont pas observées;
- c) auxquelles ce taux est appliqué en vertu d'une autre disposition de la présente loi ou de ses textes d'application.

(Exception)

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les marchandises visées à ce paragraphe sont passibles des taux de droits de douane inscrits à leur égard au tarif de la nation la plus favorisée de l'annexe I lorsque ces taux dépassent trente-cinq pour cent ou équivalent à des taux supérieurs à trente-cinq pour cent.

L.R. (1995), ch. 41 (3e suppl.), art. 46; 1988, ch. 65, art. 92; 1994, ch. 47, art. 79.

Traitements tarifaires particuliers

Nouvelle-Zélande

(Application du traitement tarifaire)

47. Sous réserve de l'article 48, les marchandises originaires de la Nouvelle-Zélande sont passibles des taux de droits de douane du tarif de préférence britannique éventuellement inscrits à l'annexe I pour ces marchandises, ou des taux de droits de douane particuliers à ce pays inscrits à cette annexe pour celles-ci.

(Conditions)

48. Le bénéfice du traitement tarifaire prévu à l'article 47 est accordé à l'égard de marchandises, si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;
- a.1) elles bénéficient, conformément aux règlements d'application de l'article 13, de ce traitement tarifaire;
- b) elles ont été finies en Nouvelle-Zélande dans l'état où elles sont importées au Canada;
- c) elles sont transportées directement au Canada, avec ou sans transbordement, en provenance de ce pays.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 48; 1988, ch. 65, art. 93; 1993, ch. 44, art. 122.

(Retrait du bénéfice)

49. Le gouverneur en conseil peut, par décret, retirer à des marchandises originaires de la Nouvelle-Zélande le bénéfice du traitement tarifaire prévu à l'article 47, si celles-ci ne sont pas transportées directement au Canada, sans transbordement, en provenance de ce pays.

Australie

(Application du traitement tarifaire)

50. Sous réserve de l'article 51, les marchandises originaires d'Australie sont passibles des taux de droits de douane du tarif de préférence britannique éventuellement inscrits à l'annexe I pour ces marchandises, ou des taux de droits de douane particuliers à ce pays inscrits à cette annexe pour celles-ci.

(Conditions)

51. Le bénéfice du traitement tarifaire prévu à l'article 50 est accordé à l'égard de marchandises, si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;
- a.1) elles bénéficient, conformément aux règlements d'application de l'article 13, de ce traitement tarifaire;

- b) elles sont transportées directement au Canada, avec ou sans transbordement, en provenance de ce pays.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 51; 1988, ch. 65, art. 94; 1993, ch. 44, art. 123.

(Retrait du bénéfice)

52. Le gouverneur en conseil peut, par décret, retirer à des marchandises originaires d'Australie le bénéfice du traitement tarifaire prévu à l'article 50, si celles-ci ne sont pas transportées directement au Canada, sans transbordement en provenance de ce pays.

Pays antillais du Commonwealth

(Application du régime de franchise)

53. Sous réserve des articles 53.1 à 57, les marchandises originaires des pays inscrits à l'annexe III comme bénéficiaires du régime de franchise des pays antillais du Commonwealth sont importées en franchise des droits de douane prévus à l'annexe I.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 53; 1994, ch. 47, art. 80.

(Exception)

53.1 Les marchandises visées à l'article 53 sont passibles des taux de droits de douane inscrits à leur égard au tarif de la nation la plus favorisée de l'annexe I lorsque ces taux dépassent trente-cinq pour cent ou équivalent à des taux supérieurs à trente-cinq pour cent.

1994, ch. 47, art. 80.

(Retrait du régime de franchise)

54. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:

- a) retirer le bénéfice du régime de franchise prévu à l'article 53 à tout ou partie de marchandises originaires d'un pays antillais du Commonwealth qui est inscrit à l'annexe III comme bénéficiaire du traitement tarifaire des pays antillais du Commonwealth et les assujettir au traitement tarifaire qui leur serait applicable si elles ne bénéficiaient pas de la franchise;
- b) modifier l'annexe III dans la mesure nécessaire pour indiquer le traitement tarifaire applicable au pays visé.

(Contenu du décret)

(2) Un décret pris en vertu du paragraphe (1):

- a) indique la date de sa prise d'effet;
- b) désigne, en cas de retrait partiel du bénéfice du régime de franchise prévu à l'article 53, les marchandises visées.

(Application spécifique)

55. Malgré toute autre loi fédérale et ses textes d'application, le régime de franchise prévu à l'article 53 ne s'applique ni de manière générale ou particulière, ni directement ou indirectement aux marchandises originaires d'un pays auquel le bénéfice de ce régime n'est pas spécifiquement accordé en application de cet article.

(Exceptions)

56. (1) Les marchandises suivantes ne bénéficient pas du régime de franchise prévu à l'article 53:

- a) les marchandises des chapitres 50 à 65;
- b) les marchandises de la position n° 42.02, à l'exception des bagages en cuir du numéro tarifaire 4202.11.00 ou 4202.91.90, et les marchandises de la position n° 46.02, à l'exception des paniers en fibres végétales du numéro tarifaire 4602.10.92;
- c) les marchandises des numéros tarifaires 2710.00.20, 2905.11.00, 3403.11.10, 3403.19.10 et 4203.10.00.

(Définition de "bagages")

(2) Au présent article, "bagages" s'entend des valises et mallettes, mallettes de toilette, mallettes porte-documents, serviettes, cartables, sacs de voyage, trousse de toilette et contenants similaires.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 56; 1993, ch. 25, art. 2.

(Conditions)

57. Le bénéfice du régime de franchise prévu à l'article 53 est accordé à l'égard de marchandises, si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'origine des marchandises est justifiée conformément à la *Loi sur les douanes*;
 - a.1) elles bénéficient, conformément aux règlements d'application de l'article 13, de ce régime de franchise;
- b) elles sont transportées directement au Canada, avec ou sans transbordement, en provenance de leur pays d'origine.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 57; 1998, ch. 65, art. 95; 1993, ch. 44, art. 124.

(Dérogation)

58. Le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire des marchandises à la condition de justification de l'origine prévue à l'alinéa 57a) ou à la condition prévue à l'alinéa 57b) et fixer les conditions et modalités de cette dérogation.

Mesures spéciales

(Définitions)

59. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

("accord commercial" "*trade agreement*")

"accord commercial" Accord ou entente ayant trait au commerce international, auquel est partie le Canada.

("gouvernement" "*government*")

"gouvernement" Le gouvernement d'un pays étranger; lui sont assimilés:

- a) les gouvernements ou administrations régionaux ou locaux de ce pays, notamment ceux d'une province, d'un Etat ou d'une municipalité;
- b) les personnes et les institutions habilitées, par le gouvernement du pays, les instances visées à l'alinéa a) ou en vertu de leurs lois ou règlements, à agir en leur nom ou à les représenter;
- c) les associations d'Etats souverains dont le pays est membre.

(Décret du gouverneur en conseil)

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi et à toute autre loi fédérale, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances et du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, par décret ayant pour but l'exercice des droits qu'un accord commercial reconnaît au Canada à l'égard d'un pays ou la réaction aux actes, politiques ou pratiques, discriminatoires ou autres, d'un gouvernement qui ont entraîné, ou entraîneraient directement ou indirectement, un effet défavorable sur le commerce des marchandises ou des services canadiens, prendre une ou plusieurs des mesures suivantes:

- a) suspendre ou retirer les droits ou les privilèges que le Canada a accordés à ce pays en vertu d'un accord commercial ou d'une loi fédérale;
- b) assujettir les marchandises ou catégorie de marchandises qui sont originaires d'un pays ou qui bénéficient de tout traitement tarifaire prévu aux règlements pris en vertu de l'article 13 à une surtaxe d'un montant s'ajoutant aux taux des droits de douane fixés conformément à la présente loi, à une autre loi fédérale ou à leurs textes d'application pour ces marchandises ou catégories;
- c) porter sur la liste des marchandises d'importation contrôlée dressée aux termes de l'article 5 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* des marchandises qui sont originaires d'un pays ou qui bénéficient de tout traitement tarifaire prévu aux règlements pris en vertu de l'article 13;
- d) établir, à l'égard des marchandises ou catégories de marchandises qui sont originaires d'un pays ou qui, sans l'application du présent alinéa, bénéficieraient de tout traitement tarifaire prévu aux règlements pris en vertu de l'article 13, des taux de droits de douane pouvant varier

selon que la quantité de ces marchandises ou catégories de marchandises importées au Canada pendant la période déterminée par le décret, égale ou dépasse les totaux spécifiés par ce décret.

(3) [Abrogé, 1993, ch. 25, art. 3]

(Radiation de la liste de marchandises d'importation contrôlée)

(4) Les marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée en vertu d'un décret pris aux termes de l'alinéa (2)c) sont réputées rayées de la liste à la date de cessation d'effet ou de révocation du décret.

(Dépôt des décrets)

(5) Le ministre des Finances fait déposer devant le Parlement le texte des décrets prévus au paragraphe (2) dans les quinze premiers jours de séance de l'une ou l'autre chambre suivant leur prise.

(Règlements)

(6) Le gouverneur en conseil peut prendre les mesures réglementaires qu'il estime nécessaires pour l'exécution et le contrôle d'application du présent article.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 59; 1993, ch. 25, art. 3, ch. 44, art. 125.

Mesures d'urgence

(Surtaxe)

59.1 (1) Si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, en se fondant:

- a) soit sur un rapport du ministre des Finances,
- b) soit sur une enquête menée, en vertu des articles 20 ou 26 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur,

que des marchandises de toute nature importées d'un pays le sont dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un dommage grave à des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, il peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret, assujettir les marchandises de cette nature qui sont importées de ce pays ou d'un groupe de pays mentionné au décret, lorsqu'elles sont importées au Canada ou dans une de ses régions, ou partie de celle-ci, désignées dans le décret et au cours de la période où le décret est en vigueur, à une surtaxe fixée selon l'un des taux suivants, qui ne peut cependant dépasser celui qu'il estime suffisant pour prévenir ou réparer un tel dommage:

- c) le taux spécifié dans le décret;
- d) un taux, spécifié dans le décret, qui peut varier selon que la quantité des marchandises, importées au Canada ou dans une de ses régions, ou partie de celle-ci, désignées dans le décret et à la date spécifiée dans le décret, est égale ou supérieure aux totaux spécifiés dans le décret.

(Rapport du ministre)

(1.1) Le ministre des Finances ne fait le rapport prévu à l'alinéa (1)a) que si, selon le cas:

- a) il est d'avis qu'il existe des circonstances exceptionnelles;
- b) le rapport vise des produits agricoles périssables.

(Exception relative à certains produits agricoles)

(2) Il ne peut être pris de décret en vertu du paragraphe (1), par suite du rapport du ministre des Finances, à l'égard:

- a) des produits agricoles désignés par règlement qui peuvent être assujettis à une surtaxe en vertu de l'article 60.01;
- b) des fruits et légumes frais importés d'un pays ALENA visés au paragraphe 60.2(1) et pouvant être assujettis à un droit temporaire en vertu de ce paragraphe.

(Exception applicable aux marchandises ALENA)

(3) Par dérogation au paragraphe (1), le décret visé au paragraphe (1) ne s'applique aux marchandises de toute nature importées d'un pays ALENA que si le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement du rapport prévu aux articles 20 ou 29 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou d'un rapport du ministre des Finances, que la quantité de ces marchandises constitue une part substantielle du total des importations de marchandises de même nature importées d'autres pays et que les marchandises importées du pays ALENA contribuent de manière importante, à elles seules, ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALENA, à causer ou à menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Interdiction)

(3.1) Sous réserve du paragraphe (3.2), il ne peut être pris de décret en vertu du paragraphe (1) à l'égard des marchandises qui ont déjà fait l'objet d'un décret pris en vertu de ce paragraphe ou du paragraphe 5(3) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* tant qu'il ne s'est pas écoulé, depuis l'expiration du décret en cause et de tout décret pris en vertu des paragraphes 5(3.2) ou (4.01) de cette loi ou des paragraphes (8) ou (11) du présent article, au moins deux ans ou, s'il est plus long, un délai égal à la période d'application du décret ou des décrets.

(Exception)

(3.2) Les marchandises à l'égard desquelles a été pris, en vertu du paragraphe (1), un décret dont la période d'application a été d'au plus cent quatre-vingts jours peuvent toutefois être assujetties, par décret, à une surtaxe si, d'une part, il s'est écoulé au moins un an depuis l'entrée en vigueur du premier décret et, d'autre part, elles n'ont pas fait l'objet de plus de deux décrets au cours des cinq ans précédant l'entrée en vigueur du second décret.

(Application et révocation du décret)

- (4) Les décrets pris en vertu du paragraphe (1):
 - a) s'appliquent, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période - d'au plus quatre ans - qui y est spécifiée;

b) peuvent, sur recommandation du ministre des Finances, malgré les autres dispositions du présent article, être à tout moment annulés ou modifiés par le gouverneur en conseil, sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté, aux termes du paragraphe (9), une résolution de révocation.

(Enquête)

(4.1) Dès qu'il a pris le décret visé au paragraphe (1) en se fondant sur un rapport du ministre des Finances, le gouverneur en conseil saisit le Tribunal canadien du commerce extérieur pour qu'il mène, en vertu de l'alinéa 20 a) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, une enquête sur la question.

(Remboursement de la surtaxe)

(4.2) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, conformément à l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce, rembourser, par décret, la surtaxe payée au titre d'un décret pris en vertu de l'alinéa (1)a).

(Durée d'application du décret)

(5) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) qui est fondé sur un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à l'expiration du deux centième jour suivant sa prise; toutefois, il s'applique pendant la période - d'au plus quatre ans - qui y est spécifiée si le *Tribunal canadien du commerce extérieur* fait, par suite d'une enquête menée en vertu des articles 20 ou 26 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises faisant l'objet du rapport du ministre des Finances sont importées au Canada d'un pays que mentionne le rapport, dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Idem)

(6) Le décret applicable aux marchandises importées d'un pays ALENA pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à ces marchandises à l'expiration du deux centième jour suivant sa prise; toutefois, il s'applique pendant la période - d'au plus quatre ans - qui y est spécifiée si le Tribunal canadien du commerce extérieur a indiqué, dans un rapport établi conformément à la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, au gouverneur en conseil que la quantité des marchandises importées du pays ALENA faisant l'objet du rapport du ministre des Finances est substantielle comparativement à la quantité des marchandises de même nature importées d'autres pays et que les marchandises importées du pays ALENA contribuent de manière importante, à elles seules, ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALENA, à causer ou à menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Idem)

(7) Le gouverneur en conseil doit révoquer le décret applicable aux marchandises importées d'un pays ALENA pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances, s'il est convaincu, sur le fondement du rapport du Tribunal canadien du commerce extérieur prévu à la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité des marchandises importées du pays ALENA n'est pas substantielle comparativement à la quantité des marchandises de même nature importées d'autres pays ou que les marchandises importées du pays ALENA ne contribuent

pas de manière importante, à elles seules, ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALENA, à causer ou à menacer de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Extension)

(8) Si, avant l'expiration du décret pris en vertu du présent paragraphe, des paragraphes (1) ou (11) du présent article ou des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.01) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le gouverneur en conseil est convaincu, en se fondant sur une enquête menée, en vertu de l'article 30.07 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que, d'une part, un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé à des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage, et, d'autre part, il existe des éléments de preuve selon lesquels les producteurs nationaux procèdent à des ajustements, selon les règlements pris en vertu de l'alinéa 40b) de cette loi, il peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret, assujettir à une surtaxe toutes marchandises visées par le décret antérieur qui sont importées des pays mentionnés dans le décret.

(Application de la surtaxe)

(8.1) Le décret pris en vertu du paragraphe (8) s'applique aux marchandises importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties précisées dans le décret, pendant la période de validité de celui-ci; le taux de la surtaxe spécifié dans le décret soit est fixe, soit varie selon que la quantité des marchandises, importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties pendant la période spécifiée dans le décret, est égale ou supérieure aux quantités totales qui y sont spécifiées.

(Taux maximum)

(8.2) Le taux de la surtaxe ne peut toutefois excéder ni le taux le plus bas fixé, le cas échéant, en vertu des paragraphes (1), (8) ou (11) ni celui que le gouverneur en conseil estime suffisant pour prévenir ou réparer tout dommage grave et pour permettre aux producteurs nationaux de procéder à des ajustements.

(Exception applicable aux marchandises ALENA)

(8.3) Par dérogation au paragraphe (8), le décret pris en vertu de ce paragraphe ne s'applique aux marchandises de toute nature importées d'un pays ALENA que si le gouverneur en conseil est convaincu, en se fondant sur un rapport établi conformément à la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité de ces marchandises constitue une part substantielle du total des importations de marchandises de même nature importées d'autres pays et que les marchandises importées du pays ALENA contribuent de manière importante, à elles seules, ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALENA, à causer ou à menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Application et révocation du décret)

(8.4) Le décret pris en vertu du paragraphe (8) :

a) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période qui y est spécifiée, celle-ci et les périodes pendant lesquelles les marchandises ont fait l'objet de décrets pris en vertu des paragraphes (1), (8) ou (11) du présent article ou des

paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.01) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* ne pouvant toutefois excéder huit ans;

b) peut, sur recommandation du ministre des Finances, malgré les autres dispositions du présent article, être à tout moment annulé ou modifié par le gouverneur en conseil, sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté, aux termes du paragraphe (9), une résolution de révocation.

(Résolution de révocation)

(9) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, tout décret pris en vertu des paragraphes (1), (8) ou (11) qui a continué à s'appliquer pour l'une des raisons prévues au présent article cesse de s'appliquer le jour de l'adoption d'une résolution de révocation par les deux chambres du Parlement ou, le cas échéant, le jour que prévoit cette résolution.

(Publication d'un avis)

(10) Le ministre des Finances fait publier dans la *Gazette du Canada* l'avis approprié en cas de:

- a) prorogation, en vertu des paragraphes (5) ou (6), d'un décret pris en vertu du paragraphe (1);
- b) révocation, par suite d'une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement, d'un décret pris en vertu des paragraphes (1), (8) ou (11).

(Surtaxe sur les marchandises ALENA)

(11) En cas de prise, en vertu des paragraphes (1) ou (8), d'un décret imposant une surtaxe qui ne s'applique pas aux marchandises importées d'un pays ALENA parce que leur quantité n'est pas substantielle comparativement à celle des marchandises de même nature importées d'autres pays ou que les marchandises importées du pays ALENA ne contribuent pas de manière importante, à elles seules, ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles de même nature importées des autres pays ALENA, à causer ou à menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, le gouverneur en conseil, s'il est d'avis, sur recommandation du ministre des Finances faite par suite d'une enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur:

- a) d'une part, qu'il y a eu augmentation subite de l'importation de ces marchandises importées du pays ALENA à compter de l'entrée en vigueur du décret,
- b) d'autre part, qu'en conséquence, l'efficacité de la surtaxe est diminuée,

peut, par décret, assujettir les marchandises de cette nature importées du pays ALENA, lors de leur importation au Canada ou dans une de ses régions ou parties précisées dans le décret, pendant la période de validité de celui-ci, à une surtaxe, au taux spécifié dans le décret et soit fixe soit variable selon que la quantité des marchandises importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties pendant la période spécifiée dans le décret est égale ou supérieure aux quantités totales ainsi spécifiées. Les taux ne peuvent dépasser le taux qui, de l'avis du gouverneur en conseil, suffit pour prévenir la diminution d'efficacité du décret visé aux paragraphes (1) ou (8).

(Taux)

(12) Le taux de la surtaxe imposée, en vertu des paragraphes (1), (8) ou (11), sur les marchandises importées d'un pays ALENA n'a pas obligatoirement le même que celui de la surtaxe imposée en vertu des paragraphes (1) ou (8) sur les marchandises de même nature importées d'autres pays; ce taux ne peut cependant dépasser celui de la surtaxe imposée sur ces marchandises.

(Réserve)

(13) Le gouverneur en conseil, s'il prend soit un décret en vertu des paragraphes (1) ou (8), applicable aux marchandises importées d'un pays ALENA en raison des paragraphes (3) ou (8.3), soit un décret en vertu du paragraphe (11), doit tenir compte de l'alinéa 5b) de l'article 802 de l'Accord de libre-échange nord-américain en ce qui a trait à ces marchandises.

(Définitions de "augmentation subite" et "contribuer de manière importante")

(14) Pour l'application du présent article, "augmentation subite" et "contribuer de manière importante" s'entendent au sens de l'article 805 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

(Cessation d'effet)

(15) Le paragraphe (2) cesse d'avoir effet le 31 décembre 2008.

(Règlements)

(16) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute autre mesure d'application du présent article et, par décret, suspendre l'application de la surtaxe ou du droit, en tout ou en partie, aux marchandises d'un pays ou à toute catégorie de ces marchandises.

(Caractère définitif de la décision du gouverneur en conseil)

(17) La décision du gouverneur en conseil est définitive sur toute contestation qui peut s'élever concernant l'application de la surtaxe ou du droit imposé conformément au présent article.

(Suspension)

(18) L'article 60 est inopérant tant que le présent article est en vigueur.

1993, ch. 44, art. 126; 1994, ch. 47; art. 81, 89(F) et 90(F).

(Modifications ou révocation du décret imposant une surtaxe)

59.2 Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, révoquer ou modifier le décret pris en vertu de l'article 59.1 s'il est convaincu, en se fondant sur un examen fait, en vertu de l'article 19.02 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur, que cela devrait être fait.

1994, ch. 47, art. 82.

(Surtaxe)

60. (1) Si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, en se fondant:

a) soit sur un rapport du ministre des Finances;

b) soit sur une enquête menée, en vertu des articles 20 ou 26 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, par le Tribunal canadien du commerce extérieur,

c) [Abrogé, L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 52]

que des marchandises de toute nature originaires d'un pays sont importées dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un préjudice grave à des producteurs canadiens de produits semblables ou directement concurrentiels, il peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret, assujettir les marchandises de cette nature qui sont originaires de ce pays ou d'un groupe de pays mentionné au décret, lorsqu'elles sont importées au Canada ou dans une de ses régions, ou partie de celle-ci, désignées dans le décret et au cours de la période où le décret est en vigueur, à une surtaxe fixée selon l'un des taux suivants, qui ne peut cependant dépasser celui qu'il estime suffisant pour prévenir le préjudice ou la menace de préjudice:

d) le taux spécifié dans le décret;

e) un taux, spécifié dans le décret, qui peut varier selon que la quantité des marchandises, importées au Canada ou dans une de ses régions, ou partie de celle-ci, désignées dans le décret et à la date spécifiée dans le décret, égale ou dépasse les totaux spécifiés dans le décret.

(Exception relative aux fruits et légumes frais)

(1.1) Il ne peut être pris de décret en vertu du paragraphe 60(1), par suite du rapport du ministre des Finances, à l'égard des fruits et légumes frais originaires des Etats-Unis visés au paragraphe 60.2(1) et pouvant être assujettis à un droit temporaire en vertu de ce paragraphe.

(Exception applicable aux marchandises des Etats-Unis)

(1.2) Par dérogation au paragraphe (1), le décret visé au paragraphe (1) ne s'applique aux marchandises de toute nature originaires des Etats-Unis que si le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement du rapport prévu aux articles 20 ou 29 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou d'un rapport du ministre des Finances, que la quantité de ces marchandises est substantielle comparativement à la quantité des marchandises de même nature originaires d'autres pays et que leur importation contribue de manière importante à causer ou à menacer de causer un préjudice grave aux producteurs canadiens de produits semblables ou directement concurrentiels.

(Application et révocation du décret)

(2) Les décrets pris en vertu du paragraphe (1):

a) s'appliquent, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période, d'une durée maximale de trois ans, qui y est spécifiée;

b) peuvent, sur recommandation du ministre des Finances, malgré les autres dispositions du présent article, être à tout moment annulés par le gouverneur en conseil, sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté une résolution aux termes des paragraphes (3) ou (3.1) prévoyant la date de leur cessation d'effet.

(Durée d'application du décret)

(3) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) qui est fondé sur un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à l'expiration du cent quatre-vingtième jour suivant sa prise si c'est un

jour de séance, sinon le quinzième jour de séance ultérieur, mais s'applique pendant toute la période prévue à l'alinéa (2)a) si, selon le cas:

- a) il est ratifié par une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement;
- b) le Tribunal canadien du commerce extérieur fait, conformément aux articles 20 ou 26 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises objet du rapport du ministre des Finances sont encore importées au Canada d'un pays que mentionne le rapport, dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un préjudice grave à des producteurs nationaux de produits semblables ou directement concurrentiels.
- c) [Abrogé, L.R. (1985), ch. 47 (4e suppl.), art. 52]

(Idem)

(3.1) Le décret applicable aux marchandises originaires des Etats-Unis pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à ces marchandises à l'expiration du cent quatre-vingtième jour suivant sa prise si c'est un jour de séance, sinon le quinzième jour de séance ultérieur, mais s'applique pendant toute la période prévue à l'alinéa (2)a) si, selon le cas:

- a) il est ratifié par une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement;
- b) le Tribunal canadien du commerce extérieur a indiqué, dans un rapport établi conformément à la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, au gouverneur en conseil que la quantité des marchandises originaires des Etats-Unis faisant l'objet du rapport du ministre des Finances est substantielle comparativement à la quantité des marchandises de même nature originaires d'autres pays et que ces marchandises originaires des Etats-Unis continuent de contribuer de manière importante à causer ou à menacer de causer un préjudice grave aux producteurs canadiens de marchandises semblables ou directement concurrentielles.

(Idem)

(3.2) Le gouverneur en conseil doit révoquer le décret applicable aux marchandises originaires des Etats-Unis pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances, s'il est convaincu, sur le fondement du rapport du Tribunal canadien du commerce extérieur prévu à la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité des marchandises originaires des Etats-Unis n'est pas substantielle comparativement à la quantité des marchandises de même nature originaires d'autres pays ou que les marchandises originaires des Etats-Unis ne contribuent pas de manière importante à causer ou menacer de causer un préjudice grave aux producteurs canadiens de marchandises semblables ou directement concurrentielles.

(Sens de "jour de séance")

(4) Pour l'application des paragraphes (3) et (3.1), tout jour où l'une ou l'autre chambre du Parlement siège est un jour de séance.

(Résolution de révocation)

(5) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, tout décret pris en vertu du paragraphe (1) et qui a continué à s'appliquer pour l'une des raisons prévues au présent article cesse

de s'appliquer le jour de l'adoption d'une résolution de révocation par les deux chambres du Parlement ou, le cas échéant, le jour que prévoit cette résolution.

(Publication d'un avis)

(6) Le ministre des Finances fait publier dans la *Gazette du Canada* l'avis approprié en cas de:

- a) prorogation, en vertu des alinéas (3) a), b) ou c) ou (3.1) a) ou b), d'un décret pris en vertu du paragraphe (1);
- b) révocation, par suite d'une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement, d'un décret pris en vertu du paragraphe (1).

(Surtaxe sur les marchandises des Etats-Unis)

(6.1) En cas de prise aux termes du paragraphe (1) d'un décret imposant une surtaxe qui ne s'applique pas aux marchandises originaires des Etats-Unis vu que leur quantité n'est pas substantielle comparativement à celle des marchandises de même nature originaires d'autres pays ou qu'elles ne contribuent pas de manière importante au préjudice grave ou à la menace d'un tel préjudice porté aux producteurs canadiens de marchandises semblables ou directement concurrentielles, le gouverneur en conseil s'il est d'avis, sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances:

- a) d'une part, qu'il y a eu augmentation subite de l'importation de ces marchandises originaires des Etats-Unis à compter de l'entrée en vigueur du décret,
- b) d'autre part, qu'en conséquence, l'efficacité de la surtaxe est diminuée,

peut, par décret, sur recommandation du ministre des Finances, assujettir les marchandises de cette nature originaires des Etats-Unis lors de leur importation au Canada ou dans une de ses régions ou parties précisées dans le décret, pendant la période de validité de celui-ci, à une surtaxe, au taux spécifié dans le décret et soit fixe soit variable selon que la quantité des marchandises importées au Canada ou dans une de ses régions ou parties pendant la période spécifiée dans le décret égale ou dépasse les quantités totales ainsi spécifiées. Les taux ne peuvent dépasser le taux qui, de l'avis du gouverneur en conseil, suffit pour prévenir la diminution d'efficacité du décret visé au paragraphe (1).

(Taux)

(6.2) Le taux de la surtaxe imposée sur les marchandises originaires des Etats-Unis en vertu des paragraphes (1) ou (6.1) n'est pas obligatoirement le même que celui de la surtaxe imposée en vertu du paragraphe (1) sur les marchandises de même nature originaires d'autres pays.

(Réserve)

(6.3) Le gouverneur en conseil, s'il prend soit un décret en vertu du paragraphe (1), applicable aux marchandises originaires des Etats-Unis en raison du paragraphe (1.2), soit un décret en vertu du paragraphe (6.1), doit tenir compte de l'alinéa 4b) de l'article 1102 de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis en ce qui a trait à ces marchandises.

(Définition de "augmentation subite")

(6.4) Pour l'application du présent article, "augmentation subite" s'entend au sens de l'article 1104 de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis.

(Cessation d'effet)

(6.5) Le paragraphe (1.1) cesse d'avoir effet vingt ans après son entrée en vigueur.

(Règlements)

(7) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute autre mesure d'application du présent article et, par décret, suspendre l'application de la surtaxe ou du droit, en tout ou en partie, aux marchandises d'un pays ou à toute catégorie de ces marchandises.

(Caractère définitif de la décision du gouverneur en conseil)

(8) La décision du gouverneur en conseil est définitive sur toute contestation qui peut s'élever concernant l'application de la surtaxe ou du droit imposé conformément au présent article.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 60, ch. 47 (4e suppl.), art. 52; 1988, ch. 65, art. 96.

Mesures de sauvegarde visant les produits agricoles

(Surtaxe)

60.01 (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi et à toute autre loi fédérale mais sous réserve des paragraphes (2) à (7), le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des Finances, peut par décret, aux conditions qu'il fixe, assujettir certains produits agricoles désignés par règlement à une surtaxe, en plus des droits imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans le décret.

(Conditions de prise du décret)

(2) Le ministre des Finances ne recommande la prise du décret que s'il estime, en se fondant sur un rapport du ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, que sont remplies les conditions relatives à l'imposition d'un droit additionnel sur les produits agricoles désignés, que prévoit l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture figurant à l'annexe IA de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce.

(Non-application du décret)

(3) Le décret ne s'applique pas aux marchandises que le sous-ministre estime avoir été achetées pour importation, avant l'entrée en vigueur du décret, par un acheteur qui croyait de bonne foi que seul le tarif de la nation la plus favorisée leur serait applicable, et qui, à l'entrée en vigueur du décret, sont en transit à destination de l'acheteur au Canada.

(Application et révocation du décret)

(4) Le décret pris en vertu du paragraphe (1):

- a) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période qui y est spécifiée;
- b) peut, sur recommandation du ministre des Finances, malgré les autres dispositions du présent article, être à tout moment annulé par le gouverneur en conseil, sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté, aux termes du paragraphe (5), une résolution de révocation.

(Résolution de révocation)

(5) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, le décret cesse de s'appliquer le jour de l'adoption d'une résolution de révocation par les deux chambres du Parlement ou, le cas échéant, le jour que prévoit cette résolution.

(Publication d'un avis)

(6) Le ministre des Finances fait publier dans la *Gazette du Canada* l'avis approprié en cas de révocation du décret par suite d'une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement.

(Règlements)

(7) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) désigner, relativement à tout pays, des produits agricoles;
- b) fixer les conditions de prise des décrets visés au paragraphe (1);
- c) prendre toute autre mesure d'application du présent article.

(Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*)

(8) Les décrets pris en application du paragraphe (1) sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires*.

(Publication)

(9) Les décrets pris en application du paragraphe (1) sont publiés dans la *Gazette du Canada*.

1994, ch. 47, art. 83 et 99.

Mesures d'urgence visant les marchandises des Etats-Unis

(Non-application)

60.1 (0.1) Le présent article ne s'applique pas aux produits textiles et vêtements figurant à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

(Décret)

(1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu de l'article 19.01 ou du paragraphe 19.1(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou en vertu d'une plainte déposée en vertu de l'article 23 de cette loi, que des marchandises de toute nature bénéficiant du tarif des Etats-Unis sont, en conséquence de la réduction de ce tarif, importées en quantités tellement accrues et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, il peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:

a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux des droits de douane qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises en vertu des paragraphes 25.2(2) ou (3) ou 68(2) conformément aux codes 9600 à 9633 de l'annexe II;

b) s'il s'agit de marchandises sur lesquelles sont imposés des droits de douane sur une base saisonnière, les assujettir à un droit temporaire, en plus des droits de douane imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans le décret; cependant ce taux, ajouté au taux de droits de douane prévu à l'annexe I en vigueur à l'égard des marchandises, ne peut dépasser le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard pendant la saison correspondante de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent article;

c) s'il s'agit de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), les assujettir à un droit temporaire, en plus des droits de douane imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans le décret; cependant ce taux, ajouté au taux de droits de douane prévu à l'annexe I en vigueur à l'égard des marchandises, ne peut dépasser le moindre des taux suivants:

(i) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article,

(ii) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard à la date de la prise du décret.

(Modalités)

(2) Le décret:

a) ne peut être pris qu'une fois à l'égard de marchandises d'une nature donnée pendant la période commençant le 1er janvier 1988 et se terminant le 31 décembre 1998 et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période - d'au plus trois ans - qui y est spécifiée,

b) ne peut être pris après le 31 décembre 1998 qu'aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du Canada et celui des Etats-Unis portant, de manière générale ou particulière, sur l'application du paragraphe (1).

(Définition de "cause principale")

(3) Au présent article, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celles des autres causes du dommage grave.

(Mention du taux de droits de douane en vigueur)

(4) Pour l'application de l'alinéa (1)b), la mention du taux de droits de douane de la nation la plus favorisée en vigueur à l'égard des fruits ou légumes frais équivaut:

- a) dans le cas des légumes frais, à la mention du taux de droits de douane - spécifié au numéro tarifaire mentionné à la note 2b) du chapitre 7 de l'annexe I - applicable à ces légumes;
- b) dans le cas des fruits frais, à la mention du taux de droits de douane - spécifié au numéro tarifaire mentionné à la note 4b) du chapitre 8 de l'annexe I - applicable à ces fruits.

1988, ch. 65, art. 97; 1993, ch. 44, art. 127; 1994, ch. 47, art. 89(F) et 90(F).

Mesures d'urgence visant les marchandises mexicaines et TAMEU

(Non-application)

60.11 (1) Le présent article ne s'applique pas aux produits textiles et vêtements figurant à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

(Décret)

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe 19.01(3) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou en vertu d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.02) de cette loi, que des marchandises de toute nature bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis de l'annexe I sont, en conséquence de la réduction du tarif en cause, importées en quantités tellement accrues et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:

- a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux des droits de douane qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises en vertu de l'article 25.2;
- b) s'il s'agit de marchandises sur lesquelles sont imposés des droits de douane sur une base saisonnière, les assujettir à un droit temporaire, en plus des droits de douane imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans le décret; cependant ce taux, ajouté au taux de droits de douane prévu à l'annexe I en vigueur à l'égard des marchandises, ne peut dépasser le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard pendant la saison correspondante de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent article;
- c) s'il s'agit de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), les assujettir à un droit temporaire, en plus des droits de douane imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans le décret; cependant ce taux, ajouté au taux de droits de douane prévu à l'annexe I en vigueur à l'égard des marchandises, ne peut dépasser le moindre des taux suivants:

i) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article,

ii) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard à la date de la prise du décret.

(Modalités)

(3) Le décret:

a) ne peut être pris qu'une fois à l'égard de marchandises d'une nature donnée pendant la période commençant à l'entrée en vigueur du présent article et se terminant le 31 décembre 2003 et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période - d'au plus trois ans - qui y est spécifiée;

b) ne peut être pris après le 31 décembre 2003 qu'aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du Canada et celui du Mexique portant, de manière générale ou particulière, sur l'application du paragraphe (2).

(Taux de droits à la cessation d'effet)

(4) A la cessation d'effet du décret, le taux de droits de douane applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.2. A compter du 1er janvier, le taux applicable est celui que le ministre des Finances spécifie en vertu du paragraphe (5).

(Taux spécifié par arrêté)

(5) Le ministre des Finances spécifie, par arrêté:

a) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1er janvier est celui qui aurait été applicable le 1er janvier suivant la cessation d'effet du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.2, et qu'il est, par la suite, réduit jusqu'à la franchise de droits conformément à cet article;

b) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1er janvier est celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu'il est, pendant la période commençant le 1er janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit jusqu'à la franchise de droits aux termes de l'article 25.2, réduit par tranches annuelles égales jusqu'à la franchise de droits.

(Définition de "cause principale")

(6) Au présent article, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

(Mention du taux de droits de douane en vigueur)

(7) Pour l'application de l'alinéa (2)b), la mention du taux de droits de douane de la nation la plus favorisée en vigueur à l'égard des fruits ou légumes frais équivaut:

- a) dans le cas des légumes frais, à la mention du taux de droits de douane - spécifié au numéro tarifaire mentionné à la note supplémentaire 2b) du chapitre 7 de l'annexe I - applicable à ces légumes;
- b) dans le cas des fruits frais, à la mention du taux de droits de douane - spécifié au numéro tarifaire mentionné à la note supplémentaire 4b) du chapitre 8 de l'annexe I - applicable à ces fruits.

1993, ch. 44, art. 128; 1994, ch. 47, art. 89(F) et 90(F).

Mesures de sauvegarde visant les fruits et légumes frais des Etats-Unis

(Droits temporaires sur les fruits et légumes frais)

60.2 (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi et à toute autre loi fédérale mais sous réserve des paragraphes (2) à (8), le ministre des Finances, s'il estime que les conditions visées à l'article 702 de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis concernant l'imposition d'un droit temporaire sur les fruits ou légumes frais sont remplies, peut, par arrêté ayant pour but l'exercice des droits que l'accord reconnaît au Canada, sous réserve des modalités prévues par règlement, assujettir les fruits et légumes frais mentionnés aux positions n° 07.01, 07.02, 07.03, 07.04, 07.05, 07.06 (à l'exception des navets), 07.07, 07.08, 07.09 (à l'exception des truffes), 08.09 ou 08.10 (à l'exception des canneberges et des bleuets) ou aux sous-positions n° 0806.10 ou 0808.20 et bénéficiant du tarif des Etats-Unis, lorsqu'ils sont importés au Canada ou dans une de ses régions précisées dans l'arrêté, à un droit temporaire, en plus des droits imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi relative aux douanes, au taux spécifié dans l'arrêté.

(Taux maximum)

(2) Le taux du droit temporaire imposé sur les fruits ou légumes frais ne peut, avec les autres taux de droits de douane prévus à l'annexe I, dépasser le moindre des montants suivants:

- a) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée appliqué à ces fruits ou légumes frais avant l'entrée en vigueur du présent article pendant la saison correspondant à celle pendant laquelle le droit temporaire est imposé;
- b) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée appliqué aux fruits et légumes frais à la date de la prise de l'arrêté.

(Importation unique du droit temporaire)

(3) Le droit temporaire ne peut être imposé sur des fruits ou légumes frais qu'une fois à l'échelle régionale et qu'une fois à l'échelle nationale, pendant une période de douze mois.

(Mesure d'urgence)

(4) L'arrêté visé au paragraphe (1) ne peut être pris à l'égard des fruits et légumes frais bénéficiant du tarif des Etats-Unis pendant la période de validité du décret pris à l'égard de ceux-ci en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11), 60(1) ou (6.1) ou 60.1(1) de la présente loi ou des paragraphes 5(3), (3.2), (4.01) ou (4.2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*; l'arrêté n'a, pendant cette période, aucun effet.

(Non-application aux marchandises en transit)

(5) Les marchandises qui, avant l'entrée en vigueur de l'arrêté, ont été achetées pour importation par un bureau de douane dans une région spécifiée dans l'arrêté, dont l'acheteur croyait de bonne foi que le tarif des Etats-Unis applicable aux fruits et légumes frais leur serait applicable, et qui, à l'entrée en vigueur de l'arrêté, sont en transit à destination de l'acheteur au Canada ne sont pas assujetties au droit temporaire spécifié dans l'arrêté.

(Révocation)

(6) Le ministre des Finances révoque l'arrêté s'il estime que les conditions de suppression du droit temporaire visé au paragraphe 4 de l'article 702 de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis sont remplies.

(Période de validité et révocation)

(7) Sous réserve du paragraphe (8), l'arrêté est en vigueur, sauf révocation, pendant la période qui y est prévue.

(Cessation d'effet)

(8) L'arrêté cesse d'avoir effet à l'expiration du cent quatre-vingtième jour suivant sa prise.

(Mention du taux de droits de douane en vigueur)

(9) Pour l'application des alinéas (2)a) et b) aux fruits ou légumes frais assujettis à un droit temporaire sur une base saisonnière, la mention du taux de droits de douane de la nation la plus favorisée en vigueur à l'égard de ces fruits ou légumes frais équivaut:

- a) dans le cas des légumes frais, à la mention du taux de droits de douane - spécifié au numéro tarifaire mentionné à la note supplémentaire 2b) du chapitre 7 de l'annexe I applicable à ces légumes;
- b) dans le cas des fruits frais, à la mention du taux de droits de douane - spécifié au numéro tarifaire mentionné à la note supplémentaire 4b) du chapitre 8 de l'annexe I applicable à ces fruits.

(Règlements)

(10) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, prendre des règlements compatibles avec l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis pour l'application du présent article et en vue de procéder à toute mesure d'ordre réglementaire prévue par cet article.

(Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*)

(11) Les arrêtés pris en application du paragraphe (1) à compter du 28 avril 1989 sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires*.

(Publication)

(12) Les arrêtés pris en application du paragraphe (1) sont publiés dans la *Gazette du Canada*.

Mesures de sauvegarde visant les produits agricoles du Mexique

(Objet de l'article)

60.3 (1) Le présent article donne effet aux paragraphes (3) et (4) de l'article 703 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

(Application)

(2) Le présent article s'applique aux produits agricoles visés aux numéros tarifaires 0603.10.90, 0702.00.91, 0703.10.31, 0707.00.91, 0710.80.20, 0811.10.10, 0811.10.90 ou 2002.90.00 s'ils bénéficient du tarif du Mexique.

(Limitation)

(3) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, limiter, pour les périodes qui y sont spécifiées, la quantité globale des marchandises visées au paragraphe (2) qui bénéficient d'une réduction de droits de douane aux termes de l'annexe II.

(Mesures spéciales)

(4) Le décret pris en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11) de la présente loi ou des paragraphes 5(3), (3.2), (4.01) ou (4.2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* s'applique aux marchandises tant que la quantité globale de marchandises bénéficiant d'une réduction de droits de douane n'est pas atteinte.

(Cessation d'effet)

(5) Le présent article cesse d'avoir effet le 31 décembre 2002.

1993, ch. 44, art. 130; 1994, ch. 47, art. 85.

Mesures d'urgence bilatérales visant les produits textiles et vêtements

(Décret)

60.4 (1) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, prendre les mesures mentionnées au paragraphe (2) s'il est convaincu, en se fondant:

- a) soit sur un rapport du ministre des Finances établi par suite d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.03) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*,
- b) soit sur une enquête menée, en vertu du sous-alinéa 26(1)a)(i.3) de cette loi, par le Tribunal canadien du commerce extérieur,

que des produits textiles et vêtements figurant à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord de libre-échange nord-américain et bénéficiant du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique de l'annexe I sont importés en quantités tellement accrues, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur pour de telles marchandises, et dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

(Effets du décret)

(2) Le décret a pour effet:

- a) soit de suspendre toute réduction du taux des droits de douane qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises en vertu de l'article 25.2;
- b) soit d'assujettir les marchandises à un droit temporaire, en plus des droits imposés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, au taux qui y est spécifié.

(Taux minimum)

(3) Le taux du droit temporaire imposé sur les marchandises, ajouté au taux de droits de douane prévus à l'annexe I, ne peut dépasser le moindre des taux suivants:

- a) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard à la date de la prise du décret;
- b) le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée applicable à leur égard le 31 décembre 1993.

(Application et révocation du décret)

(4) Le décret:

- a) s'applique, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période - d'au plus trois ans - qui y est spécifiée;
- b) peut, sur recommandation du ministre des Finances, malgré les autres dispositions du présent article, être à tout moment annulé par le gouverneur en conseil.

(Durée d'application du décret)

(5) Le décret pris sur le fondement d'un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à l'expiration du cent quatre-vingtième jour suivant sa prise, à moins que, entre-temps, le Tribunal canadien du commerce extérieur ne fasse, à la suite d'une enquête menée en vertu du sous-alinéa 26(1)a)(i.3) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises faisant l'objet du rapport du ministre des Finances sont importées au Canada du pays que mentionne le rapport, dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes. En pareil cas, le décret continue de s'appliquer pendant la période - d'au plus trois ans - qui y est spécifiée.

(Prorogation)

(6) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, proroger la période d'application du décret pris par suite de l'enquête visée à l'alinéa (1)b) ou la période d'application du décret s'appliquant encore par suite du rapport fait au titre du paragraphe (5) par le Tribunal canadien du commerce extérieur, la période d'application ne pouvant toutefois dépasser trois ans.

(Taux de droits à la cessation d'effet)

(7) A la cessation d'effet du décret le taux de droits de douane applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.2. A compter du 1er janvier, le taux applicable est celui que le ministre des Finances spécifie en vertu du paragraphe (8).

(Taux spécifié par arrêté)

(8) Le ministre des Finances spécifie, par arrêté:

a) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1er janvier est celui qui aurait été applicable le 1er janvier suivant la cessation d'effet du décret si le taux avait été réduit conformément à l'article 25.2, et qu'il est, par la suite, réduit jusqu'à la franchise de droits conformément à cet article;

b) soit que le taux de droits de douane applicable aux marchandises à compter du 1er janvier est celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu'il est, pendant la période commençant le 1er janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit jusqu'à la franchise de droits aux termes de l'article 25.2, réduit par tranches annuelles égales jusqu'à la franchise de droits.

(Décret subséquent)

(9) Le décret visé au paragraphe (1) ne peut être pris qu'une fois à l'égard de marchandises d'une nature donnée pendant la période commençant à l'entrée en vigueur du présent article et se terminant le 31 décembre 2003.

1993, ch. 44, art. 130; 1994, ch. 47, art. 89(F) et 91(F).

Mesures relatives aux tubes cathodiques de récepteurs de télévision

(Arrêté)

60.5 Pour donner effet à l'annexe 308.2 du chapitre 3 de l'Accord de libre-échange nord-américain, le ministre des Finances peut, par arrêté, fixer, par dérogation à toute autre disposition de la présente loi prévoyant l'imposition de droits de douane, le taux de droits de douane applicable aux marchandises figurant à l'annexe. Le taux ne peut toutefois dépasser celui prévu au paragraphe 25.2(2) ou à l'alinéa 25.2(3)e), selon le cas.

1993, ch. 44, art. 130.

Surcharge

(Surcharge)

61. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, assujettir les marchandises ou catégories de marchandises qui sont originaires d'un pays ou qui bénéficient de tout traitement tarifaire prévu aux règlements pris en vertu de l'article 13 à une surcharge s'ajoutant aux droits de douane imposés en application de la présente loi, s'il est convaincu, à la suite d'un rapport du ministre des Finances, que la position financière extérieure du Canada de même que les conditions de sa balance des paiements rendent nécessaire l'adoption de mesures spéciales visant les importations canadiennes.

(Montant)

(2) La surcharge prévue au paragraphe (1) peut varier selon les marchandises ou catégories de marchandises.

(Durée d'application)

(3) Sous réserve du paragraphe (4), un décret pris en vertu du paragraphe (1) s'applique, sauf révocation, pendant la période qui y est spécifiée.

(Résolution de ratification)

(4) A moins d'avoir été ratifié par une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement, un décret dont la durée d'application spécifiée est de plus de cent quatre-vingts jours après sa prise cesse néanmoins de s'appliquer le cent quatre-vingtième jour suivant sa prise si c'est un jour de séance, sinon le quinzième jour de séance ultérieur.

(Définition de "jour de séance")

(5) Pour l'application du paragraphe (4), tout jour où l'une ou l'autre chambre du Parlement siège est un jour de séance.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 61; 1993, ch. 44, art. 131.

Réduction ou suppression des droits de douane

(Concessions réciproques)

62. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret:

- a) sous réserve des conditions qui peuvent y être spécifiées, réduire ou supprimer les droits de douane sur les marchandises importées d'un pays en compensation de concessions accordées au Canada par ce pays ou un autre;
- b) sous réserve des conditions qui peuvent y être spécifiées, réduire ou supprimer les droits de douane sur les marchandises importées d'un autre pays dans la mesure où peuvent l'exiger les obligations internationales du Canada;
- c) réduire ou supprimer les droits de douane sur les marchandises importées, avant ou après l'entrée en vigueur du décret, de tout pays en compensation de toute mesure prise en vertu des paragraphes 59.1(1), (8) ou (11), 60(1) ou (6.1), 60.1(1), 60.11(2) ou 60.4(1) de la présente loi ou des paragraphes 5(3), (3.2), (4.01) ou (4.2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

(Rétroactivité des décrets)

(2) Les décrets pris en application du paragraphe (1) peuvent, s'ils comportent une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure à la date de leur prise, mais postérieure au 8 avril 1992.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 62; 1988, ch. 65, art. 98; 1993, ch. 25, art. 4, ch. 44, art. 132; 1994, ch. 47, art. 86.

Marchandises usagées ou de qualité inférieure

(Définition de "agent")

63. (1) Pour l'application du présent article, on entend par "agent" l'agent des douanes désigné en application de l'article 59 de la *Loi sur les douanes*.

(Majoration du taux de droits de douane: marchandises usagées ou de qualité inférieure)

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le taux de droits de douane applicable, en vertu de la présente loi ou d'une autre loi fédérale, ou en vertu d'un règlement ou d'un décret pris sous leur régime, à des marchandises usagées ou de qualité inférieure est le taux applicable par ailleurs à ces marchandises sur leur valeur en douane majoré de vingt-cinq pour cent.

(Conditions)

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique à des marchandises usagées ou de qualité inférieure ou à toute classe ou catégorie de celles-ci que dans les cas suivants:

- a) les marchandises sont à la fois:
 - i) mentionnées dans une déclaration écrite présentée à l'agent par un fabricant de marchandises semblables produites au Canada,
 - ii) déclarées en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* dans les quatre-vingt-dix jours précédant la réception de la déclaration par l'agent,
 - iii) désignées par l'agent, dans les trente jours suivant la date de la réception de la déclaration, comme marchandises usagées ou de qualité inférieure ou comme toute classe ou catégorie de celles-ci non visées au paragraphe (4);
- b) les marchandises sont à la fois:
 - i) identiques à d'autres marchandises ayant fait l'objet de la désignation visée au sous-alinéa a)(iii),
 - ii) déclarées en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*, depuis la déclaration en détail de ces autres marchandises, dans les quatre-vingt-dix jours précédant la réception de la déclaration visée au sous-alinéa a)(i) présentée pour ces autres marchandises ou au plus tard deux ans après la déclaration en détail de celles-ci.

(Exemptions)

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à des marchandises usagées ou de qualité inférieure ni aux classes ou catégories de celles désignées par règlement.

(Règlements: ministre des Finances)

(5) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par règlement.

- a) définir les expressions "marchandises usagées", "marchandises de qualité inférieure", "marchandises identiques" et "marchandises semblables" pour l'application du présent article;
- b) soustraire, sans condition ou sous réserve des conditions réglementaires, à l'application du présent article, en tout ou en partie, des marchandises usagées ou de qualité inférieure ou toute classe ou catégorie de celles-ci;
- c) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue au présent article;
- d) prendre toute autre mesure d'application du présent article.

(Règlements: ministre du revenu national)

(6) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, par règlement, déterminer les renseignements qui doivent figurer dans la déclaration écrite visée au sous-alinéa (3)a)(i).

(Recours de la *Loi sur les douanes*)

(7) Lorsque l'agent effectue la désignation de marchandises visée au sous-alinéa (3)a)(iii), il peut y avoir révision et appel dans les cas suivants:

- a) ces recours visent la désignation ou l'application du présent article à des marchandises identiques déclarées en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* avant cette désignation, comme si cette désignation ou cette application constituait une révision effectuée par l'agent en application de l'article 61 de la *Loi sur les douanes*;
- b) ces recours visent l'application du présent article à des marchandises identiques déclarées en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* après cette désignation, comme si cette application constituait un classement tarifaire effectué par l'agent en application de l'article 58 de la *Loi sur les douanes* ou une révision effectuée par l'agent en vertu de l'article 61 de cette loi, selon le cas.

Les articles 58 à 72 de la *Loi sur les douanes* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux recours prévus au présent paragraphe.

Marquage des marchandises

(Règlements - marquage)

63.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, prendre des règlements:

- a) désignant les marchandises importées, ou catégories de celles-ci, qui, notamment du fait de leur utilisation, doivent être marquées, conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe (2), de manière à indiquer leur pays ou zone géographique d'origine;
- b) permettant de déterminer le pays ou la zone géographique d'origine des marchandises.

(Règlements - modalités et conditions)

(2) Pour l'application du présent article, le ministre peut prendre des règlements, notamment pour:

- a) déterminer les modalités et conditions de marquage des marchandises importées;
- b) préciser quand les marchandises doivent être marquées, notamment si elles doivent l'être avant ou après leur importation, et déterminer les conditions applicables en l'occurrence.

(Application)

(3) Les règlements pris en vertu des paragraphes (1) ou (2) peuvent être d'application générale ou seulement viser certains pays ou des zones géographiques définies.

(Suspension)

(4) L'article 64 est inopérant tant que le présent article est en vigueur.

1993, ch. 44, art. 133.

(Apposition d'une marque)

64. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, prévoir l'apposition, conformément aux règlements d'application du paragraphe (5), d'une marque - au moyen d'un timbre, d'une étampe ou d'une étiquette - sur des marchandises importées ou des catégories de celles-ci désignées dans le décret de manière à indiquer leur pays d'origine conformément au présent article.

(Modalités)

(2) La marque est:

- a) rédigée lisiblement dans l'une ou l'autre langue officielle;
- b) apposée sur les marchandises à un endroit où elle est facilement visible;
- c) apposée de manière permanente.

(Interdiction de dédouanement sans marquage)

(3) Le dédouanement des marchandises visées par un décret pris en vertu du paragraphe (1) et importées après l'entrée en vigueur du décret est subordonné à leur marquage, conformément au présent article, par l'importateur, à ses frais et sous la surveillance de l'agent des douanes.

(Infractions et peines)

(4) Toute personne qui soit omet d'apposer une marque sur des marchandises en application du présent article, soit, avec l'intention de dissimuler des renseignements, cause la détérioration, détruit, enlève, altère ou oblitère une marque visée au présent article, commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité:

- a) par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

- b) par mise en accusation, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et minimale de deux cents dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

(Règlements)

(5) Le ministre peut, par règlement, pour l'application du présent article:

- a) prendre des mesures concernant le marquage de marchandises au moyen d'un timbre, d'une étampe ou d'une étiquette;
- b) prendre toute autre mesure d'application de cet article.

Règlements

(Règlements)

65. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

PARTIE II

EXONERATION DE DROITS

Définitions

(Définitions)

66. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

("droits" "*duties*")

"droits" Les droits ou taxes imposés, sur les marchandises importées, en vertu de la partie I et en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de tout autre texte de législation douanière.

("droits de douane" "*customs duties*")

"droits de douane" Les droits de douane imposés en vertu de la partie I, à l'exception d'une surtaxe imposée en vertu des articles 59, 59.1, 60 ou 60.01, d'un droit temporaire imposé en vertu des articles 60.1 ou 60.2 ou d'une surcharge imposée en vertu de l'article 61.

("taxes d'accise" "*excise taxes*")

"taxes d'accise" Les taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services.

("taxes sur les produits et services" "*goods and services tax*")

"taxe sur les produits et services" Taxe imposée en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*.

("traiter" "process")

"traiter" S'entend notamment de l'ajustement, la modification, l'assemblage, la fabrication, la production ou la réparation de marchandises.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 66; 1988, ch. 65, art. 99; 1990, ch. 45, art. 22; 1994, ch. 47, art. 87.

Sa Majesté

(Obligation de Sa Majesté)

67. La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Pénalités et intérêts

(Pénalités et intérêts composés)

67.1 Les intérêts calculés au taux réglementaire ou au taux déterminé et les pénalités calculées à un taux annuel en application d'une disposition de la présente loi (à l'exception des intérêts et pénalités calculés sur un montant afférent aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*) sont composés quotidiennement. Dans le cas où des intérêts ou une telle pénalité, calculés sur un montant en application d'une disposition de la présente loi, sont impayés le jour où, sans le présent article, ils cesseraient d'être ainsi calculés, des intérêts au taux déterminé sont calculés et composés quotidiennement sur les intérêts ou la pénalité impayés, pour la période commençant ce jour et se terminant le jour de leur versement, et sont versés en conformité avec la disposition en question.

(Autorisation visant le taux réglementaire)

67.2 La personne tenue, en application d'une disposition de la présente loi, de payer des intérêts sur un montant au taux déterminé les paie plutôt au taux réglementaire si le ministre ou l'agent qu'il charge de l'application du présent article l'y autorise.

1992, ch. 28, art. 33.

(Renonciation aux pénalités ou aux intérêts)

67.3 (1) Le ministre ou l'agent qu'il charge de l'application du présent article peut, en tout temps, annuler tout ou partie des pénalités ou intérêts payables par ailleurs en vertu de la présente partie, ou y renoncer.

(Intérêts sur remboursement de pénalité ou d'intérêts)

(2) Quiconque est remboursé, par suite d'une renonciation ou d'une annulation visée au paragraphe (1), d'un montant de pénalité ou d'intérêts payé reçoit, en plus du remboursement, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur le remboursement pour la période commençant le lendemain du paiement du montant et se terminant le jour de l'octroi du remboursement.

1992, ch. 28, art. 33.

SECTION I

REDUCTION DES DROITS DE DOUANE

(Réduction ou suppression des droits de douane)

68. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret, réduire ou supprimer, selon les modalités de temps et les conditions prévues par le décret, les droits de douane prévus par la présente loi sur:

- a) les marchandises utilisées comme matières ou matériels dans des articles de fabrication canadienne;
- b) les marchandises des chapitres 28, 29 ou 39, des positions 15.19 ou 15.20 et des numéros tarifaires 1702.90.20, 3507.90.00 ou 9001.20.00, à l'exception:
 - i) des produits cellulaires des positions 39.16, 39.17, 39.18 ou 39.19 et des sous-positions 3921.11, 3921.12, 3921.13, 3921.14 ou 3921.19,
 - ii) des tubes et tuyaux et leurs accessoires de la position 39.17,
 - iii) des marchandises des positions 39.22, 39.23, 39.24, 39.25 ou 39.26.

(Annexe II)

(2) Les droits de douane imposés en vertu de la partie I sont réduits ou supprimés conformément à l'annexe II ou aux décrets ou règlements pris sous son régime.

(Interprétation)

- (3) Les termes de l'annexe II s'entendent au sens de l'annexe I.

SECTION II

DRAWBACKS SUR LA CONSOMMATION INTERIEURE

(Drawback)

69. Le ministre accorde, sur demande présentée conformément aux articles 70 et 104, sur:

- a) les marchandises dénommées ou visées à l'annexe IV qui sont utilisées pour la consommation au Canada aux fins indiquées à cette annexe;
- b) les marchandises dénommées ou visées à l'annexe V qui sont, à la fois:
 - i) déclarées en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* avant la date indiquée à cette annexe,
 - ii) utilisées pour la fabrication de produits canadiens énumérés à cette annexe;

- c) les marchandises désignées par règlement qui ont été utilisées pour la fabrication de produits canadiens désignés par règlement,

un drawback:

- d) soit de la totalité des droits de douane payés sur les marchandises;
- e) soit de la fraction des droits de douane payés sur les marchandises qui est indiquée aux annexes IV ou V, dans le cas de marchandises dénommées ou visées à l'une ou l'autre de ces annexes, ou qui est désignée par règlement, dans le cas de marchandises désignées par règlement.

(Demande)

70. Pour l'application de l'article 69, les demandes de drawback sont présentées au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, dans les quatre ans ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement suivant le paiement des droits de douane.

(Modification de l'annexe V)

71. Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par décret, modifier l'annexe V par adjonction ou suppression d'un code indiquant:

- a) la dénomination des marchandises pour lesquelles des drawbacks doivent être payés;
- b) la date avant laquelle les marchandises doivent être déclarées en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*;
- c) les produits canadiens pour la fabrication desquels ces marchandises doivent être utilisées;
- d) les cas où les drawbacks s'appliquent à la totalité ou à une fraction des droits de douane et, s'il s'agit d'une fraction, la fraction à laquelle s'appliquent les drawbacks.

(Règlements)

72. Le gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) pour l'application de l'alinéa 69c):
 - (i) désigner des marchandises qui sont utilisées pour la fabrication de produits canadiens désignés par règlement,
 - (ii) désigner des produits canadiens pour la fabrication desquels les marchandises désignées par règlement doivent être utilisées,
 - (iii) fixer la fraction, à laquelle s'applique le drawback, des droits de douane payés sur des marchandises désignées par règlement qui sont utilisées pour la fabrication de produits canadiens désignés par règlement,
 - (iv) déterminer les circonstances et les conditions du paiement des drawbacks de droits de douane sur des marchandises désignées par règlement qui sont utilisées pour la fabrication de produits canadiens désignés par règlement;

- b) prévoir les modalités des demandes de drawback prévues à l'article 69, le délai, postérieur au paiement des droits de douane, de leur présentation ainsi que les justificatifs dont elles doivent être assorties;
- c) désigner les catégories de personnes qui ont le droit de demander un drawback en application de l'article 69 et prévoir les justificatifs exigés pour établir ce droit;
- d) prévoir, pour l'application du code 9040 de l'annexe IV:
 - i) les modalités des demandes de reconnaissance des groupes ethno-culturels et les justificatifs dont celles-ci doivent être assorties,
 - ii) les critères dont le ministre doit tenir compte pour la reconnaissance d'un groupe ethno-culturel.

SECTION III

MACHINES ET APPAREILS

(Définition de "machines et appareils")

73. Dans la présente section, sauf pour l'application de l'article 75.1, "machines et appareils" s'entend des marchandises classées à un numéro tarifaire inscrit à l'annexe VI et, le cas échéant, à un code afférent à ce numéro tarifaire inscrit à cette annexe.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 73; 1988, ch. 65, art. 100.

(Exonération des machines et appareils)

74. (1) Aucun droit de douane n'est exigible sur les machines et appareils qui, à la date de leur déclaration en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*, sont inscrits sur la liste de machines et appareils établie par le ministre en application du paragraphe 75(1).

(Taxes d'accise)

(2) Le montant des taxes d'accise exigibles sur les machines et appareils visés au paragraphe (1) est déterminé comme si la valeur à l'acquitté des machines et appareils était leur valeur en douane.

(Idem)

(3) Le montant de la taxe sur les produits et services exigible sur les machines et appareils visés au paragraphe (1) est déterminé comme si la valeur des produits pour l'application de l'article 215 de la *Loi sur la taxe d'accise* était leur valeur en douane.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 74; 1990, ch. 45, art. 23.

(Etablissement de la liste)

75. (1) Le ministre peut établir, compte tenu des critères visés au paragraphe (3), une liste de machines et appareils qui ne sont pas produits au Canada.

(Publication de la liste)

(2) Le ministre fait publier la liste établie en vertu du paragraphe (1), ainsi que toute inscription ou radiation, dans la *Gazette du Canada* dans les soixante jours suivant l'établissement de la liste, de l'inscription ou de la radiation; la liste, une inscription ou une radiation ainsi publiées sont admises d'office.

(Production au Canada)

(3) Pour l'application du paragraphe (1), le ministre tient compte des critères suivants:

- a) le fabricant dispose, dans le cadre habituel de son exploitation, des installations techniques et matérielles propres à la production au Canada de machines et appareils qui sont sensiblement comparables aux machines et appareils visés;
- b) le fabricant canadien a ainsi produit des machines et appareils de manière à établir une capacité de production sensiblement comparable à celle qui est nécessaire pour produire les machines et appareils visés.

(Exonération des machines et appareils)

75.1 (1) Aucun droit de douane n'est exigible sur les machines et appareils qui, à la date de la déclaration en détail faite conformément à l'article 32 de la Loi sur les douanes, sont inscrits sur la liste de machines et appareils établie par le ministre en application du paragraphe (3) et bénéficient du tarif des Etats-Unis.

(Taxes d'accise)

(2) Le montant des taxes d'accise exigibles sur les machines et appareils visés au paragraphe (1) est déterminé comme si la valeur à l'acquitté des machines et appareils était leur valeur en douane.

(Idem)

(2.1) Le montant de la taxe sur les produits et services exigible sur les machines et appareils visés au paragraphe (1) est déterminé comme si la valeur des produits pour l'application de l'article 215 de la *Loi sur la taxe d'accise* était leur valeur en douane.

(Etablissement de liste)

(3) Le ministre établit, pour l'application du paragraphe 6 de l'article 401 de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis, une liste de machines et appareils conformément à l'annexe 401.6 de cet accord.

(Adjonction)

(4) Le ministre peut ajouter des machines et appareils à la liste établie en vertu du paragraphe (3).

(Exonération des machines et appareils)

76. (1) Sur demande présentée conformément au paragraphe (4), le ministre peut, s'il juge, compte tenu des critères prévus au paragraphe 75(3), que les machines et appareils qui font l'objet de la demande ne sont pas produits au Canada, remettre sur ces machines ou appareils:

- a) la fraction des droits de douane qui, sans le présent paragraphe, serait payable sur les machines et appareils et constituée par l'excédent de sa valeur en douane sur cinq cents dollars;
- b) la fraction des taxes d'accise qui, sans le présent paragraphe, serait payable sur les machines et appareils d'un montant égal à la différence entre le montant des taxes d'accise payable sur les machines et appareils et le montant des taxes d'accise qui serait payable sur ceux-ci, si la valeur à l'acquitté utilisée pour le calcul des taxes d'accise ainsi payables était la valeur en douane utilisée pour le calcul des droits de douane payables.

Malgré la partie I et la *Loi sur la taxe d'accise*, les montants des droits de douane et des taxes d'accise payables sur les machines et appareils sont réduits conformément aux alinéas a) et b).

(Portée des exonérations)

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les remises prévues au paragraphe (1) peuvent être conditionnelles ou absolues et peuvent, sous réserve du paragraphe (3), être accordées indépendamment de l'obligation de payer les droits dans un cas particulier.

(Annulation de la remise)

(3) Le ministre peut, s'il juge, compte tenu des critères prévus au paragraphe 75(3), que les machines et appareils qui font l'objet d'une remise accordée en vertu du paragraphe (1) sont produits au Canada, annuler celle-ci et, malgré ses modalités, elle cesse de s'appliquer aux machines et appareils déclarés en détail, après la prise d'effet de l'annulation, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*.

(Demandes)

(4) Les demandes sont assorties des justificatifs que le ministre juge suffisants pour établir, compte tenu des critères prévus au paragraphe 75(3), que les machines et appareils ne sont pas produits au Canada.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 76, ch. 9 (4e suppl.), art. 2; 1989, ch. 18, art. 5(F).

(Remise par remboursement)

77. (1) Est accordé un remboursement de la fraction des droits de douane ou des taxes d'accise visée aux alinéas 76(1)a) ou b) si, à la fois:

- a) remise de la fraction est accordée en vertu du paragraphe 76(1);
- b) la fraction des droits a été payée;
- c) une demande est présentée conformément au paragraphe (2).

(Demandes)

- (2) Pour l'application de l'alinéa (1)c), les demandes sont:
- a) assorties des justificatifs exigés par le ministre;
 - b) présentées selon les modalités réglementaires et établies en la forme, ainsi qu'avec les renseignements, déterminés par le ministre, dans les cinq ans ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement suivant la déclaration en détail, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*, des machines ou appareils qui en font l'objet.

(Règlements)

(3) Le gouverneur en conseil peut procéder à toute mesure réglementaire mentionnée au paragraphe (2).

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 77; 1989, ch. 18, art.6 A).

78. [Abrogé, L.R. (1985), ch. 9 (4e suppl.), art. 3]

(Délivrance d'un numéro de certificat)

79. (1) En accordant une remise en vertu de l'article 76, le ministre délivre au demandeur de la remise un certificat portant un numéro devant servir à identifier les machines et appareils.

(Annulation du certificat)

(2) Le ministre peut annuler le certificat délivré en vertu du paragraphe (1) visant une remise prévue à l'article 76 qui cesse d'avoir effet ou qui a été annulée en application du paragraphe 76(3).

(Dédouanement des machines et appareils)

(3) Les marchandises et appareils faisant l'objet de la remise prévue à l'article 76 peuvent être dédouanés sans le paiement de la fraction des droits qui a été remise, si le numéro indiqué dans le certificat délivré en vertu du paragraphe (1) est déclaré à la date de la déclaration en détail des machines et appareils en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* et si le certificat est valide à cette date.

SECTION III.1

MACHINES ET APPAREILS DE CONSTRUCTION AUTOMOBILE

(Définitions)

79.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

("machines et appareils" "*automotive machinery and equipment*")

"machines et appareils" Machines et appareils destinés à la fabrication soit d'éléments pièces d'équipement et accessoires - d'origine, ainsi que de leurs pièces, dans des véhicules automobiles, soit d'outils devant servir à la fabrication de ces éléments et pièces.

("véhicules automobiles" "*motor vehicles*")

"Véhicules automobiles" Les véhicules qui, s'ils étaient importés, seraient classés soit dans les positions 87.02, 87.03 ou 87.04, soit dans les sous-positions 8701.20, 8705.10, 8705.20, 8705.30 ou 8705.40.

1989, ch. 18, art. 7.

(Remises)

79.2 (1) Sur demande présentée conformément au paragraphe (4), le ministre peut, s'il juge, compte tenu des critères prévus à l'article 79.3, que les machines et appareils qui font l'objet de la demande ne sont pas produits au Canada, remettre sur ces machines ou appareils:

- a) les droits de douane qui, sans le présent paragraphe, seraient payables sur ceux-ci;
- b) la fraction des taxes d'accise qui, sans le présent paragraphe, serait payable sur les machines et appareils d'un montant égal à la différence entre le montant des taxes d'accise payable sur les machines et appareils et le montant des taxes d'accise qui serait payable sur ceux-ci, si la valeur à l'acquitté utilisée pour le calcul des taxes d'accise ainsi payables était la valeur en douane utilisée pour le calcul des droits de douane payables.

Malgré la partie I et la *Loi sur la taxe d'accise*, les montants des droits de douane et des taxes d'accise payables sur les machines et appareils sont réduits conformément aux alinéas a) et b).

(Portée des remises)

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les remises prévues au paragraphe (1) peuvent être conditionnelles ou absolues et être accordées indépendamment de l'obligation de payer les droits dans un cas particulier.

(Annulation de la remise)

(3) Le ministre peut, s'il juge, compte tenu des critères prévus à l'article 79.3, que les machines et appareils qui font l'objet d'une remise accordée en vertu du paragraphe (1) sont produits au Canada, annuler celle-ci et, malgré ses modalités, elle cesse de s'appliquer aux machines et appareils déclarés en détail, après la prise d'effet de l'annulation, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*.

(Demandes)

(4) Les demandes sont assorties des justificatifs que le ministre juge suffisants pour établir, compte tenu des critères prévus à l'article 79.3, que les machines et appareils ne sont pas produits au Canada.

1989, ch. 18, art. 7.

(Production au Canada)

79.3 Pour l'application de l'article 79.2, le ministre tient compte des critères suivants:

- a) le fabricant dispose, dans le cadre habituel de son exploitation, des installations techniques et matérielles propres à la production au Canada de machines et appareils qui sont sensiblement comparables aux machines et appareils visés;
- b) le fabricant canadien a ainsi produit des machines et appareils de manière à établir une capacité de production sensiblement comparable à celle qui est nécessaire pour produire les machines et appareils visés;
- c) le fabricant canadien pourra - ou aurait pu - normalement respecter les délais de livraison fixés, si la commande de machines et d'appareils visés lui est - ou avait été - signifiée dans les meilleurs délais.

1989, ch. 18, art. 7.

(Remise par remboursement)

79.4 (1) Une remise des droits de douane ou des taxes d'accise est accordée, au titre de l'article 79.2, sous forme de remboursement si, à la fois:

- a) les droits en cause ont été payés;
- b) une demande de remboursement est présentée conformément au paragraphe (2).

(Demandes)

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)b), les demandes sont:

- a) assorties des justificatifs exigés par le ministre;
- b) présentées selon les modalités réglementaires et établies en la forme, ainsi qu'avec les renseignements, déterminés par le ministre, dans les cinq ans ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement suivant la déclaration en détail, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* des machines ou appareils qui en font l'objet.

(Règlements)

(3) Le gouverneur en conseil peut procéder à toute mesure réglementaire mentionnée au paragraphe (2).

1989, ch. 18, art. 7.

(Délivrance d'un numéro de certificat)

79.5 (1) En accordant une remise en vertu de l'article 79.2, le ministre délivre au demandeur de la remise un certificat portant un numéro devant servir à identifier les machines et appareils.

(Annulation du certificat)

(2) Le ministre peut annuler le certificat délivré en vertu du paragraphe (1) et visant une remise qui cesse d'avoir effet ou qui a été annulée en application du paragraphe 79.2(3).

(Dédouanement des machines et appareils)

(3) Les machines et appareils faisant l'objet de la remise prévue à l'article 79.2 peuvent être dédouanés sans le paiement des droits qui ont été remis, si le numéro indiqué dans le certificat délivré en vertu du paragraphe (1) est déclaré à la date de la déclaration en détail des machines et appareils en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* et si le certificat est valide à cette date.

1989, ch. 18, art. 7.

SECTION IV

DEDOUANEMENT SANS LE PAIEMENT INTEGRAL DES DROITS

Traitement intérieur

(Exonération)

80. (1) Est accordée, sur demande présentée en application de l'article 81, une exonération du paiement des droits de douane imposés en vertu de la partie I qui, sans le présent article, seraient payables sur:

- a) les marchandises importées qui, par utilisation, ouvraison ou fixation, entrent dans la réalisation des marchandises de classe 1 ou de classe 2;
- b) les matières et matériels importés, à l'exclusion des carburants, combustibles et matériels d'usine, directement consommés ou absorbés dans le traitement au Canada de marchandises de classe 1 ou de classe 2.

(Définitions)

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 81 à 83.

("marchandises de classe 1" "*class 1 goods*")

"marchandises de classe 1" Marchandise traitée au Canada par un transformateur primaire et ultérieurement exportée sans avoir été utilisée au Canada.

("marchandises de classe 2" "*class 2 goods*")

"marchandises de classe 2" Marchandise traitée au Canada par un transformateur primaire qui fait l'objet d'un traitement ultérieur au Canada par un ou plusieurs transformateurs secondaires et qui entre dans la réalisation d'autres marchandises exportées sans avoir été utilisées au Canada.

("transformateur primaire" "*initial processor*")

"transformateur primaire" Selon le cas, la personne qui, au Canada, traite des marchandises de classe 1 ou procède au traitement initial des marchandises de classe 2.

("transformateur secondaire" "*secondary processor*")

"transformateur secondaire" Personne qui, au Canada, traite des marchandises de classe 2, à l'exclusion du transformateur primaire.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 80; 1993, ch. 25, art. 5.

(Demande - marchandises de classe 1)

81. (1) Pour l'application de l'article 80, les demandes d'exonération à l'égard des marchandises de classe 1 sont:

- a) présentées par le transformateur primaire, en la forme déterminée par le ministre, avant l'importation des marchandises ou matières et matériels;
- b) appuyées des justificatifs que le ministre estime suffisants, à savoir un contrat de vente et d'exportation du Canada des marchandises de classe 1 ou un plan de ventes et d'exportations antérieures de marchandises de classe 1 qui, s'il se poursuit, entraînera la vente et l'exportation de marchandises de classe 1;
- c) assorties, dans les circonstances prévues par règlement, d'une garantie de l'observation, par le transformateur des conditions prévues au paragraphe 83(1), la forme et le montant de la garantie étant déterminés par règlement.

(Demandes - marchandises de classe 2)

(2) Pour l'application de l'article 80, les demandes d'exonération à l'égard des marchandises de classe 2 sont:

- a) présentées par le transformateur primaire et chacun des transformateurs secondaires, en la forme déterminée par le ministre, avant l'importation des marchandises ou matières et matériels;
- b) appuyées des justificatifs que le ministre estime suffisants, à savoir:
 - i) dans le cas du transformateur primaire et de chacun des transformateurs secondaires à l'exclusion du dernier de ceux-ci, un contrat de livraison des marchandises de classe 2 à un transformateur secondaire pour la réalisation, directement ou non, de marchandises traitées au Canada et exportées sans y être utilisées ou un plan de livraisons antérieures de marchandises de classe 2 qui, s'il se poursuit, entraînera la livraison de marchandises de classe 2 à un transformateur secondaire,
 - ii) dans le cas du dernier transformateur secondaire, un contrat de vente et d'exportation du Canada des marchandises de classe 2 ou un plan de ventes et d'exportations antérieures de marchandises de classe 2 qui, s'il se poursuit, entraînera la vente et l'exportation de marchandises de classe 2;

- c) assorties, dans les circonstances prévues par règlement, d'une garantie de l'observation, par le transformateur primaire et chacun des transformateurs secondaires, des conditions prévues au paragraphe 83(2), la forme et le montant de la garantie étant déterminés par règlement.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 81; 1993, ch. 25, art 5.

(Certificat)

82. (1) En accordant une exonération en vertu de l'article 80, le ministre délivre au transformateur primaire et à chacun des transformateurs secondaires un certificat portant un numéro devant servir à identifier les marchandises ou les matières et matériels importés.

(Dédouanement des marchandises ou matières et matériels importés)

(2) Sur déclaration du numéro indiqué dans un certificat délivré en vertu du paragraphe (1) lors de la déclaration en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* des marchandises ou matières et matériels importés, ceux-ci peuvent être dédouanés sans paiement de droits de douane.

L.R.(1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 82; 1993, ch. 25, art. 6.

(Conditions - marchandises de classe 1)

83. (1) L'exonération des droits de douane à l'égard des marchandises de classe 1 prévue à l'article 80 est accordée si les conditions suivantes sont remplies par le transformateur primaire:

- a) il produit auprès du ministre les rapports et autres renseignements que celui-ci exige pour l'application de la présente section;
- a.1) la production auprès du ministre des justificatifs exigés par celui-ci pour l'application de l'article 83.02;
- b) il exporte les marchandises de classe 1 dans les quatre ans ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement suivant la déclaration en détail ou provisoire, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*;
- c) il n'utilise - ou ne permet d'utiliser - les marchandises de classe 1 que pour l'exportation visée à l'alinéa b).

(Conditions - marchandises de classe 2)

(2) L'exonération des droits de douane à l'égard des marchandises de classe 2 prévue à l'article 80 est accordée si les conditions suivantes sont réunies:

- a) le transformateur primaire et chacun des transformateurs secondaires produisent auprès du ministre les rapports et autres renseignements que celui-ci exige pour l'application de la présente section;
- b) le transformateur primaire et chacun des transformateurs secondaires, à l'exclusion du dernier de ceux-ci, livrent des marchandises de classe 2 à un transformateur secondaire pour la réalisation, directement ou non, de marchandises traitées au Canada et exportées sans être utilisées au Canada;

- c) le dernier transformateur secondaire exporte les marchandises de classe 2 dans les quatre ans ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement suivant la déclaration en détail ou provisoire, en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*;
- d) le transformateur primaire et chacun des transformateurs secondaires n'utilisent - ou ne permettent d'utiliser - des marchandises de classe 2 que de la façon visée aux alinéas b) ou c), selon le cas.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 83; 1989, ch. 18, 8(F); 1993, ch. 25, art. 7, ch. 44, art. 134.

(Définition de "droits de douane")

83.01 Pour l'application de l'article 83.02, "droits de douane" s'entend des droits de douane imposés en vertu de la partie I, à l'exception des droits de douane supplémentaires imposés en vertu de l'article 20, des surtaxes imposées en vertu des articles 59, 59.1, 60 ou 60.01, des droits temporaires imposés en vertu des articles 60.1, 60.11, 60.2 ou 60.4 et des surcharges imposées en vertu de l'article 61.

1993, ch. 44, art. 135; 1994, ch. 47 art. 88.

(Restitution)

83.02 (1) Lorsque des marchandises ont bénéficié de l'exonération prévue à l'article 80 et que les marchandises ultérieurement exportées ont été exportées à compter de la date fixée au titre du paragraphe (2) vers un pays ALENA:

- a) l'exportateur doit, dans les trente jours suivant l'exportation, en faire état auprès de l'agent, dans un bureau de douane;
- b) par dérogation à toute autre disposition de la présente partie mais sous réserve des paragraphes (3) à (5), l'exportateur, la personne qui a présenté la demande d'exonération et celle à qui l'exonération a été accordée sont tenus solidairement, dès la date d'exportation, au paiement des droits de douane faisant l'objet de l'exonération à Sa Majesté du chef du Canada à titre de créance de cette dernière, conformément à la *Loi sur les douanes*.

(Date d'application)

(2) La date visée au paragraphe (1) correspond:

- a) à la date d'entrée en vigueur du présent article, dans le cas de marchandises exportées vers les Etats-Unis ou le Mexique et visées au paragraphe 8 de l'article 303 de l'Accord de libre-échange nord-américain;
- b) au 1er janvier 1996, dans le cas de marchandises exportées vers les Etats-Unis;
- c) au 1er janvier 2001, dans le cas de marchandises exportées vers le Mexique;
- d) à celle que le gouverneur en conseil fixe, par décret pris sur recommandation du ministre des Finances, pour tout autre pays ALENA, dans le cas de marchandises exportées vers celui-ci.

(Réduction)

(3) Sauf dans le cas de marchandises visées au paragraphe 8 de l'article 303 de l'Accord de libre-échange nord-américain, le montant des droits de douane visés au paragraphe (1) est réduit conformément au paragraphe (4) si, dans les soixante jours suivant l'exportation, sont produits auprès du ministre des justificatifs, suffisants aux yeux de celui-ci, du paiement de droits de douane au gouvernement d'un pays ALENA autre que le Canada.

(Réduction du montant)

(4) Sous réserve du paragraphe (3), la réduction est égale au paiement fait au gouvernement du pays ALENA, sans pouvoir toutefois excéder le montant des droits de douane.

(Exceptions)

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux marchandises suivantes:

- a) les marchandises importées bénéficiant du tarif des Etats-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis;
- b) les concentrés d'orange ou de pamplemousse utilisés dans la fabrication ou la production des produits d'orange ou de pamplemousse prévus à la position 20.09, qui sont exportés vers les Etats-Unis;
- c) les matières utilisées dans la fabrication de vêtements qui, lors de leur importation aux Etats-Unis, sont assujettis, conformément aux lois de ce pays, au tarif de la nation la plus favorisée;
- d) les matières utilisées dans la fabrication de pièces textiles piquées et rembourrées, en coton ou en fibres synthétiques visées à la sous-position 5811.00, ou de pièces rembourrées pour déménagement de mobilier, visées à la sous-position 6307.90, qui sont exportées vers les Etats-Unis et assujetties, conformément aux lois de ce pays, au tarif de la nation la plus favorisée;
- e) les autres marchandises ou matières, ou catégories de celles-ci, prévues par règlement pris par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des Finances, conformément à un accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui d'un pays ALENA portant, de façon générale ou spécifique, sur l'application du présent paragraphe.

(Intérêt)

(6) Quiconque est tenu au paiement des droits de douane visés au paragraphe (1) est également tenu de verser à Sa Majesté du chef du Canada des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le soixante et unième jour suivant le jour où le paiement des droits est devenu exigible et se terminant le jour de leur paiement.

(Pénalité)

(7) Toute personne qui contrevient à l'alinéa (1)a) est tenue de payer une pénalité de six pour cent par année sur les droits de douane qui seraient exigibles, sans l'application des paragraphes (3) et (4), pour la période commençant le lendemain de l'expiration du délai prévu à l'alinéa (1)a) et se terminant le jour où il est fait état de l'exportation.

(Infraction)

(8) Toute personne qui contrevient à l'alinéa (1)a) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(Règlements)

(9) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre des Finances, prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par le présent article.

(Suspension)

(10) Les articles 83.1 et 83.2 sont inopérants tant que le présent article est en vigueur.

1993, ch. 44, art. 135.

(Définition de "droits de douane")

83.1 Pour l'application de l'article 83.2, "droits de douane" s'entend des droits de douane imposés en vertu de la partie I, à l'exception des droits de douane supplémentaires imposés en vertu de l'article 20, des surtaxes imposées en vertu des articles 59 ou 60, des droits temporaires imposés en vertu des articles 60.1 ou 60.2 et des surcharges imposées en vertu de l'article 61.

1988, ch. 65, art. 102.

(Restitution)

83.2 (1) Lorsque des marchandises ont bénéficié de l'exonération prévue à l'article 80 et que les marchandises ultérieurement exportées ont été exportées vers les Etats-Unis à compter du 1er janvier 1994 ou de la date ultérieure fixée avant le 1er janvier 1994 par décret du gouverneur en conseil conformément à un accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui des Etats-Unis portant, de façon générale ou spécifique, sur l'application du présent paragraphe:

- a) l'exportateur doit dans les trente jours suivant l'exportation en faire état auprès de l'agent, dans un bureau de douane;
- b) par dérogation à toute autre disposition de la présente partie, l'exportateur et la personne à qui a été accordée l'exonération sont tenus solidairement, dès la date d'exportation, à la restitution de l'exonération à Sa Majesté du chef du Canada à titre de créance de cette dernière, conformément à la *Loi sur les douanes*.

(Exceptions)

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux marchandises suivantes:

- a) les marchandises importées ultérieurement exportées dans le même état qu'à leur importation;
- b) les marchandises importées bénéficiant du tarif des Etats-Unis;
- c) les concentrés d'orange ou de pamplemousse utilisés dans la fabrication ou la production des produits d'orange ou de pamplemousse exportés prévus à la position 20.09;

d) les tissus importés incorporés à un vêtement qui, lors de son importation aux Etats-Unis, est assujéti au taux de la nation la plus favorisée conformément aux lois de ce pays;

e) les autres marchandises, matières ou matériels, ou catégories de ceux-ci, prévus par règlement pris par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des Finances, conformément à un accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui des Etats-Unis portant, de façon générale ou spécifique, sur l'application du présent paragraphe.

(Intérêts)

(3) Quiconque est tenu à la restitution de l'exonération prévue au paragraphe (1) est également tenu de verser à Sa Majesté du chef du Canada des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant le jour où l'exonération est devenu exigible et se terminant le jour de sa restitution intégrale.

(Pénalité)

(4) Toute personne qui contrevient à l'alinéa (1)a) est tenue de payer une pénalité de 6 pour cent par année sur les droits de douane qui seraient exigibles sans l'application du paragraphe (1), pour la période commençant le lendemain de l'expiration du délai prévu à l'alinéa (1)a) et se terminant le jour où il est fait état de l'exportation.

(Infraction)

(5) Toute personne qui contrevient à l'alinéa (1)a) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(Règlements)

(6) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre des Finances, prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par le présent article.

1988, ch. 65, art. 102; 1992, ch. 28, art. 34.

Marchandises importées et réexportées

(Exonération de marchandises importées et réexportées)

84. Est accordée, sur demande présentée en application de l'article 85, une exonération du paiement de la totalité, ou de la fraction prévue par règlement, des droits, autres que la taxe sur les produits et services, qui, sans le présent article, seraient payables sur des marchandises désignées par règlement qui sont importées et réexportées après avoir été utilisées au Canada aux seules fins prévues par règlement;

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 84; 1990, ch. 45, art. 25.

(Demandes)

85. Pour l'application de l'article 84, les demandes sont:

a) présentées en la forme déterminée par le ministre;

- b) présentées dans les circonstances prévues par règlement par une personne appartenant à une catégorie désignée par règlement;
- c) assorties, dans les circonstances prévues par règlement, à la fois:
 - i) des documents déterminés par règlement,
 - ii) d'une garantie de l'observation par la personne visée à l'alinéa b), des conditions énumérées à l'article 87; la nature et le montant de la garantie sont déterminés par règlement.

(Dédouanement des marchandises exportées)

86. Lorsqu'une exonération est accordée en vertu de l'article 84, les marchandises peuvent être dédouanées sans le paiement de la totalité, ou de la fraction prévue par règlement, des droits, autres que la taxe sur les produits et services.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.). art. 86; 1990, ch. 45, art. 26.

(Conditions)

87. (1) L'exonération du paiement des droits sur des marchandises importées accordée en vertu de l'article 84 est assujettie aux conditions réglementaires et à la condition que l'importateur des marchandises les exporte dans l'année ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement suivant le dédouanement des marchandises et à la condition qu'il fournisse au ministre les justificatifs, que celui-ci estime suffisants, établissant l'exportation.

(Prolongation du délai)

(2) Le ministre peut, pour des marchandises désignées par règlement, prolonger le délai visé au paragraphe (1) d'au plus six mois, si l'importateur est difficilement en mesure d'exporter les marchandises pendant le délai.

Marchandises canadiennes à l'étranger

(Exonération des marchandises canadiennes à l'étranger)

88. (1) Est accordée, sur demande présentée en application de l'article 89, sous réserve de l'article 91, une exonération du paiement de la fraction, déterminée conformément à l'article 92, des droits qui, sans le présent article, seraient payables sur les marchandises retournées au Canada dans l'année ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement suivant leur exportation, selon les modalités prévues par règlement, dans chacun des cas suivants:

- a) les marchandises retournées ont été réparées à l'étranger après avoir été exportées spécifiquement pour réparation;
- b) des appareils ont été ajoutés aux marchandises à l'étranger;
- c) des travaux ont été effectués à l'étranger sur les marchandises retournées et les marchandises exportées ont été produites au Canada.

(Réparations urgentes)

(2) Est accordée, sur demande présentée en application de l'article 89, sous réserve de l'article 91, une exonération du paiement de la totalité des droits qui, sans le présent article, seraient payables sur des aéronefs, véhicules ou navires retournés au Canada après leur exportation si, à la fois:

- a) les aéronefs, véhicules ou navires ont été réparés à l'étranger à la suite d'un événement imprévu qui s'y est produit;
- b) les réparations ont été nécessaires pour permettre le retour sans accident des aéronefs, véhicules ou navires.

(Demandes)

89. Pour l'application de l'article 88, les demandes sont:

- a) assorties des justificatifs, que le ministre juge satisfaisants, établissant:
 - i) que les réparations n'auraient pas pu être effectuées au Canada au lieu où étaient situées les marchandises avant leur exportation, ou à une distance raisonnable de ce lieu, en cas d'application de l'alinéa 88(1)a),
 - ii) que les appareils ajoutés ne peuvent être obtenus au Canada ou sont d'une catégorie ou d'un type non fabriqué au Canada et ne pouvaient pas commodément être ajoutés au Canada, en cas d'application de l'alinéa 88(1)b),
 - iii) que les travaux n'auraient pas pu commodément être effectués au Canada, mais que des installations pour effectuer ces travaux seront établies au Canada dans le délai prévu par le ministre, en cas d'application de l'alinéa 88(1)c);
- b) présentées en la forme déterminée par le ministre lors du retour au Canada des marchandises auxquelles elles s'appliquent, dans le cas de demandes d'exonération prévues au paragraphe 88(2).

(Dédouanement des marchandises retournées)

90. Sous réserve de l'article 92, les marchandises sont dédouanées sans paiement de droits dans les cas où une exonération est accordée en vertu de l'article 88.

(Cas de non-exonération)

91. L'exonération prévue à l'article 88 n'est pas accordée pour des marchandises qui ont été retournées au Canada après en avoir été exportées si:

- a) a été accordée une exonération, subordonnée à l'exportation des marchandises, des droits payés ou payables;
- b) dans le cas d'une demande prévue au paragraphe 88(1), n'a pas été payée la fraction, déterminée en application de l'article 92, des droits pour lesquels aucune exonération ne peut être accordée en vertu du paragraphe 88(1).

(Valeur en douane des travaux effectués à l'étranger)

92. Pour l'application du paragraphe 88(1), la fraction des droits faisant l'objet d'une exonération prévue au paragraphe 88(1) est constituée de la différence entre les droits exigibles, sans le paragraphe 88(1), sur les marchandises retournées et le montant résultant de l'application, à la valeur des marchandises et services suivants, du taux qui, sans le paragraphe 88(1), serait pris en compte pour la détermination des droits:

- a) réparations effectuées à l'étranger, en cas d'application de l'alinéa 88(1)a);
- b) appareils ajoutés et travaux afférents effectués à l'étranger, en cas d'application de l'alinéa 88(1)b);
- c) travaux effectués à l'étranger, en cas d'application de l'alinéa 88(1)c).

Dispositions générales

(Effet des exonérations)

93. (1) Sous réserve de l'article 83.2, lorsque est accordée, en application de la présente section, une exonération du paiement de la totalité ou d'une fraction des droits:

- a) aucun droit n'est exigible, si la totalité fait l'objet de l'exonération;
- b) la fraction n'est pas exigible, si seulement celle-ci fait l'objet de l'exonération.

(Exception)

(2) Malgré le paragraphe (1), le montant des droits de douane exigibles sur des marchandises est calculé, pour la détermination de la valeur à l'acquitté de celles-ci, comme si l'exonération prévue à la présente section n'avait pas été accordée.

(Idem)

(3) Malgré le paragraphe (1), le montant des droits de douane exigibles sur des marchandises est calculé, pour la détermination de la valeur de celles-ci en application de l'article 215 de la Loi sur la taxe d'accise, comme si une exonération avait été accordée en vertu de l'article 88 mais non en vertu d'une autre disposition de la présente section.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 93; 1988, ch. 65, art. 103; 1990, ch. 45, art 27.

(Remboursement ou annulation d'une garantie)

94. (1) Le ministre rembourse ou annule la garantie fournie à l'appui d'une demande d'exonération prévue à la présente section dans les cas où les marchandises ou les matières et matériels visés par la demande sont, dans le délai visé à l'alinéa 83b) ou à l'article 87:

- a) soit déclarés en détail en application de l'article 32 de la Loi sur les douanes et tous les droits payables sur les marchandises ou les matières et matériels sont payés;
- b) soit détruits de la manière fixée par le ministre;

- c) soit exportés, sous réserve du paragraphe (2).

(Réserve)

(2) Le ministre rembourse ou annule la garantie fournie à l'appui d'une demande d'exonération prévue à l'article 80 lorsque les marchandises ou les matières et matériels visés par la demande sont assujettis au paragraphe 83.2(1), qu'ils sont exportés aux Etats-Unis et que le montant de l'exonération accordée en vertu de cet article a été restitué à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de l'alinéa 83.2(1)b).

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 94; 1988, ch. 65, art. 104.

Règlements

(Règlements)

- 95.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement:
- a) déterminer, pour l'application des alinéas 81(1)c) et (2)c) et 85c):
 - i) les circonstances dans lesquelles une garantie doit être fournie à l'appui d'une demande,
 - ii) la nature de la garantie de l'observation des conditions de dédouanement de marchandises ou de matières et matériels sans le paiement intégral des droits,
 - iii) le montant de la garantie dont doit être assortie, dans les circonstances déterminées par règlement, une demande;
 - b) pour l'application de l'alinéa 83(1)b), fixer le délai d'exportation, après leur déclaration en détail ou provisoire visée à cet alinéa, des marchandises visées à ce même alinéa;
 - b.1) pour l'application de l'alinéa 83(2)c), fixer le délai d'exportation, après leur déclaration en détail ou provisoire visée à cet alinéa, des marchandises visées à ce même alinéa;
 - c) pour l'application du paragraphe 87(1), fixer le délai d'exportation, après leur dédouanement, des marchandises importées;
 - d) désigner, pour l'application de l'article 84:
 - i) les marchandises, importées et réexportées, pour lesquelles une exonération du paiement des droits doit être accordée,
 - ii) les fins auxquelles les marchandises importées et réexportées doivent avoir été exclusivement utilisées au Canada pour qu'une exonération puisse être accordée en vertu de cet article;
 - e) désigner, pour l'application des articles 84 et 86, la fraction des droits qui doit faire l'objet d'une exonération;

- f) prévoir, pour l'application de l'alinéa 85b), les circonstances de la présentation d'une demande d'exonération par une personne appartenant à une catégorie désignée par règlement et les catégories de personnes qui ont le droit de demander une exonération;
- g) prévoir, pour l'application de l'alinéa 85c), les circonstances dans lesquelles une demande doit être assortie des documents déterminés par règlement;
- h) déterminer les documents dont une demande prévue à l'article 85 doit être assortie;
- i) fixer, pour l'application du paragraphe 87(1), les conditions auxquelles une exonération est accordée en vertu de l'article 84;
- f) désigner, pour l'application du paragraphe 87(2), les marchandises pour lesquelles le ministre peut prolonger le délai visé au paragraphe 87(1);
- k) fixer, pour l'application de l'article 88:
 - i) le délai de retour au Canada des marchandises exportées,
 - ii) les modalités de l'exportation des marchandises.

(Idem)

(2) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue de l'interprétation, de l'application et de l'exécution uniformes des chapitres 3 et 4 de l'Accord de libre-échange nord-américain ou pour toute autre question dont peuvent, en tant que de besoin, convenir les parties.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 95; 1993, ch. 25, art. 8, ch. 44, art. 136.

SECTION V

MARCHANDISES SURANNEES OU EXCEDENTAIRES

(Définition de "marchandises surannées ou excédentaires")

96. Dans la présente section, "marchandises surannées ou excédentaires" s'entend des marchandises qui, à la fois:

- a) sont jugées surannées ou excédentaires par:
 - (i) leur importateur ou propriétaire, dans le cas de marchandises importées,
 - (ii) leur fabricant, producteur ou propriétaire, dans les autres cas;
- b) ne sont pas utilisées au Canada;
- c) sont détruites selon les modalités déterminées par le ministre;
- d) n'ont pas été endommagées avant leur destruction.

(Exonération des marchandises surannées ou excédentaires)

97. Sur demande présentée en application des articles 98, 100 et 104, est accordé un remboursement de:

- a) la totalité des droits, autres que la taxe sur les produits et services, payés sur les marchandises surannées ou excédentaires;
- b) la totalité des droits, autres que les taxes imposées en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, payés sur les marchandises importées et incorporées dans les marchandises surannées ou excédentaires fabriquées ou produites au Canada ou qui y sont attachées;
- c) la totalité des droits, autres que les taxes imposées en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, payés sur les matières et matériels importés, autres que le carburant, le combustible ou le matériel d'usine, directement consommés pour la fabrication ou la production au Canada de marchandises surannées ou excédentaires.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 97; 1990, ch. 45, art. 28.

(Demandes)

98. Pour l'application de l'article 97, les demandes sont:

- a) présentées en la forme déterminée par le ministre par:
 - i) l'importateur ou le propriétaire des marchandises surannées ou excédentaires, dans les cas où ces marchandises sont importées,
 - ii) le fabricant, le producteur ou le propriétaire des marchandises surannées ou excédentaires, dans les autres cas;
- b) assorties des documents déterminés par règlement.

(Règlements)

99. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer de quels documents doivent être assorties les demandes prévues à l'article 98.

SECTION VI

AUTRES FORMES D'EXONERATION

(Exonération par remboursement)

100. (1) Est accordé un remboursement de la totalité ou d'une fraction des droits, autres que la taxe sur les produits et services, si, à la fois:

- a) en application des sections III, III.1, IV ou V, il y a obligation d'accorder une exonération du paiement de la totalité ou d'une fraction des droits, autres que la taxe sur les produits et services, ou si les droits, autres que cette taxe, n'étaient pas exigibles en application des articles 74 ou 75.1;

- b) la totalité ou la fraction des droits, autres que la taxe sur les produits et services, a été payée;
- c) une demande est présentée conformément au paragraphe (2) et à l'article 104.

(Demandes)

- (2) Pour l'application du paragraphe (1), les demandes sont:
 - a) assorties des justificatifs exigés par le ministre;
 - b) présentées selon les modalités réglementaires et établies en la forme, ainsi qu'avec les renseignements, déterminés par le ministre dans les cinq ans ou, le cas échéant, dans le délai prévu par règlement, suivant la déclaration en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes* ou le dédouanement en application de l'article 86 de la présente loi, des marchandises ou des matières et matériels qui en font l'objet;
 - c) présentées avant l'exportation des marchandises avec la déclaration du numéro indiqué sur un certificat délivré en vertu du paragraphe 82(1), dans les cas où l'exonération devait être accordée en vertu de l'article 80.

(Règlements)

(3) Le gouverneur en conseil peut prendre toute mesure réglementaire mentionnée au paragraphe (2).

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 100; 1988, ch. 65, art. 105; 1989, ch. 18, art. 9; 1990, ch. 45, art. 29.

(Exonération facultative)

101. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances ou du ministre, par décret, remettre des droits.

(Portée de l'exonération)

(2) Les remises prévues au paragraphe (1) peuvent être conditionnelles ou absolues, s'appliquer à la totalité ou à une fraction des droits et peuvent être accordées indépendamment de l'obligation de payer les droits dans un cas particulier.

(Remise par remboursement)

(3) Les remises prévues au paragraphe (1) sont effectuées, dans les cas, où les droits sont payés, par remboursement de la totalité ou de la fraction des droits remise.

SECTION VII

DISPOSITIONS GENERALES

Dispositions générales relatives à l'exonération

(Créances de Sa Majesté)

102. L'exonération prévue aux paragraphes 77(1) ou 79.4(1) ou aux articles 80, 84 ou 88 peut être refusée si, au moment de l'autorisation ou de l'attribution de l'exonération, le bénéficiaire de l'exonération est endetté envers:

- a) soit Sa Majesté du chef du Canada;
- b) soit Sa Majesté du chef d'une province au titre de montants d'impôt payables à la province, s'il existe un accord entre le Canada et celle-ci autorisant le Canada à percevoir l'impôt pour son compte.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 102; 1989, ch. 18, art. 10.

(Inobservation des conditions)

103. (1) En cas d'exonération accordée en application des paragraphes 74(1) ou 75.1(1) ou de dédouanement de marchandises ou de matières et matériels sans le paiement intégral des droits en vertu des paragraphes 79(3), 79.5(3) ou 82(2) ou des articles 86, 90 ou 101, alors qu'une condition à laquelle l'exonération ou le dédouanement est assujéti n'est pas observée, le défaillant:

- a) est tenu, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la survenance du cas, de le signaler à l'agent, dans un bureau de douane;
- b) est, dès la survenance du cas, redevable, envers Sa Majesté du chef du Canada, de la totalité des droits payables en l'absence d'exonération ou de la fraction faisant l'objet de l'exonération; ce montant est, pour l'application de la *Loi sur les douanes*, censé être dû à Sa Majesté du chef du Canada au titre de cette loi.

(Pénalité)

(1.1) Toute personne qui contrevient à l'alinéa (1)a) est tenue de payer une pénalité de 6 pour cent par année sur les droits (sauf un montant afférent aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*) qui seraient exigibles sur les marchandises sans l'application du paragraphe (1), pour la période commençant le lendemain de l'expiration du délai prévu à l'alinéa (1)a) et se terminant le jour où le cas d'inobservation est signalé.

(Infraction et peine)

(2) Toute personne qui contrevient à l'alinéa (1)a) encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

(Dérogation)

- (3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) soit fixer le délai d'application du paragraphe (1) et désigner les marchandises ou les catégories de celles-ci, soit déterminer les circonstances, visées par le délai;
- b) déterminer les circonstances dans lesquelles certaines marchandises seraient exemptées de l'application du paragraphe (1), désigner les catégories de marchandises ainsi exemptées et fixer la durée, ainsi que les conditions, de l'exemption.

L.R. (1985), ch. 41 (31 suppl.), art. 103; 1989, ch. 18, art. 11; 1992, ch. 28, art. 35.

(Renonciations)

104. Pour l'application des sections II et V et de l'article 100, les demandes doivent être assorties de déclarations, établies en la forme déterminée par le ministre, de toutes les autres personnes ayant le droit de réclamer un drawback, un remboursement ou une remise des droits, autres que la taxe sur les produits et services, par lesquelles celles-ci renoncent à leur droit.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 104; 1990, ch. 45, art. 30.

(Sous-produits)

105. (1) Dans les cas d'exonération accordée sur des marchandises ou des matières et matériels en application des articles 69, 80 ou 97, alors que les marchandises ou matières et matériels entrent dans la fabrication ou la production de sous-produits pour lesquels l'exonération ne pourrait pas avoir été accordée:

- a) en cas d'application de l'article 80 et de non-paiement des droits de douane, le fabricant ou le producteur est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada le montant de l'exonération dans une proportion égale à celle du sous-produit par rapport à la valeur totale des produits tirés du traitement des marchandises ou des matières et matériels et ce montant est, pour l'application de la *Loi sur les douanes*, censé être dû à Sa Majesté du chef du Canada au titre de cette loi;
- b) le montant du drawback ou du remboursement est réduit d'une proportion égale à celle de la valeur du sous-produit par rapport à celle des produits tirés du traitement des marchandises ou matières et matériels.

(Résidus ou déchets vendables)

(2) Dans les cas d'exonération accordée sur des marchandises ou des matières et matériels en application des articles 69, 80 ou 97, alors que les marchandises ou matières et matériels servent dans un processus de fabrication ou de production donnant des résidus ou déchets vendables pour lesquels l'exonération ne pourrait pas avoir été accordée:

- a) en cas d'application de l'article 80 et de non-paiement des droits de douane, le fabricant ou celui qui effectue le traitement est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada le montant résultant, lequel est, pour l'application de la *Loi sur les douanes*, censé être dû à Sa Majesté du chef du Canada au titre de cette loi,
- b) dans les cas de drawbacks ou de remboursements, le montant de ceux-ci est réduit du montant résultant

de l'application à la valeur des résidus ou déchets vendables du moins élevé des taux suivants:

c) le taux de droits de douane applicable, au moment où les résidus ou déchets vendables issus du traitement, aux résidus ou déchets vendables du même type;

d) le taux des droits de douane payés ou qui, sans l'exonération, auraient été payables sur les marchandises ou les matières et matériels.

(Définition de "valeur")

(3) Dans le présent article, "valeur" de sous-produits, de marchandises ou de résidus ou déchets vendables s'entend:

a) dans le cas où le fabricant ou le producteur les vend à un acheteur avec qui il n'a aucun lien de dépendance, du prix de la vente;

b) dans les autres cas, du prix auquel le fabricant ou le producteur les aurait normalement vendus à un acheteur avec qui il n'a aucun lien de dépendance, au moment:

(i) de la présentation d'une demande de drawback ou de remboursement, s'il s'agit d'un drawback ou d'un remboursement

(ii) de l'exportation des marchandises, si l'article 80 s'applique et les droits de douane n'ont pas été payés.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 105, 1989, ch. 18, art. 12; 1990, ch. 45, art. 31.

(Intérêts)

106. (1) Quiconque est tenu de payer, en application de l'alinéa 103(1)b) ou de l'article 105, un montant (sauf un montant afférent aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*) verse, en plus de ce montant, des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le lendemain de l'échéance du montant et se tenant le jour de son paiement intégral.

(Idem)

(2) La personne qui verse un montant dû en application de l'alinéa 103(1)b) ou de l'article 105 dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'échéance du montant n'a pas à payer d'intérêts sur ce montant en application du paragraphe (1).

(Calcul des intérêts sur certains droits)

(3) Quiconque est tenu, en vertu de l'alinéa 103(1)b) ou de l'article 105, de payer un montant afférent aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* paie des intérêts au taux réglementaire, calculés sur les arriérés pour chaque mois ou fraction de mois de la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant l'échéance du montant et se terminant le jour de son paiement intégral.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 106; 1992, ch. 28, art. 36.

(Intérêts)

107. (1) Quiconque reçoit, en vertu de la présente partie (à l'exception des sections III et III.1 et de l'article 101), un drawback ou un remboursement de droits (sauf la taxe sur les produits et services

et les droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*) reçoit, en plus du drawback ou du remboursement, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur le drawback ou le remboursement pour la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la réception de la demande de drawback ou de remboursement et se terminant le jour de l'octroi de ceux-ci.

(Idem)

(2) Quiconque reçoit, en vertu de la présente partie (à l'exception des sections III et III.1 et de l'article 101), un drawback ou un remboursement de montants afférents aux droits imposés en application de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* reçoit, en plus du drawback ou du remboursement, des intérêts au taux réglementaire, calculés sur le drawback ou le remboursement pour chaque mois ou fraction de mois de la période commençant le quatre-vingt-onzième jour suivant la réception de la demande de drawback ou de remboursement et se terminant le jour de l'octroi de ceux-ci.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 107; 1989, ch. 18, art. 13; 1990, ch. 45, art. 32; 1992, ch. 28, art. 37.

(Règlement fixant un taux d'intérêt)

108. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement et sur recommandation du ministre des Finances, fixer un taux d'intérêt ou établir des règles de fixation d'un taux d'intérêt pour l'application d'une disposition de la présente loi.

(Effet rétroactif)

(2) Tout règlement pris en application du paragraphe (1) qui prévoit une entrée en vigueur antérieure à son enregistrement en vertu de l'article 6 de la Loi sur les textes réglementaires entre en vigueur ce jour antérieur s'il met en oeuvre une mesure annoncée publiquement ce jour-là ou avant.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 108; 1992, ch. 28, art. 38.

(Paiements sur le Trésor)

109. Les drawbacks ou remboursements accordés en vertu de la présente partie sont payés sur le Trésor.

Exécution et contrôle d'application

(*Loi sur les douanes*)

110. Les dispositions de la *Loi sur les douanes* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'exécution et au contrôle d'application de la présente partie. Pour l'application de ces dispositions, sauf les articles 160 et 161, une infraction à la présente partie ou le défaut d'observer une condition à laquelle est assujettie une exonération prévue à la présente partie sont réputés être des infractions à la *Loi sur les douanes*.

(Fausses indications)

111. (1) Il est interdit:

- a) dans une énonciation ou une réponse orale ou écrite faite dans le cadre de la présente partie ou de ses règlements, de donner des indications fausses ou trompeuses, d'y participer ou d'y consentir;

- b) en vue d'éluder l'observation de la présente partie ou de ses règlements:
 - i) de détruire, modifier, mutiler ou dissimuler des documents comptables, ou de s'en départir,
 - ii) de faire des inscriptions fausses ou trompeuses dans des documents comptables, d'y participer ou d'y consentir.
 - iii) d'omettre une inscription importante dans un document comptable, ou de participer ou consentir à l'omission.

(Infractions et peines)

- (2) Toute personne qui contrevient au paragraphe (1) encourt, sur déclaration de culpabilité:
 - a) par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;
 - b) par mise en accusation, une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et minimale de deux cents dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

(Dirigeants de personnes morales)

112. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente partie, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

(Prescription)

113. Les poursuites par procédure sommaire visant des infractions à la présente partie ou des infractions prévues par elle se prescrivent par trois ans à compter de leur perpétration.

PARTIE III

MARCHANDISES PROHIBÉES

(Importation prohibée)

114. L'importation au Canada des marchandises dénommées ou visées à l'annexe VII est prohibée.

PARTIE IV

MODIFICATIONS CORRELATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE EN VIGUEUR ET MESURES CONNEXES

Loi sur les mesures spéciales d'importation

(L.R., ch. S-15)

115. (1) Les décrets d'application - pris par le gouverneur en conseil - de l'article 7 du *Tarif des douanes*, chapitre C-41 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, qui étaient en vigueur à l'entrée en vigueur de cette loi sont réputés avoir et avoir eu le même effet, pour l'application de cette loi et demeurent en vigueur, et sont réputés être demeurés en vigueur, comme s'ils avaient été une ordonnance ou une conclusion visée aux articles 3 ou 4 de cette loi et rendue en application de l'article 43 de cette loi. Cette même loi s'applique, et est réputée s'être appliquée, à ces décrets comme s'ils avaient été pris à la date de son entrée en vigueur.

(2) Il demeure entendu que, pour les fins du réexamen d'un décret visé au paragraphe (1) en application de l'article 76 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le réexamen peut porter sur un rapport effectué en application de l'article 16.1 de la *Loi antidumping*, chapitre A-15 des Statuts révisés du Canada de 1970, sur lequel le décret est fondé, comme si le rapport faisait partie du décret.

Modifications corrélatives

116. à 128. [Modifications]

Dispositions transitoires

(Modification d'annexes)

129. (1) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut modifier par décret les annexes I, II et IV à VII, s'il l'estime nécessaire en conséquence de la mise en oeuvre au Canada de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises faite à Bruxelles le 14 juin 1983.

(Cessation d'effet)

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet le 30 juin 1990.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 129; 1989, ch. 18, art. 14.

(Définition de "ancienne loi")

130. Aux articles 131 à 133, on entend par "ancienne loi" le *Tarif des douanes*, chapitre C-54 des Lois révisées du Canada (1985).

(Modifications d'autres lois)

131. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, sur recommandation du ministre des Finances, modifier une loi fédérale autre que la présente loi par:

- a) substitution, à un renvoi à tout ou partie d'un numéro tarifaire de l'ancienne loi, d'un renvoi à tout ou partie d'un numéro tarifaire ou d'un code de la présente loi;
- b) substitution, à un renvoi à une annexe de l'ancienne loi, d'un renvoi à une annexe de la présente loi;
- c) les autres modifications que le gouverneur en conseil estime nécessaires à la suite des substitutions effectuées en application des alinéas a) ou b) ou de l'édiction de la présente loi.

(Durée d'application)

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet dix-huit mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

(Mention de numéros tarifaires du régime antérieur)

132. La mention, dans une loi fédérale ou dans un texte d'application de celle-ci, de tout ou partie d'un numéro tarifaire de l'ancienne loi vaut, sauf indication contraire du contexte, comme la mention soit du ou des numéros tarifaires ou codes, soit de la partie de numéro tarifaire ou code, figurant dans la présente loi et où la dénomination des marchandises ou le renvoi à des marchandises correspond le mieux au numéro tarifaire ou à la partie de numéro tarifaire de l'ancienne loi.

(Maintien en vigueur de certains décrets)

133. (1) Les décrets pris après le 5 novembre 1980 en application des numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-12, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 ou 42701-3 de l'annexe II de l'ancienne loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi demeurent en vigueur après cette date seulement dans la mesure où ils remettent des droits de douane ou des taxes d'accise sur des machines et appareils pour lesquels remise de droits de douane ou de taxes d'accise peut être accordée par le ministre en application de l'article 76 de la présente loi et où leurs modalités et conditions ne sont pas incompatibles avec la section III de la partie II de la présente loi; ces décrets sont, dans cette mesure, réputés pris par le ministre en application de l'article 76 de la présente loi, et la section III de la partie II de la présente loi s'applique aux décrets à tous égards.

(Idem)

(2) Les remises accordées en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'exonération de droits* et en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi demeurent en vigueur après cette date seulement dans la mesure où elles portent sur des droits de douane ou des taxes d'accise sur des machines et appareils pour lesquels la remise de droits de douane ou de taxes d'accise peut être accordée par le ministre en application de l'article 76 de la présente loi et où leurs modalités et conditions ne sont pas incompatibles avec la section III de la partie II de la présente loi; ces remises sont, dans cette mesure, réputées accordées par le ministre en application de l'article 76 de la présente loi, et la section III de la partie II de la présente loi s'applique à ces remises à tous égards.

Abrogations

134. et 135. [Abrogations]

Rétroactivité

(Rétroactivité: *Tarif des douanes*)

136. (1) Les décrets et règlements d'application de la présente loi peuvent, s'ils comportent une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure à la date de leur prise, mais non antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

(Cessation d'effet)

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet le 30 juin 1990.

L.R. (1985), ch. 41 (3e suppl.), art. 136; 1989, ch. 18, art. 15.

(Rétroactivité: *Loi sur les douanes*)

137. (1) Les décrets et règlements d'application de la *Loi sur les douanes* que le gouverneur en conseil estime nécessaires à la mise en oeuvre de la présente loi peuvent, s'ils comportent une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure à la date de leur prise, mais non antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

(Dérogation)

(2) L'obligation de publication prévue au paragraphe 164(3) de la *Loi sur les douanes* ne s'applique pas aux projets de règlements d'application de cette loi visés au paragraphe (1).

(Durée d'application)

(3) Les paragraphes (1) et (2) cessent d'avoir effet dix-huit mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Annexes

(Annexes de 1987, ch. 49)

***138.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), les annexes I à VII du *Tarif des douanes*, chapitre 49 des Statuts du Canada de 1987, sont réputées constituer les annexes I à VII de la présente loi.

(Modification de certaines annexes)

(2) Les dispositions des annexes II et VII figurant à la première colonne de l'annexe VIII sont modifiées conformément à ce qui y est indiqué.

*[Note: Voir annexes de la présente loi.]

Entrée en vigueur

(Entrée en vigueur)

139. La présente loi entre en vigueur ou est réputée en vigueur le 1er janvier 1988 et s'applique ou est réputée s'appliquer, d'une part, à toutes les marchandises dont il y est fait mention importées à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et qui n'ont pas fait, avant cette date, l'objet d'une déclaration en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*.

ANNEXES I A VIII

[Note: Ces annexes ne sont pas exposées.]

DISPOSITIONS CONNEXES

- **L.R. (1985), ch. 9 (4e suppl.), art. 9:**

(Entrée en vigueur)

"9. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 11 février 1988 et s'appliquer, d'une part, à toutes les marchandises dont il est fait mention importées à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et qui n'ont pas fait, avant cette date, l'objet d'une déclaration en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*."

- **1989, ch. 18, art. 26:**

(Entrée en vigueur)

"26. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 28 avril 1989 et s'applique aux marchandises qui soit sont importées à compter de cette date, soit l'ont été auparavant sans avoir fait l'objet, avant cette date, d'une déclaration en détail en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*."

- **1992, ch. 28, par. 33(2) et (3):**

(2) Les articles 67.1 et 67.2 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil. Toutefois, l'article 67.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux intérêts à calculer en application:

- a) du paragraphe 83.2(3) de la même loi relativement aux exportations effectuées avant cette date;
- b) du paragraphe 106(1) de la même loi relativement aux montants qui deviennent exigibles en application de l'alinéa 103(1) b) ou de l'article 105 de la même loi avant cette date;
- c) du paragraphe 107(1) de la même loi relativement aux drawbacks et remboursements qui font l'objet d'une demande reçue avant cette date.

3) L'article 67.3 de la même loi, édicté par le paragraphe(1), s'applique aux pénalités et intérêts payables à la date fixée par décret du gouverneur en conseil ou après cette date.

- **1992, ch. 28, par. 34(2):**

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux exportations effectuées à la date fixée par décret du gouverneur en conseil ou après cette date.

- **1992, ch. 28, par. 35(3):**

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux cas d'inobservation de conditions survenant à la date fixée par décret du gouverneur en conseil ou après cette date.

- **1992, ch. 28, par. 36(2):**

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants qui deviennent payables en application de l'alinéa 103(1) b) ou de l'article 105 de la même loi à la date fixée par décret du gouverneur en conseil ou après cette date.

- **1992, ch. 28, par. 37(2):**

2) Le paragraphe (1) s'applique aux drawbacks et remboursements qui font l'objet d'une demande reçue à la date fixée par décret du gouverneur en conseil ou après cette date.

- **1993, ch. 25, art. 29:**

(Rétroactivité)

29. Tout règlement, ou toute disposition réglementaire, pris dans les dix-huit mois suivant la sanction de la présente loi, en vertu des alinéas 95a), b) ou b.1) du *Tarif des douanes*, modifiés ou édictés par l'article 8, peut, s'il comporte une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure à la date de sa prise mais postérieure au 8 avril 1992.

- **1993, ch. 25, par. 30(1):**

(Entrée en vigueur)

30. (1) Les articles 1 à 11, 13, 14, 15, 18 et 20 à 27 sont réputés entrés en vigueur le 9 avril 1992 et s'appliquent, ou sont réputés s'être appliqués, d'une part, à toutes les marchandises dont il y est fait mention importées à compter de cette date et, d'autre part, aux marchandises déjà importées et non dédouanées en application de l'article 32, 33 ou 34 de la *Loi sur les douanes*, avant cette date.

- **1994, ch. 47, art. 94 à 98:**

(Surtaxes - liste des marchandises d'importation contrôlée)

94. Les paragraphes 59.1 (3.1), (3.2), (4.2), (5), (6) et (8) à (8.4) et l'article 59.2 du *Tarif des douanes*, édictés par les articles 81 et 82 de la présente loi, s'appliquent aux marchandises assujetties à une surtaxe ou portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée par décret pris après l'entrée en vigueur de ces dispositions.

(Modification d'annexes)

95. (1) Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier les annexes I à VII du *Tarif des douanes*, s'il l'estime nécessaire en conséquence de la mise en oeuvre au Canada de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce.

(Cessation d'effet)

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet trois ans après son entrée en vigueur.

(Définitions)

96. Pour l'application des articles 97 et 98, "version antérieure" et "version actuelle" s'entendent respectivement de la version du *Tarif des douanes* antérieure à l'entrée en vigueur du présent article et de la version de cette loi modifiée par la présente loi.

(Modification d'autres lois)

97. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, sur recommandation du ministre des Finances, modifier une loi fédérale autre que le *Tarif des douanes* par:

- a) substitution, à un renvoi à tout ou partie d'un numéro tarifaire ou d'un code du *Tarif des douanes* modifié ou abrogé par la présente loi, d'un renvoi à tout ou partie d'un numéro tarifaire ou d'un code;
- b) substitution, à un renvoi à tout ou partie d'une annexe du *Tarif des douanes* modifié ou abrogé par la présente loi, d'un renvoi à tout ou partie d'une annexe de la version actuelle;
- c) autres modifications qu'il estime nécessaires à la suite des substitutions effectuées en application des alinéas a) ou b) ou de l'édiction de la présente loi.

(Cessation d'effet)

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet trois ans après son entrée en vigueur.

(Mention de numéros tarifaires du régime antérieur)

98. La mention, dans une loi fédérale ou dans un texte d'application de celle-ci, de tout ou partie d'un numéro tarifaire ou d'un code de la version antérieure vaut, sauf indication contraire du contexte, mention soit du ou des numéros tarifaires ou codes, soit de la partie du numéro tarifaire ou code, figurant dans la version actuelle et où la dénomination des marchandises ou le renvoi à des marchandises correspond le mieux au numéro tarifaire ou au code ou à la partie de l'un de ceux-ci de la version antérieure.

MODIFICATION NON EN VIGUEUR

- **1995, ch. 5, al. 25(1) i):**

(Mentions du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures)

25. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, "secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures" est remplacé par "ministre des Affaires étrangères":

...

- i) le paragraphe 59(2) du *Tarif des douanes*;

...